

La fin du développement

L'optimisme est à la mode. A mesure que s'aggravent la crise mondiale et ses effets souvent dramatiques, fleurissent dans les sociétés occidentales les hymnes au modernisme et aux nouvelles techniques censés nous préparer un avenir radieux et nous faire oublier un trop sombre présent.

A l'angélisme — non dénué d'arrière-pensées — de ce prétendu "défi mondial", François Partant oppose une analyse lucide et radicale. Pour lui, le "développement" des sociétés industrialisées, qu'une conception ethnocentriste de l'histoire amène à assimiler abusivement à celle de l'humanité entière, est en train de prendre fin. Le "scénario" le plus vraisemblable aboutit à un chaos social généralisé, qui mettrait tragiquement fin à la civilisation dont l'Europe a été le foyer initial. Mais un autre scénario demeure possible : une alternative peut encore naître de sa décomposition, à la condition que la fraction de la population mondiale marginalisée par l'évolution technico-économique (fraction majoritaire et croissante) parvienne à s'organiser pour la mettre en forme.

C'est cette utopie provocatrice que propose et détaille François Partant dans *La fin du développement*. Elle s'appuie sur une analyse critique des mécanismes économiques du "développement" et de sa crise (échanges internationaux, progrès technique, destructions écologiques, intégration mondiale, etc.) et surtout des idéologies — de droite comme de gauche — qui en justifient la finalité. En rupture avec la plupart des courants de pensée aujourd'hui dominants, l'ouvrage de François Partant s'adresse moins aux "spécialistes" du développement qu'à tous ceux qui ne veulent plus en subir passivement les revers.

François Partant, économiste de formation, banquier de profession jusqu'en 1968, est l'auteur de *La guérilla économique*, Le Seuil, 1976, *Que la crise s'aggrave*, Solin, 1979, et *Le pédalo ivre*, Solin, 1980.

François Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

ISBN 2-7071-1352-2

11-82 58F

François Partant

La fin du développement

Naissance d'une alternative?

Cahiers libres 373 / *françois maspero*

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

François Partant

La fin du développement

Naissance d'une alternative ?

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé
Paris V°
1982

La fin du développement

La mutation de notre mode de production, que provoque la mise en œuvre de l'informatique et de la robotique, plonge notre intelligentsia dans un état d'excitation euphorique. Dans son immense majorité, celle-ci se félicite de la révolution technologique qui s'amorce. Elle y voit le départ d'une ère nouvelle, pleine de promesses pour l'humanité. Même certains de nos penseurs qui, hier, attendaient plutôt la révolution du prolétariat pour que s'instaure leur idéal social (il est vrai que leur attente s'est révélée vaine), comptent désormais davantage sur celle que va réaliser le microprocesseur. Ainsi, avec un optimisme, des intellectuels de toutes tendances évoquent-ils l'avenir qui se prépare, grâce aux travaux de chercheurs et de techniciens concentrés en quelques points du globe¹.

Ils ne se réfèrent pas toujours au même haut lieu de l'esprit industriel et imaginaire de l'homme. Certains auteurs s'enthous-

Si vous désirez être tenu régulièrement au courant de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions François Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel *Livres Partisans*.

© Librairie François Maspero, Paris, 1982

ISBN 2-7071-1352-2

1. Notamment Jean-Jacques Servan-Schreiber, dont le dernier ouvrage, *Le Défi mondial*, est si souvent cité dans le présent essai, qu'il a paru préférable de reporter en annexe II quelques commentaires à son sujet. Voir, également en annexe II, certaines remarques sur *Adieux au prolétariat* d'André Gorz.

siasment pour les prouesses technologiques du Japon, tandis que d'autres trouvent leur sujet d'émerveillement aux Etats-Unis, plus particulièrement en Californie, où des milliards de dollars s'investissent dans l'innovation et où l'innovation fait pulluler les milliardaires. Bien entendu, ni les uns, ni les autres ne songeraient à présenter la société américaine et la société japonaise, au demeurant fort différentes, comme des modèles d'organisation, de justice et d'harmonie. C'est néanmoins sensiblement dans les mêmes termes que les uns et les autres décrivent ce que va devenir la société, volontiers qualifiée de postindustrielle (bien qu'il soit peu satisfaisant, remarque Jacques Ellul², de la définir par ce qu'elle n'est plus) : libérée de la nécessité de travailler pour produire une quantité toujours croissante de biens et de services consommables, elle va enfin pouvoir mettre le progrès technique au service de l'homme, de son développement intellectuel et de son plein épanouissement.

Ces hymnes au progrès, qui s'inscrivent dans une tradition très ancienne, ont toujours la même séduction si l'on en juge par les réactions qu'ils suscitent. Ils sont pourtant passablement ridicules, quand ils présentent les sciences et les techniques comme susceptibles de nous apporter ce qu'on attendait d'elles au siècle des Lumières : une société plus juste, des hommes plus heureux, plus sages, l'opulence et un monde meilleur... Mais ils ne sont peut-être pas tout à fait innocents. Ils arrivent opportunément pour ranimer notre confiance dans l'avenir, à un moment où le présent et ses sujétions deviennent insupportables.

Au terme d'une période de forte croissance, au cours de laquelle des progrès scientifiques et techniques ont été réalisés à un rythme qui s'est accéléré au point de suivre une courbe exponentielle, la situation économique et sociale ne porte guère à l'optimisme. La conjoncture politique mondiale, moins encore. D'autant que les progrès les plus significatifs concernent l'armement (ce qui est normal, puisque celui-ci se voit affecter la plus grande part des crédits de recherche) et que la détérioration de la situation socio-économique dans le monde favorise des troubles qui sont autant d'occasions d'affrontement entre grandes puissances. A quoi il faut ajouter que le déséquilibre entre pays industrialisés et pays sous-développés s'est constamment aggravé, comme se sont souvent aggravées les disparités économiques et

sociales internes, tout particulièrement dans le tiers monde où la misère et la faim progressent d'année en année.

Un tel contexte n'est pas de nature à conforter la foi dans le progrès qui a jusqu'ici caractérisé la société occidentale. Il est manifeste que l'organisation socio-politique, au plan national et au plan mondial, encourage des comportements individuels et collectifs pour la plupart malsains (compétitifs, agressifs, égoïstes ou égocentristes...), de sorte que sont trop souvent malsaines les orientations données à la recherche scientifique et, plus encore, à ses applications pratiques. Mais il n'est plus possible de toucher à la division de la société en classes qu'a imposée notre mode de production (l'intégration économique, on le verra, interdit à la nation industrialisée de songer à de véritables réformes sociales), ni à la division du monde en Etats-nations dont les uns sont industrialisés et les autres sous-développés, car cette organisation conditionne l'accumulation capitaliste qui s'effectue au profit des premiers, leur donnant les moyens de financer des progrès dont le coût ne cesse de croître. On ne voit donc pas comment de nouveaux progrès pourraient apporter une solution au problème le plus urgent à résoudre : instaurer d'autres rapports sociaux et internationaux, faute de quoi l'humanité demeurera déchirée, avec des moyens techniques d'une croissante efficacité pour s'autodétruire.

Critique du progrès et de sa genèse

Depuis la révolution industrielle, notre mode de production a suscité d'innombrables critiques qui ne portaient jamais, jusqu'ici, sur l'évolution économique et technique que favorisait l'industrie. Au départ, la critique fut d'ordre social ou socio-politique. Par exemple, le marxisme a condamné l'injustice des rapports de production, mais non l'accumulation nécessaire au développement des forces productives, ni les technologies qui contribuent à ce développement. L'accroissement du capital, qui permet à la fois d'augmenter la production en volume et d'améliorer la productivité du travail, paraissait un objectif raisonnable.

Ce n'est guère que depuis vingt-cinq ans qu'un courant de pensée, né aux Etats-Unis, a commencé à mettre en doute le caractère bénéfique de l'évolution technico-économique, en soulignant ses aspects négatifs et en s'interrogeant sur la valeur

2. *Le Système technicien*, par Jacques Ellul (Calmann-Lévy éd.).

sociale des progrès accomplis. Il a été fortement marqué par Ivan Illich³, qui s'est employé à démythifier les institutions et réalisations dont nous sommes les plus fiers, celles qui sont les plus représentatives de notre développement, tels les systèmes d'enseignement, de santé, de transport... Bien que demeurant encore marginal, il s'est considérablement renforcé avec la montée du mouvement écologiste.

Aujourd'hui, les écologistes dénoncent surtout les nombreuses et dramatiques contreparties de la croissance économique : multiples pollutions dont les effets se conjuguent et ne seront parfois perceptibles qu'à long terme, donc trop tard ; épuisement de ressources non renouvelables ; disparition d'espèces condamnées, tantôt par la pollution, tantôt par la surexploitation marchande ; autre appauvrissement génétique, au moins aussi inquiétant, imputable à l'industrialisation des productions animales et végétales ; extrême vulnérabilité des nouvelles espèces standardisées ; progression des terres rendues incultes par les méthodes culturales qu'imposent les hauts rendements ; etc. Pour produire toujours davantage et au moindre coût, afin d'assurer, en principe tout au moins, notre bien-être matériel, nous compromettons singulièrement les possibilités d'existence des générations futures. Et en vain, puisque nos conditions de vie, à bien des égards, se dégradent, en même temps que notre environnement.

La critique débouche parfois sur des actions concrètes. Par exemple, dans quelques pays, les écologistes ont réussi à mobiliser la population contre le recours à l'énergie nucléaire dont il est vain de sous-estimer les risques, comme le font trop de gouvernements acculés à cette option technique. Mais ces succès ponctuels ne doivent pas faire illusion. Les limites dans lesquelles la critique peut aboutir à une modification de la réalité sont infiniment étroites, on aura l'occasion de le constater. D'ailleurs, quelle réalité faudrait-il modifier ?

Il ne suffit pas de procéder à une analyse critique de nos progrès, de ce qu'ils sont ou passent pour être, de ce qu'ils nous apportent ou sont censés nous apporter, ainsi que de leurs contrepartie de tous ordres. Il faudrait aussi prendre en compte les conditions qui doivent être réunies pour qu'ils se réalisent,

en particulier ces fantastiques transferts de ressources et de capitaux qui s'effectuent à l'échelle mondiale, au profit des pays industrialisés qui monopolisent ainsi les possibilités d'en réaliser.

Devant cette donnée, que les économistes libéraux négligent, les marxistes ont une attitude pour le moins ambiguë. S'ils cherchent parfois à expliquer le mécanisme de ces transferts et à évaluer leur importance⁴, leur conclusion reste en forme d'interrogation. Car ils s'interdisent d'en dénoncer les résultats, tels qu'ils s'observent au faite de la hiérarchie internationale. En effet, libéraux et marxistes sont sur ce point d'accord : les progrès scientifiques et technologiques que le capitalisme a permis dans les pays industrialisés constituent au total un apport positif. Ce sont, disent-ils volontiers, des acquis de l'humanité. Même les partis qui prétendent, au moins en France, vouloir rompre avec le capitalisme (idée-force, il est vrai, parfaitement creuse dans un pays comme la France), entendent bien préserver la construction technico-économique élaborée par le Capital — ce qui ôte d'ailleurs beaucoup de crédibilité à leurs philippiques contre ce dernier.

L'époque coloniale étant officiellement terminée, plus rien ne s'oppose à ce que nous dénoncions vertueusement le colonialisme. Mais celui-ci ne fut pas une simple entreprise de domination politique et militaire. Il entraîna avant tout une annexion de territoires. Or, celle-ci a bel et bien survécu à l'effondrement des empires coloniaux. Aujourd'hui, comme hier, les pays capitalistes industrialisés absorbent, pour les valoriser industriellement, la quasi-totalité des matières premières disponibles dans le tiers monde. Ils consomment une part très importante de ses productions animales et végétales. Ils monopolisent un nombre impressionnant d'activités productives (production de biens élaborés et pratiquement de tous les services), et par conséquent les emplois productifs, si bien que leurs entreprises, depuis fort longtemps transnationales, ont le monde pour champ d'action. L'appropriation de ce potentiel économique externe (source d'approvisionnements et débouchés) n'est plus assurée par les armes, mais par le simple jeu de la concurrence et par celui des échanges internationaux. Le résultat est le même : les pays capitalistes industrialisés utilisent un terri-

3. Ivan Illich : *La Société sans école, La Némésis médicale, Énergie et équité, La Convivialité, Le Chômage créateur, Le Travail fantôme* (Éditions du Seuil).

4. Voir *Accumulation à l'échelle mondiale*, par Samir Amin (Éditions Anthropos), mais aussi l'excellent petit résumé de vulgarisation *Pourquoi sont-ils si pauvres ?*, par Rudolph H. Strahm (coédition La Baconnière et La Déclaration de Berne).

toire considérablement plus vaste que celui que leur reconnaît le droit international.

Ce déséquilibre fondamental, provoqué initialement par la force brutale, maintenu par le jeu des lois économiques, aggravé par nos progrès techniques, en a entraîné beaucoup d'autres, en particulier au plan démographique. Car si la progression exponentielle de la population dans le tiers monde pose un problème inquiétant pour l'avenir, la surpopulation des pays industrialisés, notamment de l'Europe et du Japon, en pose un à première vue insoluble — ou qui du moins le deviendrait si le tiers monde se développait, c'est-à-dire s'il utilisait les ressources de son sol et de son sous-sol à la satisfaction prioritaire de ses besoins internes. Ou qui le deviendra, si la crise entraîne une sévère contraction des échanges internationaux, ce qui paraît inévitable.

La relation subjective que nous entretenons avec notre passé peut expliquer que nous fassions si peu de cas des conditions historiques dans lesquelles se sont constitués les éléments de notre prospérité actuelle. Mais même lorsque nous condamnons nos pères pour ce qu'ils entreprirent, nous acceptons leur héritage. Nous sommes alors amenés à continuer leur œuvre. Ainsi, les auteurs qui évoquent la société postindustrielle, songent à celle des pays capitalistes industrialisés qui va franchir un nouveau stade dans son développement grâce à l'informatique et à la robotique. Mais cette société n'est pas plus représentative du monde capitaliste que M. Rockefeller ne l'est des États-Unis d'Amérique. Ce monde forme un tout hétérogène et indissociable de pays industrialisés et de pays sous-développés dont les économies sont largement complémentaires. L'avenir des premiers ne peut donc pas être indépendant de ce que deviendront les seconds. En admettant que les uns continuent de progresser en suivant la trajectoire qui est actuellement la leur, quelle incidence aura leur progression sur les autres ?

A cette question, la réponse est toujours la même : les pays industrialisés devront accroître leur aide au tiers monde afin que celui-ci puisse se développer, comme ils le font eux-mêmes. Une telle proposition n'est pas surprenante lorsqu'elle émane de ces intellectuels, de loin les plus nombreux, qui évitent prudemment de voir la relation de cause à effet entre croissance et sous-développement. Mais les marxistes n'en font point d'autres. A croire que la capacité d'analyse critique est limitée, même chez ceux qui se targuent d'objectivité scientifique, par la peur instinctive et inavouée de remettre en question les

intérêts généraux des pays industrialisés (ne se confondent-ils pas avec les « acquis de l'humanité » ?), intérêts qui se trouvent d'ailleurs être aussi des intérêts personnels, du fait que l'analyste se situe lui-même au sein de la société occidentale, privilégiée parce que historiquement dominante, développée de par les techniques qu'elle met en œuvre et, bientôt (du moins l'espère-t-il), postindustrielle.

L'idée que le tiers monde peut et doit se développer comme les pays qui passent pour l'être est parfaitement absurde. L'idée qu'on peut et doit l'y aider l'est tout autant. Mais ces deux idées sont profondément enracinées dans l'opinion. En effet, elles font désormais partie de l'idéologie propre à la société occidentale, idéologie qui comporte beaucoup d'idées fausses et de croyances non fondées, toutes indispensables à la justification de cette société et à la légitimation de ses entreprises.

Si le développement des pays capitalistes industrialisés résulte d'un déséquilibre socio-économique qu'ils ont provoqué et qui désormais s'auto-entretient, leur position internationale, avec les avantages qu'ils en retirent, est anormale et injuste. Les innombrables victimes de ce déséquilibre doivent alors la combattre. Pour elles, la meilleure façon de le faire est encore de sortir du champ de la concurrence et de refuser l'échange. Afin d'éviter une telle rupture au sein du monde capitaliste, les pays industrialisés sont tenus de se présenter comme « en avance » sur une voie de développement ouverte à tous les autres. Ils doivent entretenir l'illusion que le déséquilibre dont ils bénéficient peut être redressé *par le haut*. Ils s'y emploient, en effet, mais en toute bonne foi (ou presque). Car il y a fort longtemps que les Occidentaux confondent l'évolution de leur société avec celle de l'humanité entière, alors qu'ils ont faussé, comme on le verra au chapitre suivant, les conditions et possibilités d'évolution de toutes les sociétés. C'est pourquoi, tenus de faire croire que leur développement se généralisera progressivement à l'ensemble de la planète, ils peuvent aussi le croire eux-mêmes.

Mais le plus curieux est qu'ils le croient et le souhaitent, même lorsqu'ils portent un jugement très critique sur leur propre développement ! Cela tient, sans doute, à ce qu'ils estiment certains progrès bénéfiques (par exemple dans le domaine médical), et qu'ils savent qu'on ne peut dissocier la technique de l'économie (même au plan médical, les progrès sont de plus en plus onéreux). Mais cela tient peut-être aussi à ce qu'ils comprennent que le développement est le produit d'une injustice — et une injustice qu'ils voudraient voir réparée — tout en

ayant conscience de son caractère inéluctable. En effet, avec sa dimension sociale, le développement est le résultat toujours provisoire de l'évolution économique, qui, à la fois se nourrit de progrès technologiques, et qui les rend possibles en dégageant les ressources nécessaires à leur financement. Il ne correspond pas à un choix délibéré, à celui que pourraient faire des sociétés désireuses d'atteindre un but idéal. Il n'est que l'aboutissement aléatoire de cette évolution. Or, cette évolution elle-même n'est absolument pas maîtrisée. C'est d'ailleurs là ce qui rend vains tous les projets visant à réformer notre système pour le rendre un peu plus juste (ou plus respectueux de l'écologie, etc.) : son devenir échappe à tout contrôle.

Une évolution technico-économique incontrôlable

« On ne peut s'opposer au progrès », affirme la sagesse populaire. On ne peut en effet s'opposer au Capital et à l'Etat qui les financent et qui les mettent en œuvre. Seuls, ces deux pouvoirs peuvent financer la recherche, donc l'orienter. Eux seuls sont habilités à choisir, parmi tous les progrès possibles, ceux qui sont en définitive adoptés. Le progrès n'est donc jamais neutre. Il sert inévitablement les ambitions respectives du pouvoir politique et du pouvoir économique, la volonté de puissance de l'un et d'accumuler de l'autre.

C'est déjà très inquiétant, puisque ces deux pouvoirs privilégient évidemment des intérêts étroits, des intérêts de classe ou des intérêts nationaux. Mais le pire est qu'on ne peut même pas leur attribuer la responsabilité réelle de cette efflorescence de progrès techniques et d'innovations qui modifient, en bien ou en mal, l'existence des individus et de la société, car ils ne sont pas libres de leurs choix en ce domaine. Les entreprises capitalistes étant en concurrence et les Etats en compétition, les décisions des deux pouvoirs obéissent à une même logique.

Par exemple, il suffit qu'une entreprise parvienne, grâce à l'adoption d'un progrès dans les techniques de fabrication, à améliorer la productivité des travailleurs qu'elle emploie, pour que toutes les entreprises concurrentes soient tenues d'adopter ce même progrès afin de demeurer compétitives. C'est bien pourquoi le pays, auquel une avance technologique confère la suprématie économique à un moment donné, sert inévitablement de modèle aux autres, même s'il n'est nullement

un modèle au plan politique ou social. Tout se passe comme s'il imposait à la collectivité internationale ses propres normes de production, lui imposant du même coup (au moins aux pays capables d'adapter en conséquence leur appareil de production) ses propres conditions de travail et de vie, son *way of life*. Il n'était donc pas nécessaire que J.-J. Servan-Schreiber écrive *Le défi américain*⁵ pour que la France et l'Europe le relèvent. Qu'il s'agisse de management ou d'options technologiques, les Européens étaient bien obligés d'imiter les Américains pour ne pas succomber face à leur concurrence.

Soit dit en passant, l'américanisation socio-culturelle de l'Europe qui en résulte — et que d'aucuns déplorent — était un phénomène inéluctable. Comme est inéluctable l'uniformisation du monde (donc son appauvrissement culturel) dès lors que toutes les sociétés s'emploient à produire la même chose, à partir des mêmes matières premières, à l'aide des mêmes moyens techniques, ce qui les amène à travailler dans des conditions semblables, à consommer la même chose, à vivre enfin sensiblement de la même manière à niveau de développement comparable.

Les deux pouvoirs sont identiquement conditionnés par le contexte concurrentiel dans lequel ils s'exercent. Cependant, la politique de l'Etat peut quitter le cadre du rationnel du fait de l'imprécision des critères sur lesquels elle se fonde. La course aux armements illustre le mieux, parce que d'une manière à la fois dramatique et grotesque, cette spirale qu'on croit ascendante et qui entraîne toutes les nations par suite de la compétition à laquelle elles se livrent. Car cette course est aussi logique que sont insensés les résultats auxquels elle aboutit (et absurde est la situation qu'elle finit par créer, en particulier en Europe). Mais de même qu'une entreprise ne peut renoncer à tout faire pour l'emporter sur ses concurrentes, sinon pour les éliminer, du moins pour ne pas courir le risque d'être éliminée par elles, chaque nation se sent obligée de participer activement à ce type de compétition pour assurer sa défense... quitte à franchir le seuil au-delà duquel les moyens employés pour l'assurer (par exemple un armement nucléaire de faible puissance) vont à l'encontre du but poursuivi.

5. *Le défi américain*, par J.-J. Servan-Schreiber (Denoël éd.), a paru à un moment où beaucoup s'inquiétaient du *gap* technologique qui existait entre les U.S.A. et l'Europe. L'auteur ne varie ni dans ses préoccupations, ni dans la manière de les exposer.

Certes, n'était-ce les intérêts en jeu (et la mentalité très particulière du militaire), beaucoup de pays pourraient refuser de se laisser aller à cette compétition. En revanche, aucun pays industrialisé ne peut désormais renoncer à la compétition économique et technique, même si les conséquences de celle-ci se révèlent aussi désastreuses que celles de la course aux armements.

Le prodigieux développement des échanges internationaux, qui a beaucoup contribué à la croissance des dernières décennies, a provoqué la transformation des appareils de production nationaux, en entraînant un remodelage social qui interdit tout retour en arrière. Il a en particulier considérablement accentué l'interdépendance des économies capitalistes. Au plan économique, le pays industrialisé ne jouit plus de la moindre autonomie, sa dépendance à l'égard du monde extérieur étant, paradoxalement, d'autant plus grande que son niveau de développement technico-économique est plus élevé. Non seulement il doit toujours importer pour pouvoir produire (notamment des matières premières) et exporter une fraction souvent importante de sa production (en particulier pour amortir les lourds investissements qu'impliquent les technologies modernes), mais son niveau de développement dépend pour une bonne part de ses activités extérieures et de ses investissements à l'étranger. Il ne peut donc plus se protéger efficacement et durablement contre la concurrence internationale. Aussi riche et puissant soit-il, il n'est dès lors jamais à l'abri d'un processus de sous-développement relatif, c'est-à-dire d'un appauvrissement provoqué par la perte de compétitivité de ses entreprises, appauvrissement qui bénéficierait aux pays dont la production se substituerait à la sienne. Les progrès qu'il met en œuvre ou dont il bénéficie, quelle qu'en soit la nature, peuvent être à tout moment compromis par de nouveaux progrès techniques réalisés hors de ses frontières. Rien de ce qu'il possède n'est définitivement acquis. Ainsi ne peut-il conserver ce qu'il a qu'en s'employant à acquérir davantage. Et il ne peut demeurer ce pays « développé » qu'il est devenu qu'en se transformant. D'où cette fuite en avant que critiquent bien inutilement les écologistes, puisqu'elle est imposée par le contexte concurrentiel dans lequel tous les pays se situent, par la dynamique du système que tous favorisent et à laquelle aucun pays industrialisé ne saurait se soustraire, sous peine de voir s'effondrer son économie.

Dans notre société, où l'esprit de compétition est constamment sollicité, celle-ci est présentée comme source de tout progrès. Et il est vrai qu'elle favorise l'innovation (qui pourrait

cependant résulter d'un autre effort que celui que chacun fait et doit faire pour l'emporter sur autrui !). Mais elle est à l'origine même de la dynamique du système économique mondial. Or, une dynamique concurrentielle est, par essence, non maîtrisable, de sorte que l'évolution technico-économique qu'elle favorise ne l'est pas davantage.

Le résultat, on peut l'apprécier tous les jours : la société doit s'adapter à l'évolution de son mode de production, évolution qu'évidemment elle favorise par ses propres efforts d'adaptation et de compétitivité. Mais elle ne peut plus adapter l'économie et les techniques à ses projets politiques et sociaux. Une inversion s'est produite et, désormais, l'économie avec sa dimension technique commande tout le reste : le politique, le social, le culturel.

Non maîtrisée et non maîtrisable, l'évolution technico-économique a toutes les chances de déboucher sur des catastrophes, dont les plus certaines sont d'ordre écologique (impossibilité pour la biosphère, frêle pellicule dont dépend la vie sur terre, de supporter les prélèvements du système industriel, d'assimiler ses rejets et de se reconstituer). On peut donc comprendre que de nombreuses personnalités, comme par exemple Aurelio Peccei, président du Club de Rome, multiplient les mises en garde et les appels à la raison. Mais à qui s'adressent ces appels ? A la raison de qui, de quel « homo sapiens » abstrait ? Les hommes réels n'ont aucune possibilité de réagir, pas plus que les sociétés qu'ils forment ensemble. Et les pouvoirs ne sont plus ce qu'ils étaient il y a quelques décennies. Si l'Etat (les Etats) et le Capital (les entreprises) impulsent tous deux au système économique mondial la dynamique qui est la sienne, ni l'un ni l'autre ne peut infléchir l'évolution qui en résulte. Ils ne sont que les rouages entraînés — ou qui s'entraînent les uns les autres — d'une mécanique que nul ne dirige ni même ne contrôle.

On verra comment l'organisation initiale des pouvoirs au sein de la société occidentale, où pouvoir politique et pouvoir économique sont dissociés, a pu aboutir à ce résultat aberrant : un système mondial au sein duquel les rapports de domination se démultiplient à l'infini, sans pour autant assurer, à un quelconque niveau, la formation d'un véritable pouvoir, capable d'orienter et éventuellement d'arrêter l'évolution technico-économique qui conditionne l'existence de toutes les nations désormais étroitement interdépendantes.

Agonie d'une civilisation

Arrêter cette évolution, il ne saurait au demeurant en être question. C'est bien au contraire, à l'accélérer que nous devons nous employer. Car elle correspond aussi à une nécessité politique et sociale. Dans le cadre d'une société semblable à la nôtre, à la fois inégalitaire et compétitive (la compétition lui donnant son aspect « démocratique » et « libéral »), chacun n'accepte sa situation qu'avec l'espoir qu'elle s'améliorera. Il faut donc que la production augmente sinon pour assurer une véritable amélioration des conditions d'existence de tous, du moins pour en créer l'illusion grâce à des changements dans la manière de vivre (illusion qui peut d'ailleurs être donnée par un simple changement dans l'apparence des objets). Les luttes sociales, en particulier, imposent une croissance économique, qu'elles ont d'ailleurs favorisée dans le passé, en ouvrant, grâce à des augmentations de salaires, des débouchés à la production croissante. Mais voilà que, depuis dix ans, la production n'augmente plus.

L'arrêt de la croissance entraîne une montée du chômage, d'autant plus rapide que l'évolution technique, elle, se poursuit. Elle se poursuit et s'accélère, du fait que la concurrence devient plus âpre sur un marché mondial qui ne s'élargit plus. Comptant sur une relance des activités pour que soit endiguée cette marée montante de chômeurs (bien que la relation entre croissance et plein emploi ne soit pas si simple), les gouvernements des pays capitalistes industrialisés, tout particulièrement celui de la France, cherchent comment ouvrir à leur production nationale ce fantastique marché potentiel que représentent les pays sous-développés, ces deux tiers appauvris de l'humanité... sans apparemment se rendre compte que les millions de chômeurs qu'ils dénombrent chez eux leur posent une question tout à fait analogue.

Ils cherchent et ne trouvent pas. Les conférences internationales succèdent aux conférences, sans qu'aucune décision ne soit prise, ni même que soit avancée la moindre idée nouvelle. Des mots, seulement des mots. Ainsi parle-t-on, depuis 1974, d'un « Nouvel ordre économique international ». Comment l'ordre économique pourrait-il être nouveau, sans transformation de l'ordre socio-politique ?

L'organisation politique et sociale du monde peut être qualifiée de primitive, tant est primitif le système de valeurs dont

elle procède, tant sont primitifs les comportements individuels et nationaux qu'elle favorise. Mais il n'existe aucune possibilité de la transformer, aucune force sociale capable de le faire, aucun schéma politique permettant d'y songer. Seule l'évolution économique, en affaiblissant tous ceux qui bénéficient aujourd'hui de rapports de domination, créera peut-être le contexte favorable à sa transformation : un rééquilibrage « par le bas ».

A s'en tenir à ce qui se dit et s'écrit, on pourrait croire que le monde capitaliste — et aussi, parallèlement ou par ricochet, les pays socialistes — traversent une crise économique qui sera tôt ou tard surmontée. Les classes politiques nationales entretiennent cet espoir, soit parce qu'elles le partagent, soit parce qu'elles ne peuvent avouer, sauf à mettre en cause leur propre fonction dirigeante, que ceux qui passent pour responsables de l'avenir des nations sont confrontés à des problèmes insolubles : arrêt de la croissance ou récession, montée du chômage, inflation... Ces phénomènes présentant d'ailleurs une inégale gravité selon les pays, les gouvernants peuvent toujours se prétendre capables de les combattre, en se référant à la situation du pays où ils sont le moins graves (ou se féliciter de leur gestion, en soulignant qu'ils sont pires ailleurs). D'où qu'il émane, le discours politique est donc optimiste : un jour ou l'autre, nous émergerons de la crise. C'est en cela que le terme de crise est trompeur. Il évoque une idée de situation provisoire, de dérèglement passager ou d'un changement dans le régime d'accumulation. Or, les difficultés socio-économiques que nous connaissons ne peuvent aller qu'en s'amplifiant. Il ne s'agit donc pas à proprement parler d'une crise, mais bien plutôt d'un processus de décomposition qui affecte toutes les sociétés, celles des pays industrialisés comme celles du tiers monde.

Ce processus ne contredit pas seulement le discours lénifiant des politiques, il est aussi en contradiction avec certaines théories économiques dont il faudra par conséquent démontrer le peu de rigueur. Mais il est aussi, plus profondément, à l'opposé de ce que nous pensons être « le sens de l'Histoire », et qui n'aura été que le sens que les Occidentaux ont donné depuis quelques siècles à l'histoire du monde.

A l'issue d'une période qui peut paraître longue (mais que sont quatre ou cinq cents ans dans l'histoire de l'humanité ?), période au cours de laquelle les nations aujourd'hui industrialisées sont parvenues à exercer leur suprématie à l'échelle planétaire, le monde entier est entré dans une phase critique,

celle de la désorganisation relativement rapide du système socio-politique et économique qui a assuré cette suprématie.

Cependant, ce n'est pas le capitalisme qui est en cause et dont cette phase critique marquerait la fin si souvent annoncée. C'est, beaucoup plus généralement, un mode de production et d'échange, qui pourrait fort bien être « socialisé », sans perdre pour autant les vices qui le condamnent. En d'autres termes, c'est le développement, tel que nous le vivons, tel que les pays du tiers monde tentent de le mettre en œuvre, dans un cadre qui peut être indifféremment capitaliste ou socialiste.

Le développement, cet ensemble de facteurs dynamiques d'ordre économique, technique, social, politique et culturel, dont l'interrelation donne au système sa cohérence, n'est pas du tout ce que nous avons cru qu'il était : la finalité même de l'évolution humaine. Limité dans l'espace, il l'est aussi nécessairement dans le temps. Il n'aura été que l'aventure d'une petite fraction de l'humanité, poursuivant un but beaucoup trop étroit par des moyens très généralement condamnables. Mais il est en outre le produit très spécifique de la civilisation dont l'Europe a été le foyer initial, comme d'ailleurs le moyen de l'expansion de cette civilisation dans le monde. Sa fin ne peut donc être que la fin de cette dernière, avec les deux formes d'organisation socio-politique qu'elle a engendrées : le capitalisme et le socialisme.

Une telle perspective paraît invraisemblable, surtout à un moment où de remarquables progrès scientifiques et technologiques semblent en ouvrir de nouvelles, sinon à l'humanité, du moins aux pays qui les réalisent. Mais ces progrès impliquent la puissance économique et financière. Ils sortent du champ du possible si cette puissance s'effondre. Ils vont donc en sortir, d'autant plus sûrement que les applications pratiques auxquelles ils donnent lieu aggraveront considérablement la situation économique et sociale, aussi bien au plan national qu'au plan international. On verra pourquoi il ne peut en être autrement. Mais qu'il soit bien entendu que l'abandon de certaines techniques et de certaines recherches ne peut être assimilé à une régression technologique, pas plus d'ailleurs que l'affaiblissement des élites nationales et internationales, qui se pensent porteuses de « la civilisation », ne constituera une régression pour l'ensemble de l'humanité. Si la connaissance de la réalité et des moyens techniques de la modifier n'est pas perdue (et pourquoi de nos jours le serait-elle ?), elle pourra être employée autrement, dans le cadre d'une autre organisation socio-politique

du monde, donc à d'autres fins qu'aujourd'hui. Car notre civilisation n'est pas condamnée parce qu'elle est technicienne ou que sa dimension technique est devenue prépondérante. Elle est condamnée parce qu'elle s'est épanouie dans un cadre politique et social malsain, qui a certes beaucoup favorisé l'évolution économique et celle des techniques (en permettant une accumulation capitaliste considérable et très rapide), mais qui a dans le même temps rendu cette double évolution fondamentalement perverse.

Le monde capitaliste, auquel le camp socialiste est désormais très lié, s'enfoncé dans une série d'impasses. Son effondrement, en tant qu'entité constituée d'Etats-nations économiquement hétérogènes, sera l'aboutissement de sa désorganisation économique et de sa décomposition sociale, l'une et l'autre déjà très avancées. En admettant que soient évités à la fois l'apocalypse nucléaire et les désastres écologiques irrémédiables, que peut-on attendre de cette issue ? C'est la question qui se pose.

Un chaos social généralisé est, hélas ! l'hypothèse la plus probable. Mais le chaos ne saurait durer éternellement. Tôt ou tard, les sociétés se recomposeront sur de nouvelles bases. De plus, une alternative demeure possible. Si elle ne peut être espérée d'une transformation du système, à l'initiative des forces sociales organisées telles qu'elles le sont aujourd'hui (en partis ou en syndicats) et dans le cadre où elles le sont (celui de l'Etat-nation), elle peut naître de sa décomposition, à la condition que la fraction de la population mondiale marginalisée par l'évolution technico-économique, fraction au demeurant largement majoritaire et, de surcroît, en constante augmentation, parvienne à s'organiser pour la mettre en forme. C'est cette éventualité qui sera étudiée ici. Elle peut paraître utopique. Et elle l'est, en effet. Pourtant, des réactions convergentes permettent un espoir, ténu sans doute, mais un espoir quand même. Il faut s'y accrocher, car c'est en définitive le seul.

Enfin, si certaines suggestions et quelques sujets de réflexion sont proposés dans les chapitres qui suivent, ce que pourrait être une alternative restera en pointillé. Sa définition provisoire ne peut faire l'objet que d'un travail collectif. Et collectif à l'échelle où l'alternative elle-même doit être mise en forme : à l'échelle mondiale. Car plus aucune société ne peut désormais prétendre résoudre ses problèmes sans se préoccuper de l'incidence qu'auront ses choix sur les conditions de vie des autres sociétés. En admettant que l'humanité ait un avenir, il est exclu que les Etats-nations en aient un.

Fondements idéologiques du développement

Les termes de développement et de sous-développement ne sont entrés que tout récemment dans la littérature économique, comme d'ailleurs dans le langage courant : lorsqu'un grand nombre de peuples colonisés firent irruption sur la scène internationale, en acquérant, après la dernière guerre, une indépendance politique toute formelle.

Jusque-là, le peu d'activités économiques dans les régions politiquement dominées du globe, qui étaient mises en valeur à seule fin de répondre aux besoins des métropoles (et où les activités manufacturières étaient souvent strictement interdites), ne préoccupait guère le grand public, pas davantage l'économiste. Il s'agissait d'une situation de fait, dont on ne cherchait pas l'origine et à laquelle personne ne songeait à remédier. Quant à la pauvreté de la population autochtone, elle était inhérente à son niveau culturel : ces gens-là n'étaient encore que des sauvages. En effet, à cette époque, le monde était divisé en nations civilisées et en peuples plus ou moins attardés.

C'était déjà avec la conviction d'être porteurs de la civilisation, qualifiée d'universelle parce qu'ayant vocation à le devenir (conviction fâcheusement entretenue par un christianisme messianique), que les Européens partirent à la conquête du monde,

qu'ils se livrèrent à des génocides et à d'effroyables destructions¹, qu'ils anéantirent des civilisations parfois plus anciennes et plus raffinées que la leur, qu'ils imposèrent enfin leur tutelle à d'innombrables peuples vaincus. Ils justifiaient leur domination brutale en affirmant apporter à ces peuples les bienfaits de la civilisation (et le salut éternel).

Sans doute, au cours des siècles, beaucoup de peuples se sont comportés de la sorte, bien qu'à une échelle moindre. Les relations entre sociétés humaines ont toujours été plus ou moins gravement conflictuelles. Destructions et massacres jalonnent l'Histoire. Et c'est presque toujours la force qui a fondé le droit. Mais les Occidentaux usèrent d'un système de légitimation qui demeure aujourd'hui vivace (puisqu'il justifie le développement, c'est-à-dire la position internationale qu'ils ont acquise) et dont il faut chercher l'origine dans l'idéologie qui leur est propre, dans cette idéologie occidentale qui sous-tend aussi bien le capitalisme que le socialisme.

Anthropocentrisme et écologie. Ethnocentrisme et hiérarchies

Tout le monde sait cela : l'Occidental est anthropocentriste. Ses religions le prouvent assez. L'homme est présenté comme étant la fin dernière de l'univers. Différent des autres espèces, il apparaît comme plus évolué qu'elles, dans la mesure où ses capacités cérébrales sont plus développées. Il leur serait de ce fait, supérieur. Il se place lui-même au sommet d'une *hiérarchie* du vivant. En outre, puisqu'il utilise son milieu pour vivre et s'épanouir, il réduit le milieu à cette fonction : il a vocation à dominer l'univers pour le mettre à son service. Grâce à sa raison, il en deviendra « le maître » disait déjà Descartes, pour qui la connaissance avait ainsi un but très précis et fonctionnel. Associé à une conception prométhéenne du progrès, cet anthropocentrisme explique l'irrespect fondamental de l'Occidental à l'égard du monde physique et des autres espèces vivantes, irrespect contre lequel s'insurgent aujourd'hui les écologistes.

Dans la mesure où il élimine beaucoup de contraintes et de

scrupules, cet irrespect a incontestablement contribué aux succès historiques de l'Occident. Il a enfin été, en quelque sorte, théorisé par la science économique, notamment aujourd'hui par l'école néo-libérale, qui réduit l'homme à sa seule dimension économique et qui exclut de son champ d'analyse toutes les données, il est vrai, souvent difficilement quantifiables, qui sont extérieures à la sphère de l'économie marchande². A en croire l'économiste, les hommes peuvent indéfiniment transformer le monde pour assurer la croissance de la production. L'univers n'est donc qu'un actif potentiel qui sera tôt ou tard évaluable en dollars.

Cependant, ce n'est pas seulement au sein du monde vivant que l'Occidental établit une hiérarchie présumée scientifique. C'est aussi au sein de l'humanité. Celle-ci étant constituée de sociétés fort différentes, l'Occidental voit dans leurs différences des inégalités. Ces inégalités tiendraient à ce que les sociétés sont plus ou moins avancées sur la route qui mène de l'homme préhistorique à l'homme contemporain, de sorte qu'elles sont plus ou moins évoluées. Et le critère qui permet d'apprécier leur degré d'évolution est à la fois leur niveau de connaissance (assimilée à la seule connaissance « scientifique ») et leur maîtrise des techniques. Ce critère du progrès scientifique et technique n'est peut-être pas lui-même très scientifique, mais il a un mérite : il fonde la supériorité de la société occidentale.

Cette interprétation des différences repose sur un postulat : l'évolution humaine est unilinéaire. C'est en effet celle de « l'homme ». Par conséquent, toutes les sociétés ont vocation à évoluer comme a évolué la société occidentale pour atteindre un jour son niveau de civilisation. C'est ainsi que la domination que celle-ci exerça sur des populations présumées attardées put passer pour une œuvre civilisatrice. Il s'agissait bien d'entraîner ou de pousser l'humanité dans une direction unique et nécessaire, celle de l'histoire de l'espèce humaine, dont la société occidentale était l'aboutissement.

Il va sans dire que si cette conception ethnocentriste de l'évolution des sociétés permet à l'Occidental de légitimer ses entreprises de domination, elle n'inspire en aucune manière sa politique à l'égard des « sauvages ». Ces derniers ne furent jamais traités, au mieux, que comme une main-d'œuvre servile.

1. Voir en particulier *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, par Eduardo Galeano (Plon éd.).

2. Sur ce sujet, voir l'étude critique de René Passet *L'économie et le vivant*, (Payot éd.).

Mais leur sort pouvait, lui aussi, être justifié. Car il existe encore une autre hiérarchie : entre les hommes.

L'individu étant un être unique, absolument original, tous les hommes sont nécessairement différents. Une fois de plus, l'Occidental voit dans leurs différences des inégalités qui justifient leur hiérarchisation. Pour apprécier l'inégalité, le critère de la force physique ne peut plus être retenu, bien qu'il ait à coup sûr fondé la plupart des rapports de domination qui se trouvèrent par la suite d'autres justifications. Est désormais employé celui qui permet à l'homme d'affirmer sa supériorité sur les autres espèces : les capacités cérébrales, entendues dans un sens très restrictif et fort peu scientifique. Ainsi, l'intellectuel sera présenté comme supérieur au manuel.

Apparemment logique, le raisonnement s'accompagne d'un jugement de valeur implicite et parfaitement arbitraire. En réalité, les différences individuelles sont interprétées comme étant des inégalités, parce qu'elles sont *socialement utilisées*, en tant que telles. L'individu est déclaré plus ou moins intelligent (ou capable ou doué...), selon la fonction qu'il peut exercer dans le cadre d'une société déjà hiérarchisée qui a précisément utilisé les différences individuelles pour instaurer des rapports de domination, au sein de chaque groupe social (par exemple au sein de la famille), entre groupes sociaux et entre classes sociales. C'est donc, en définitive, la hiérarchie sociale existante qui détermine celle des individus. Enfin, comme les différences individuelles ne sont pas seulement génétiques, mais qu'elles résultent aussi du milieu dans lequel l'individu se forme, elles s'auto-entretiennent du fait de la hiérarchie sociale : dans son milieu socio-culturel (et matériel), le fils d'ouvrier a plus de chance de devenir un manuel qu'un intellectuel.

Cette interprétation des différences, qui justifie aujourd'hui encore d'innombrables rapports de domination, devait être au centre de la réflexion politique, puisque ce n'est qu'à partir d'une *autre interprétation* que peut être conçue une *autre* organisation sociale et internationale. En tout cas, elle explique pourquoi les sauvages ne pouvaient avoir, dans le cadre politique imposé par la société occidentale, que la place impartie à des analphabètes sans qualification professionnelle et dépourvus de tous les besoins de l'homme civilisé : celle d'une main-d'œuvre corvéable à merci.

Le développement, phénomène spécifiquement occidental

Voici une vingtaine d'années, les sauvages en question acquérant leur indépendance au regard du droit international, l'extrême pauvreté des régions, jusque-là sous tutelle, devint brusquement un sujet de préoccupation. A vrai dire, celle des populations était certainement moins préoccupante (n'existe-t-il pas de nombreux pauvres dans les pays riches ?) que celle des pouvoirs en charge du maintien de l'ordre. Instaurée ou favorisée par les nations dominantes, l'organisation politique des sociétés dominées, bien entendu calquée sur celle de ces mêmes nations (celle de l'Etat-nation, parfaitement inadaptée), paraissait bien fragile. C'est alors qu'apparurent les termes de sous-développement et de développement, puis que naquirent les institutions (ou que d'autres se reconvertirent, par exemple la BIRD en Banque mondiale) destinées à fournir une assistance aux Etats de ces régions qui devenaient le tiers monde.

Ce dernier passe aujourd'hui pour être affligé d'un « retard » économique et technique, qui en entraînerait un autre, social et culturel. Afin de combler ce retard, il doit évoluer au plan technico-économique, jusqu'au moment où il aura atteint le niveau de développement des pays industrialisés (qui continuent d'ailleurs d'évoluer). Quant aux nations développées, elles se sont découvert une nouvelle mission : aider le tiers monde à avancer sur cette « voie du développement », une voie sur laquelle la terminologie officielle désormais le situe et qui n'est rien d'autre que celle que les Occidentaux prétendent indiquer au reste de l'humanité depuis quelques siècles.

Ainsi la société occidentale persiste-t-elle à penser qu'elle incarne l'avenir de toutes les sociétés. Sa mission civilisatrice s'est transformée en une mission d'aide. Et les sauvages d'hier étant les sous-développés d'aujourd'hui, ceux qui, hier les civilisaient, aujourd'hui les développent³. La conception ethnocentriste de l'évolution est donc la même. Seule différence, l'accent est mis sur l'aspect économique et technique de l'évolution humaine. Bien des raisons expliquent qu'il en soit ainsi.

3. Rendons à Cesar ce qui est à Cesar : cette phrase est, presque mot pour mot, extraite d'un excellent article de Christian Harzo, paru dans *Le Monde diplomatique*, sous le titre *Peuples sans passé et nouvel ordre culturel*.

1.) Si les pays industrialisés sont le modèle de développement, c'est leur développement qu'ils vont impulser dans le monde. Ils demeurent les maîtres du jeu. Ils conservent leur position dominante et les échanges pourront se poursuivre à leur avantage, dans les limites qu'ils fixeront. Ils exporteront, par exemple, des équipements, en échange des matières premières dont ils ont besoin pour être en mesure de produire.

2.) Ces échanges permettent de maintenir le tiers monde dans le cadre général de l'économie mondiale, où la concurrence joue au profit des pays les plus compétitifs : la domination économique remplace avantageusement la domination politique et militaire (ce que les Français ont été très lents à comprendre). Le seul risque serait que les peuples du tiers monde cherchent à sortir de l'économie mondiale. Ce risque est considérablement réduit par l'organisation des pouvoirs qui leur est imposée. Mais encore faut-il que les détenteurs du pouvoir d'État aient pour ambition un « niveau de développement » qui exclut toute tentative d'autarcie. D'où l'utilité du conditionnement idéologique des élites dirigeantes du tiers monde, pour qui, le développement, qu'il soit capitaliste ou socialiste, n'est conçu que par référence au modèle extérieur.

3.) Ce modèle extérieur a changé de caractéristiques. La civilisation ne s'exprime plus par une façon de vivre, par des conventions sociales, par l'usage de parfums français et de tissus anglais. Elle est essentiellement technicienne. Le prestige du modèle est assuré par ses réalisations techniques. Si le tiers monde veut bénéficier de certaines de ces réalisations, il ne peut les attendre que du modèle lui-même.

4.) Le capitalisme et le socialisme entretiennent tous deux l'idée que le progrès social ne peut résulter que d'un accroissement de la richesse d'une société. Cette idée est fausse. Elle ne semble exacte que dans une société capitaliste ou socialiste « développée », où les individus sont complètement socialisés, c'est-à-dire pris en charge de leur naissance à leur mort par les pouvoirs qui s'exercent sur eux. Dans la société occidentale, l'individu a parfois subi à contrecœur cette prise en charge, par exemple lorsqu'il a perdu son statut de travailleur indépendant pour acquérir celui de salarié du Capital. Mais il l'a aussi bien souvent revendiquée, en particulier lorsqu'il a demandé à l'État le bénéfice de certains services initialement réservés à

la classe dominante (enseignement, santé, etc.) ou une sécurité que son statut socio-économique ne lui assurait plus dans un cadre social et familial transformé. Cette prise en charge a été présentée jusqu'ici comme un progrès social, par toutes les organisations politiques et syndicales, qui à la fois expriment et suscitent les aspirations de la société. Et l'on peut en effet y voir un progrès, dans la mesure où l'individu aurait désormais bien du mal à vivre, sans le travail que donne le Capital et sans les quelques services que lui fournit l'État. Mais l'on pourrait parfaitement concevoir une autre organisation politique, économique et sociale, grâce à laquelle les individus n'auraient plus à attendre du pouvoir ce qu'ils peuvent faire par eux-mêmes. C'est d'ailleurs là un des enseignements d'Ivan Illich, qui a suscité une utile réflexion sur l'autonomie individuelle.

5.) Mais enfin l'idée que les pays du tiers monde peuvent et doivent se développer comme les pays industrialisés, par recours aux mêmes moyens techniques, afin d'atteindre des résultats comparables, est entretenue par la science économique, telle que l'Université l'enseigne. Cette prétendue science conforte ainsi l'Occidental dans son ethnocentrisme, tout en encourageant le tiers monde à avancer dans une voie dont on va voir qu'elle est sans issue. De ce fait, avec toutes les autres croyances qu'elle véhicule — et toutes ses théories contradictoires — elle se révèle bel et bien une des composantes essentielles de l'idéologie occidentale.

En définitive, le développement est un projet inspiré par les mêmes idées que la conquête et la domination coloniales. Il répond d'ailleurs aux mêmes intérêts et a les mêmes conséquences que l'exploitation coloniale. Il n'est qu'une fantastique entreprise de mystification (pour employer l'expression par laquelle Christian Harzo qualifie l'œuvre civilisatrice du colonisateur), mais qui a cette particularité d'abuser les mystificateurs eux-mêmes.

Notre conception optimiste et ethnocentriste de l'évolution humaine, à laquelle le marxisme a d'ailleurs cru pouvoir apporter un label scientifique, nous amène à penser que l'humanité a un but, sinon à atteindre, du moins à poursuivre : le développement économique, moyen du développement dans tous les autres domaines. Mais c'est le concept même de développement qui est faux ou, plutôt, qui est historiquement faussé. Car toutes les sociétés sont développées, même celles qui nous paraissent les plus primitives. Toutes sont en effet le produit d'une évolu-

tion de l'espèce. Cette évolution, plus ou moins lente, ne suivait pas nécessairement le même axe et n'avait pas les mêmes résultats politiques, sociaux, économiques, techniques, culturels. Mais elle n'en constituait pas moins un développement. Pour le comprendre, il suffirait de définir le mot, ce qu'on oublie généralement de faire — ou ce qu'on ne fait qu'en termes de comparaison qui n'ont pas de sens, parfois même en ne considérant que notre propre développement (celui des forces productives) ce qui est encore plus absurde.

Le développement ne peut être que la réalisation progressive d'un double potentiel : d'une part, le potentiel que représente toute collectivité humaine et tous les individus qui la composent, d'autre part, celui que constitue le milieu physique dans lequel se trouve cette collectivité, un milieu qu'elle utilise pour assurer son existence et préparer celle des générations à venir. De même qu'un enfant se développe en devenant un adulte, non en enfilant un costume d'adulte, une société se développe à partir de ce qu'elle est elle-même, en mettant à profit les ressources qui l'entourent et qui varient beaucoup d'un point à l'autre de la planète. Pendant des millénaires, les sociétés humaines sont ainsi parvenues à s'adapter à des milieux très différents, de sorte que leurs cultures ou leurs civilisations étaient également très différentes, même lorsque des relations ou des échanges provoquaient des phénomènes d'imitation. Avec une organisation socio-politique qui leur était propre, avec des moyens techniques plus ou moins élaborés, mais toujours adaptés au contexte qui était le leur, elles produisaient en vue de satisfaire des besoins qu'elles définissaient elles-mêmes.

Ces sociétés posent mille questions aux ethnologues, qui s'emploieront à les classer en fonction de critères qui risquent d'être toujours subjectifs et trop souvent en oubliant qu'elles sont le produit d'involutions, les restes de sociétés en voie de disparition. Mais elles avaient en commun cette autonomie économique, que devrait revendiquer toute entité socio-politique indépendante et soucieuse de préserver ses raisons de vivre : *elles maîtrisaient les conditions de leur propre reproduction sociale*, donc celles de leur développement véritable.

Or, la période coloniale a radicalement modifié les données de l'évolution de l'ensemble des sociétés. En assurant leur domination militaro-politique sur le reste du monde, quelques nations ont pu promouvoir leur développement économique, en utilisant le potentiel que représente le milieu physique des sociétés dominées. Elles provoquaient par là-même le sous-

développement des régions dont elles prélevaient les ressources, ainsi que la régression technologique des populations qui ne pouvaient plus, ni définir leurs besoins en fonction de leur culture, ni choisir les moyens techniques de les satisfaire⁴. Car le sous-développement résulte de la fonction assignée à ces populations par les pays dominants : livrer de l'énergie, des matières premières et certains produits agricoles, en échange de produits élaborés et de services, y compris les produits et services qui leur permettent de produire et d'exporter ce qu'elles doivent livrer. Et cette fonction essentielle, qui rend les économies industrialisées et sous-développées complémentaires, le tiers monde la conserve dans le cadre actuel de l'économie mondiale.

En cessant d'être un processus endogène et autocentré d'évolution *globale* spécifique à chaque société — et parce qu'il est devenu un processus de croissance technico-économique propre à quelques nations conquérantes — le développement *ne pouvait plus être une dimension de l'histoire humaine* : il était géographiquement et socialement circonscrit à ces nations.

Il l'était et il le demeure. La situation dans laquelle se trouve le monde après deux « décennies du développement » suffirait à le prouver. Le déséquilibre que les pays aujourd'hui industrialisés ont provoqué à leur profit est absolument irréductible.

4. Cette régression technologique, qu'André Gunder Frank a étudiée en Amérique latine, mériterait aussi d'être étudiée en Afrique. Elle est prouvée par les objets datant de l'époque précoloniale et qu'on trouve désormais dans les musées, notamment au Musée de l'Homme.

La chèvre et le chou

Depuis plus de vingt ans, nous tournons et retournons en tous sens le vieux problème de la chèvre et du chou : comment faire grossir un chou que mange une chèvre, sans affamer la chèvre, étant bien entendu que si le chou doit impérativement grossir, c'est aujourd'hui parce qu'il sert de nourriture à la chèvre et que celle-ci veut elle-même grossir. Ce problème est insoluble.

Dans le cadre du système socio-politique et économique mondial, tel qu'il existe aujourd'hui, le développement technico-économique du tiers monde est impossible. Il est matériellement et financièrement impossible. Et tout ce qui est tenté pour le promouvoir aboutit à des résultats socialement inacceptables. Enfin, s'il était effectivement possible (c'est-à-dire si le tiers monde produisait et consommait autant que les pays dits développés), il provoquerait la destruction quasi immédiate de la biosphère, donc celle de l'espèce humaine.

**

Ayant expliqué dans des essais antérieurs¹ comment le sous-développement résulte de la fonction attribuée au tiers monde

1. *La guérilla économique* (Le Seuil éd.) et *Que la crise s'aggrave* (Solin éd.).

dans le cadre de l'économie mondiale, il peut paraître inutile d'y revenir. Mais le fait que d'excellents auteurs continuent de traiter le problème des matières premières dans les termes les plus classiques (ceux qui permettent en particulier au gouvernement français de proposer la stabilité de leur prix) plaide dans l'autre sens. Il faut comprendre pourquoi des pays très riches en matières premières sont pauvres et le demeureraient même si le prix de celles-ci était stabilisé.

Prenons l'exemple du Gabon, pays faiblement peuplé et prodigieusement riche en ressources naturelles : bois d'okoumé, manganèse, uranium, pétrole, fer, etc. Toutes ces matières premières, dès lors qu'elles sont exploitables, sont exportées. A s'en tenir aux statistiques en valeur, on pourrait croire que le Gabon gagne beaucoup à les exporter. Mais il faut décomposer leur prix.

Le prix auquel les pays industrialisés achètent, par exemple, le manganèse, doit d'abord mettre le Gabon en mesure de payer ou de rembourser à ces mêmes pays les innombrables biens et services qu'ils fournissent pour assurer à la fois la production et l'exportation de cette matière première : amortissements pour le renouvellement de tous les éléments du capital de production importés (équipements de la mine, matériels d'entretien, de levage, de transport, etc.) ; paiement des entreprises étrangères de transport, de navigation, de financement, d'assurances, etc. ; profits de la société étrangère exploitante, salaires étrangers partiellement rapatriés et qui peuvent être non négligeables (la charge salariale de la société qui exploite le manganèse était constituée, en 1975, pour plus d'un tiers de salaires européens), etc.

Et c'est là que commence le scandale : non seulement les pays industrialisés absorbent la quasi-totalité des ressources valorisables dans le monde, mais ils tirent tous les profits de leur production dans les pays qui les exportent. Leur appareil de production se développe à la faveur de la mise en exploitation et du commerce des matières premières qui leur sont indispensables. C'est d'ailleurs pourquoi ils sont si riches : ils détiennent un « monopole du travail ».

En revanche, le pays producteur (en l'occurrence, le Gabon) ne perçoit en définitive que quelques taxes pour l'entretien de son appareil d'Etat et les salaires versés à la main-d'œuvre locale. Une main-d'œuvre qui de surcroît diminue en nombre chaque fois qu'un progrès technique vient améliorer la productivité du travail. Si ce progrès permet d'accroître la pro-

duction, les statistiques relèveront l'augmentation du P.N.B. L'économiste n'hésitera pas à dire que le Gabon est en voie de développement, alors qu'il se paupérise plus vite, puisqu'il se vide d'une ressource non renouvelable.

Le Gabon fournit un exemple caricatural de ce « pillage »² auquel les pays industrialisés se livrent, en considérant qu'une matière première ne vaut que ce qu'il en coûte pour se l'approprier. Il n'est qu'une excroissance des économies occidentales, qui importent tout ce qu'il produit et lui vendent tout ce qu'il consomme (ou, plutôt, ce que consomme la fraction de la population qui est associée au pillage et au système de gouvernement). Et le pire est qu'il consacre ses disponibilités financières — mis à part ce que prélève la minorité dirigeante — à construire l'infrastructure nécessaire à ce trafic, notamment le « transgabonais », un chemin de fer qui permettra d'accélérer les exportations de bois (les essences exploitables sont déjà liquidées dans les régions faciles d'accès) et de mettre en exploitation un gisement de fer. Le fer sera exporté et permettra de rembourser, aux Européens qui l'importeront, les crédits qu'ils ont consentis au Gabon pour que soit construit, par leurs propres entreprises, ce chemin de fer qui ne sert que leur propre économie !

Aucun doute n'est possible : quand les ressources naturelles du Gabon seront épuisées, les Gabonais seront un des peuples les plus pauvres du monde. Et les villes construites pour la minorité, nationale et étrangère, qui aura vécu fastueusement à la faveur du « développement » du Gabon, seront plus que probablement reconquises par la forêt tropicale.

Encore faut-il ajouter que le Gabon, comme tous les pays sous-développés, est passablement endetté. Car sa capacité d'endettement est surestimée par les experts qui ne considèrent que sa richesse en produits exportables, en oubliant que ne demeure en définitive dans le pays qu'une très faible part des « recettes d'exportation » (de 5 à 30 % selon les produits). Pour payer ses importations, le Gabon ne dispose que de cette *valeur résiduelle*, c'est-à-dire de la seule contrepartie en devises des taxes prélevées par l'Etat et des salaires dépensés sur place. Sauf pour le pétrole, cette valeur est trop faible

2. Ce terme de pillage, qui renvoie au livre de R. Jalée *Le pillage du tiers monde* (Maspero éd.), a servi de titre à un film documentaire réalisé pour la télévision allemande par l'équipe Troeller-Deffarge et qui avait précisément pris le Gabon comme exemple.

pour permettre à la classe dirigeante de mener une politique exagérément dispendieuse, tournée, au Gabon, vers des réalisations de prestige et des dépenses fastueuses de consommation.

Cette valeur résiduelle est faible, mais elle diminue encore lorsque augmentent les exportations, si leur augmentation est obtenue grâce à des moyens techniques importés, qui améliorent la productivité du travail et qui, en réduisant la main-d'œuvre nécessaire, réduisent du même coup les salaires versés localement (la mécanisation des exploitations forestières était rentable pour les exploitants, généralement étrangers, mais dommageable pour le pays et pour les travailleurs qui perdaient leur emploi). Pourtant, si la valeur résiduelle comporte moins de salaires, elle comprend davantage de taxes, puisque l'Etat les prélève *ad valorem* sur un volume plus important de produits. Le gouvernement gabonais a donc avantage à accroître les exportations, grâce à de tels progrès techniques, quitte à paupériser plus vite le pays et à réduire à la misère les travailleurs privés de leur emploi. Ses intérêts sont à l'opposé de ceux du pays et *antagoniques* avec ceux de la population.

Qui plus est, il peut être tenu d'adopter ces progrès qui améliorent la productivité du travail. Car ceux-ci réduisent les coûts de production et permettent d'abaisser le prix des produits exportés. Or, le Gabon ne jouissant d'aucun monopole (même le bois d'okoumé est aujourd'hui concurrencé par d'autres bois déroulables provenant du sud-est asiatique), ses prix à l'exportation doivent demeurer compétitifs, c'est-à-dire s'aligner sur ceux du pays concurrent qui accepte de gagner le moins sur ses exportations. C'est ainsi qu'il a dû se résigner à ne prélever aucune taxe sur sa première mine d'uranium (aujourd'hui épuisée) et à voir tendre vers zéro la valeur résiduelle de ses exportations de bois.

Il va sans dire que la même démonstration vaut pour les produits agricoles exportés. La « modernisation » de l'agriculture du tiers monde, grâce à des moyens techniques importés, réduit toujours davantage la valeur résiduelle des exportations des pays producteurs. A quoi s'ajoute, aussi bien pour les matières premières que pour les produits agricoles, le mécanisme de la dégradation des termes de l'échange dont il sera question au chapitre suivant.

L'utilisation des matières premières et des terres du tiers monde par les pays industrialisés soulève une série de questions d'autant plus dramatiques qu'elles sont pour la plupart sans réponse. Des questions aussi dramatiques et de même nature

que celles que posent les multiples pollutions inhérentes au mode de production industriel : ce dernier entraîne des atteintes irréversibles au milieu et compromet les possibilités d'existence des générations futures.

Le développement « matériellement » impossible

Si l'irrespect de l'Occidental à l'égard du milieu physique et des autres espèces a des racines idéologiques très profondes, il s'explique probablement aussi par l'histoire coloniale qui a amené des peuples de paysans sédentaires à se comporter comme certaines hordes nomades. Aux yeux des nations conquérantes, les territoires conquis apparurent comme un potentiel de richesses qui s'élargissait en même temps que la conquête elle-même. Le comportement des pionniers du Far West américain (à mettre en parallèle avec celui des Indiens) est à cet égard très caractéristique : le territoire n'a plus pour fonction de faire vivre la société qui l'occupe, mais d'enrichir ceux qui le possèdent. Lorsqu'il est épuisé, on l'abandonne pour prendre possession d'un autre. Le monde est ainsi devenu un stock de ressources. Ce stock n'est pourtant pas inépuisable.

Il y a quelques années, paraissait une étude du Club de Rome sur *les limites physiques à la croissance*³, qui fit scandale dans les milieux les plus concernés. Pas plus que les hommes politiques, les économistes ne peuvent envisager que puissent exister, du seul fait que la terre est une planète aux dimensions finies, des limites à la croissance de la production (et à celle de la population mondiale). La croissance devant se poursuivre — sinon c'est « la crise » — elle se poursuivra, éternellement.

Pourtant, dans un domaine essentiel, celui de l'énergie, la conférence mondiale réunie à Munich en septembre 1980 a tiré la sonnette d'alarme : le fossé se creuse dangereusement entre les besoins des pays consommateurs et les ressources disponibles à court et moyen terme. L'optimisme officiel n'est nullement entamé par ce genre de constatation. Les gouvernements concluent à la nécessité de recourir à l'énergie nucléaire, au moins pour une période de vingt ou trente ans. Les écologistes protestent contre cette conclusion, en faisant remarquer que d'autres solutions sont possibles : économies d'énergie, énergies douces et renouvelables (solaire, géothermie, biomasse, etc.).

3. Etude parue en français sous le titre *Halte à la croissance ?* (Fayard éd.).

retour au charbon, etc. Mais s'ils peuvent démontrer que certains pays, notamment la France, pourraient à certaines conditions arrêter leur programme d'implantation de centrales nucléaires, ils ne posent pas le problème à l'échelle où il doit l'être : le monde industrialisé peut-il seulement conserver son niveau actuel de production et de consommation sans avoir recours à l'énergie nucléaire ? S'il ne le peut pas et s'il faut néanmoins renoncer à ce type d'énergie (pour diverses raisons qui ne sont pas seulement de sécurité), il faut en conclure que l'appareil mondial de production, tel qu'il s'est constitué à la faveur de l'exploitation d'une ressource géologique bon marché et non renouvelable, doit être fondamentalement transformé, les pays industrialisés devant accepter un changement dans leur niveau de consommation et dans leur genre de vie.

Et qu'en serait-il de la « crise de l'énergie » si le tiers monde se développait ? Les experts en développement, qui espèrent relever le niveau de vie des peuples appauvris (bien sûr, sans que soit modifié le système d'échange qui assure la prospérité des uns au prix de la misère des autres), croient-ils vraiment que le Rwandais pourra, un jour, vivre comme l'Américain moyen qui consomme 1 100 fois plus d'énergie que lui ?

La question est de savoir si les ressources disponibles dans le monde, ressources qui sont plus ou moins importantes, mais toujours limitées, permettraient effectivement à l'humanité entière de produire tout ce qui est nécessaire à la satisfaction de ses besoins, tels qu'ils s'expriment aujourd'hui dans les pays développés. Il s'agit de savoir si cinq à six milliards d'individus pourraient mettre en œuvre un développement analogue à celui de ces pays, produire autant et consommer autant, vivre enfin comme les nations nanties, par exemple comme la population de Californie, qui (bien que comportant une proportion non négligeable de pauvres) expérimente déjà, nous dit-on, la vie qui sera demain la nôtre ? De toute évidence, c'est impossible.

C'est impossible, mais personne ne veut le reconnaître, puisque ce serait condamner l'idée même de développement, qui sert de justification à celui que les pays industrialisés connaissent. Si ces pays ne constituent pas un modèle généralisable, ils cessent d'être « l'avant-garde » de l'évolution humaine, pour ne plus être que des profiteurs dont la position injuste doit être combattue par l'ensemble des sociétés victimes de l'injustice. Enfin, ce n'est plus la croissance qu'il faut dénoncer, mais *les résultats apparemment positifs de la croissance passée*.

Lorsque les Etats-Unis augmentent régulièrement leurs impor-

tations de pétrole, laissant leur commerce extérieur et leur monnaie se dégrader, puis payent leurs fournisseurs étrangers en dollars inconvertibles en or, on dit qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens. Il serait plus exact de dire qu'ils vivent au-dessus des moyens collectifs. Ils assurent leur prospérité intérieure au détriment du reste du monde, y compris de leurs partenaires et amis occidentaux. Mais ils ne sont pas les seuls à se comporter de la sorte. Le petit groupe des pays industrialisés fait de même. Ces pays vivent très largement au-dessus des moyens dont l'humanité dispose pour vivre et, *a fortiori*, pour progresser. Le problème ne devrait donc pas être de construire le tiers monde à leur image, *mais de les reconstruire eux-mêmes sur de nouvelles bases*.

Bien entendu, il ne suffit pas de poser un problème pour être en mesure de le résoudre. Nous sommes condamnés à la fuite en avant. Tandis que les chantres du progrès annoncent que l'informatique et la robotique vont ouvrir un nouveau « cycle de développement », tout le monde préconise un accroissement de l'aide au tiers monde pour lui permettre d'augmenter sa production. Ainsi le système productif mondial doit-il continuer d'évoluer. Ses pollutions et rejets franchiront-ils le seuil au-delà duquel le milieu naturel ne pourra plus se reconstituer ? Avant même cette échéance, l'exploitation de ce milieu naturel entraînera-t-elle un renchérissement des ressources raréfiées, de sorte que se trouveront bouleversées les conditions générales de production, voire très réduites les possibilités de produire certains biens nécessaires ? Une seule chose est certaine : l'évolution s'achèvera. Mais nul n'ose envisager cette éventualité qui peut paraître lointaine. Puisque l'évolution technico-économique est à la fois non maîtrisable et nécessaire, mieux vaut compter sur le génie de l'homme pour repousser indéfiniment les limites posées à ses entreprises. La formule « après nous le déluge » est améliorée par une note optimiste : nos enfants sauront certainement construire l'arche.

Le développement socialement inacceptable

Grâce à l'organisation socio-politique du monde et à sa division en Etats-nations, le système économique favorise une double hiérarchie, nationale et internationale, qui à son tour consolide le système économique. Une fraction de la population

du tiers monde est directement associée à l'exploitation, les élites dirigeantes bénéficiant des activités qui provoquent le sous-développement des pays dont elles sont issues. Car il existe toujours une classe de riches, même dans les pays les plus dramatiquement pauvres.

Assurée par ce pouvoir souverain qu'est l'État, la gestion sociale implique des institutions (bureaucratie, armée, police, etc.) entretenues par les activités productives internes. Mais ces institutions impliquant elles-mêmes des importations (notamment des armes), les activités doivent donc être aussi extraverties. Elles tendront à l'être d'autant plus que le pays importera davantage, que ce soit pour assurer le fonctionnement de l'État, pour satisfaire les besoins de consommation de la classe des riches, ou pour promouvoir un développement.

On ne reviendra pas ici sur la responsabilité de l'État dans le sous-développement (déjà signalée à propos de l'exportation des matières premières), ni sur l'influence qu'a le modèle de consommation des pays riches sur les choix économiques des pays pauvres. On notera seulement que personne ne peut accepter l'idée que le développement pourrait n'être qu'un processus d'évolution endogène et éventuellement très lent. Pourtant, les Africains auraient tout avantage, plutôt que d'importer une usine textile, à ne se vêtir que de pagens de raphia ou à ne rien porter du tout. Mais une telle proposition paraît scandaleuse. Elle peut même être qualifiée de raciste, puisqu'elle sous-entend que les peuples dits sous-développés devraient se contenter d'un niveau de consommation très inférieur au nôtre. Nous avons le sentiment qu'ayant les mêmes besoins fondamentaux, ces peuples doivent avoir aussi les mêmes produits et services pour les satisfaire (et la même école, le même hôpital, les mêmes moyens de transport, etc.), donc les instruments de production correspondants. Notre sentiment va dans le sens des intérêts des minorités dirigeantes.

Prenons l'exemple de l'usine textile. Avec dix ouvriers, elle peut remplacer mille artisans. Sa production présente de nombreux avantages sur la production artisanale : elle est moins chère, plus régulière, et les ouvriers gagnent peut-être un peu plus que ne gagnaient les artisans. Mais elle permet surtout de concentrer la valeur que crée le travail entre les mains de son propriétaire, valeur qui était auparavant répartie entre mille personnes. D'une manière générale, le mode de production moderne et capitaliste draine cette valeur au profit de ceux qui possèdent (dans les pays capitalistes) ou contrôlent (dans

les pays socialistes) tous les moyens de production : terres, usines, instruments de transport, etc. Voilà qui suffirait à expliquer pourquoi les minorités privilégiées du tiers monde sont si avides de « progrès », pourquoi elles placent les transferts de technologies au centre de leurs revendications : grâce à ces transferts, *elles accaparent les ressources financières que dégagent les activités productives.*

Mais, outre que l'usine textile devra être payée au pays industrialisé qui l'a fournie (ce qui implique des exportations), elle va réduire au chômage mille artisans, auxquels s'ajoutent d'autres artisans qui produisaient des métiers à tisser rudimentaires. Chaque importation d'usine a les mêmes conséquences sociales. Le nouveau mode de production, hautement capitaliste et peu créateur d'emplois, élimine ainsi des producteurs dont le travail est certainement peu productif, mais qui n'en assurent pas moins l'existence d'une partie parfois considérable de la population. Enfin, il ne peut être adopté qu'au prix d'un accroissement des exportations de matières premières et de produits agricoles (seules productions que les pays industrialisés peuvent eux-mêmes absorber), accroissement qui accélère la paupérisation du pays et qui s'effectue au détriment des paysans.

Cette évolution est admirablement décrite par Robert Linhart dans *Le Sucre et la Faim*⁴, témoignage accablant sur ce qu'on a appelé le « miracle brésilien ». Le Brésil s'industrialise rapidement, mais doit alors accroître ses exportations. Pour ce faire, il étend et modernise ses cultures de canne à sucre. Les petits paysans qui cultivaient la terre pour nourrir leur famille sont chassés et deviennent des travailleurs saisonniers ou des chômeurs dans les bidonvilles. Robert Linhart constate que si le Brésil, au prix d'un endettement formidable (voir plus loin), enrichit une minorité nationale et les investisseurs étrangers, en définitive, « *il produit de la faim* ». Et il conclut que, d'une manière générale, *plus les économies du tiers monde s'ouvrent sur le marché mondial, plus la masse des populations s'enfoncent dans le dénuement.*

Cette ouverture sur le marché mondial est le résultat du développement, tel que le conçoivent les gouvernants du tiers monde et les organisations prétendues internationales (O.N.U.D.I., F.A.O., etc.). En effet, ce n'est pas seulement le Brésil qui « produit de la faim ». Ce sont tous les pays qui

4. *Le sucre et la faim*, par Robert Linhart (Editions de Minuit).

se lancent le plus résolument dans la voie de la modernité, dans celle de l'industrialisation qui passe pour être la condition du développement. De même qu'on a longtemps cru au miracle brésilien, on a parlé du modèle indien, pour s'apercevoir aujourd'hui qu'on meurt toujours autant dans les rues de Calcutta et que la famine sévit dans les campagnes après la « révolution verte ». On pourrait encore citer l'Iran d'hier ou l'Algérie d'aujourd'hui. La proportion de chômeurs sans ressource, de gens affamés ou mal nourris, est certainement aussi élevée en Algérie, dont l'industrialisation est particulièrement ambitieuse, qu'au Rwanda qui est un des pays les plus pauvres du monde (pour éviter l'expression grotesque de « moins avancé »).

Victimes pendant des lustres de ce processus qu'est le sous-développement, les peuples du tiers monde le sont aujourd'hui, paradoxalement, des actions engagées, au titre du développement, par leurs élites dirigeantes avec l'aide des pays industrialisés. A la pauvreté qui résultait du trop faible niveau des techniques de production mises en œuvre, succède la misère que provoquent les méthodes employées pour relever ce niveau.

Mais cette misère qu'entraîne le changement de mode de production n'est pas générale. Elle s'accompagne d'une fracture de la société, puisqu'une partie de celle-ci voit son patrimoine augmenter et son niveau de consommation s'élever. La minorité dirigeante et possédante tire profit de ce type de développement. Enfin, ses intérêts et ceux de la majorité de la population sont antagoniques, ils ne sont que contradictoires, voire seulement concurrents, avec les intérêts des pays industrialisés qui fournissent les technologies modernes en échange de matières premières et de produits agricoles. C'est pourquoi le « dialogue Nord-Sud » demeure possible. Sur la scène internationale, les hommes qui parlent au nom du tiers monde ne sont nullement représentatifs des peuples qu'ils dirigent et dont les intérêts réels, vitaux, ne sont jamais pris en compte. En revanche, ils sont bien obligés de trouver un *modus vivendi* avec les dirigeants des pays industrialisés. La preuve en est que toutes les conférences Nord-Sud, après des débats parfois houleux, se terminent inmanquablement sur des motions « chèvre-chou », mais jamais sur une rupture.

L'organisation socio-politique du monde assure ainsi une possibilité, sinon d'entente, du moins de collaboration forcée, entre nations industrialisées et nations sous-développées dont les intérêts sont pourtant opposés. Dans le tiers monde, l'Etat est une structure de pouvoir aberrante, car c'est sur lui que

s'articule le système d'échange qui provoque le sous-développement. C'est lui qui interdit que soit redéfinie la notion de développement. Mais le droit international, élaboré par les puissances dominantes, autorise-t-il une autre forme de gestion sociale ?

De par la manière dont il est promu, à l'initiative de la minorité qui détient le pouvoir économique, le développement ôte à l'activité économique sa fonction théorique et primordiale, celle d'assurer l'existence et l'avenir d'une société. L'économie devient alors cette construction intellectuelle qui s'élabore à l'Université, cet « économisme » que dénonce René Passet dans *L'Economie et le Vivant*, c'est-à-dire le produit d'une « science » qui « trahit par deux fois ses principes fondamentaux :

« — une première fois, lorsque, ayant évacué de son domaine le problème de la définition des fins (quel objectif social ou socio-politique doit être atteint grâce à l'activité économique ?), [elle réintroduit] la norme qui lui est propre comme valeur sociale et guide de l'action humaine, cette norme n'étant que la reproduction élargie du capital de production ;

« — une seconde fois, lorsque, ayant défini le revenu comme la part du produit qui peut être consommé sans altérer les richesses contribuant à sa formation (en particulier les ressources naturelles non renouvelables et, plus généralement, la biosphère), [elle] « réduit, en fin de compte, la reproduction de ces richesses à la simple prise en compte de l'amortissement du capital, et laisse fuir les besoins de reconstitution de la ressource humaine et du facteur naturel. »

Malheureusement, cet « économisme » n'est pas seulement cet ensemble de théories qu'élaborent les économistes de l'école néo-libérale et qui ne correspond guère à la réalité qu'ils prétendent expliquer. En matière de développement, il inspire bel et bien la pratique économique. En effet, en englobant le tiers monde et en y paupérisant le milieu physique, notre système économique assure la « reproduction élargie » du capital au profit de ceux qui le détiennent, mais il ne parvient pas à y assurer la « reproduction simple » de la société dans son ensemble. C'est là une donnée ancienne qui devrait faire réfléchir l'économiste libéral (s'il voulait bien se souvenir que le monde capitaliste forme un tout) à un moment où le chômage augmente inexorablement dans les pays industrialisés eux-mêmes.

Le développement, une faillite financière

Projet absurde, irréaliste, démentiel si l'on prend en compte les problèmes écologiques, le développement a ainsi des conséquences sociales inacceptables. Seule constatation rassurante : il est financièrement impossible. Si l'on met à part les pays producteurs de pétrole, le tiers monde est incapable de payer ce qu'il importe avec la seule valeur résiduelle de ses exportations. On a pu l'ignorer pendant la période de forte croissance, à laquelle les opérations entreprises au titre du développement ont d'ailleurs beaucoup contribué. En effet, les besoins d'énergie, de matières premières et de produits agricoles des pays industrialisés augmentant sans cesse, la progression des exportations du tiers monde lui permettait d'importer davantage. Mais les crédits qui lui furent consentis durant cette période d'euphorie commerciale étaient hors de proportion avec sa capacité d'endettement. On s'en est aperçu au début des années soixante-dix, lorsque le retournement de la conjoncture bloqua sa « croissance entraînée ».

C'est à cette époque qu'on commença à parler de « nouvel ordre économique international », de « plan Marshall pour l'Afrique » et autre « trilogie »⁵. Comme il arrive souvent (surtout en France sous la V^e République), les mots et les formules des gouvernants sont moins destinés à qualifier une politique qu'à donner l'illusion qu'ils en ont une. Ces exercices verbaux se sont, il est vrai, accompagnés d'initiatives diplomatiques. Mais on peut se demander si elles n'étaient pas elles-mêmes destinées à « amuser la galerie », tant il est évident qu'aucun changement notable ne peut être apporté à l'ordre existant. Tandis que les gouvernants du tiers monde ne veulent pas renoncer aux importations de technologies avancées, les pays industrialisés ne peuvent renoncer aux matières premières qu'ils importent. La nature de l'échange suffit à expliquer ces conséquences : le niveau d'endettement des pays sous-développés n'a cessé de s'élever, les crédits qui leur sont consentis entretenant l'inflation mondiale qui se répercute sur ce qu'ils importent.

Mais voilà que J.-J. Servan-Schreiber nous rassure. Il pense en effet que ces pays sont endettés parce que leurs productions

exportables ne sont pas compétitives, point de vue surprenant à un moment où la France se plaint de leur concurrence « sauvage » ! Seul moyen, pense-t-il, pour qu'ils améliorent leur position sur le marché mondial : investir dans les techniques de pointe. *Le robot disponible partout et partout au même prix* va rendre leur production aussi compétitive que celle du Japon. On croit rêver !

Le robot, qui supprime des emplois en aval du processus de production industriel (et la quasi-totalité des installations industrielles du tiers monde ne se situent qu'en aval de ce processus), comme l'informatique en supprime dans le secteur des services, rendrait encore plus étroit le marché intérieur du pays sous-développé en y aggravant le chômage. Non seulement il n'améliorerait pas au profit de ce pays les conditions d'échange, mais il rendrait son insolvabilité tout à fait insurmontable. Le marché intérieur étant trop étroit et le robot devant être payé à qui l'a fourni, la production robotisée devrait être exportée. Mais la valeur ajoutée à cette production ne comportant pratiquement plus de salaire (seulement l'amortissement de ce capital que représente le robot), la valeur résiduelle de l'exportation serait à peu près nulle. De plus, grevée de frais de transport, elle entrerait en concurrence avec la production, également robotisée, des pays industrialisés. Comment pourrait-elle être plus compétitive ?

En fait, en éliminant le « travail-vivant » de la production, le robot va ôter au tiers monde le seul avantage qui était le sien dans la compétition internationale : celui d'avoir une main-d'œuvre abondante et bon marché. Et loin d'améliorer sa position relative, il va avoir un effet aussi dévastateur qu'une guerre sur son appareil productif.

Le progrès dans les techniques de production a toujours détruit comme le font les guerres. Il provoque en effet la dévalorisation du capital installé. Il favorise par là même la croissance, les entreprises devant investir pour moderniser leur instrument de production devenu obsolète. Ce processus se déroulait jusqu'ici au sein du monde industrialisé. Désormais, la destruction *de facto* du capital de production par le progrès technique va se produire aussi dans les pays en voie d'industrialisation. Les équipements que ceux-ci ont achetés à crédit n'auront plus la moindre valeur, ni en tant que gages pour les créanciers, ni en tant qu'instruments de production.

Les nouvelles technologies ne peuvent ainsi qu'approfondir les difficultés sociales, économiques et financières dans lesquelles

5. Cf. annexe I.

se débat le tiers monde non producteur de pétrole. Et ces difficultés se répercuteront inévitablement sur les économies industrialisées qui ont un impérieux besoin de débouchés extérieurs. Pourtant, les échanges internationaux n'en seront pas immédiatement affectés. Il est probable que les pays capitalistes industrialisés continueront d'exporter et d'investir dans le tiers monde insolvable. Ils y sont poussés par des intérêts privés qui, eux, n'ont rien à perdre, soit parce que les firmes exportatrices sont assurées contre le risque de non-paiement, soit parce qu'il s'agit de multinationales qui réinvestissent leurs profits non rapatriables dans des productions exportables.

Un bon exemple de la politique des multinationales est fourni par Volkswagen, qui a commencé par créer une filiale au Brésil. Pendant fort longtemps, la firme allemande a reçu de sa filiale, en profits et en redevances diverses, beaucoup plus que ne lui aurait rapporté l'exportation de véhicules vers ce pays. Mais les transferts n'ont été possibles que pendant la période où « le miracle » appâtait les investisseurs étrangers. Cette période ne pouvait durer indéfiniment puisque les investisseurs, comme Volkswagen, n'apportaient de capitaux que pour les rapatrier augmentés de profits. Le jour est arrivé où le Brésil n'a plus eu de devises. Son endettement a commencé à croître très rapidement, et il est aujourd'hui un des pays les plus endettés du monde. Ne pouvant plus rapatrier ses bénéfices, Volkswagen les a réinvestis sur place et, faute de mieux, les a placés dans de grandes exploitations agricoles et de ranching. Comme beaucoup d'autres multinationales, cette firme prend possession de la terre brésilienne (en affamant les paysans brésiliens) et diversifie ses actifs. Mais si son bilan consolidé peut paraître satisfaisant aux yeux de ses actionnaires, ses profits ne leur seront distribués que s'ils sont rapatriés. Ils ne pourront l'être que si le ranch brésilien exporte de la viande dans les pays à monnaie forte, fut-ce en Europe et au détriment des éleveurs européens.

Les gouvernants des pays capitalistes industrialisés vont se trouver devant des choix de plus en plus délicats. Obligés d'importer pour être en mesure de produire, ils sont tenus de « réamorcer la pompe » chaque fois que les échanges avec le tiers monde sont sur le point de se bloquer. Et ils doivent aussi soutenir les régimes en place, en leur fournissant des armes et des moyens de contrôle ou de contrainte sociale. Enfin, exporter à crédit est désormais le seul moyen de différer une récession générale et d'enrayer quelque peu la montée du

chômage. Il est donc certain que le niveau d'endettement du tiers monde continuera de s'élever. Mais jusqu'à quand ?

Sans doute, ni le F.M.I. ni les Etats prêteurs ne se font beaucoup d'illusions sur le sort de leurs créances. Mais près de la moitié des crédits au tiers monde insolvable a été consentie par des banques qui disposaient d'une masse énorme de dollars inconvertibles. En contrepartie des dépôts qu'elles doivent à leurs clients, ces banques ont un actif constitué de trop de créances irrécouvrables. C'est tout le système bancaire occidental qui se trouve de ce fait en situation de faillite virtuelle, une situation qu'aggravent encore les crédits en constante augmentation accordés aux pays du camp socialiste. La faillite pourra être différée aussi longtemps que les pays pétroliers n'auront pas l'emploi de leurs ressources financières. Mais le jour où ils procéderont à des retraits arrivera nécessairement, ne serait-ce que parce que l'économie de ces pays n'est jamais autodynamique, qu'elle implique des importations, alors que le pétrole leur assurera des recettes décroissantes à l'exportation. Et, entre temps, la masse des crédits bancaires au tiers monde aura sans doute encore beaucoup augmenté.

Il suffirait que quelques grandes banques vacillent pour que les faillites se déclenchent en chaîne. Ce serait à coup sûr la débâcle du système des paiements internationaux. A vrai dire, celle-ci peut survenir à tout moment depuis que les Accords de la Jamaïque ont liquidé les Accords de Bretton Woods, en entérinant les privilèges exorbitants du dollar et le laxisme de la politique monétaire des Etats-Unis. Elle pourrait d'ailleurs ne résulter que de la prise en compte de la situation réelle de la plupart des pays occidentaux, dont la balance des paiements est encore plus déficitaire qu'il n'y paraît, puisqu'ils reçoivent des capitaux spéculatifs et consentent des crédits à l'exportation indéfiniment reconduits.

La construction économique mondiale repose sur une spéculation financière qui ne durera pas éternellement. Elle ressemble de plus en plus à un château de cartes. N'importe quel événement peut dégonfler cette spéculation. Ce serait alors le blocage des échanges internationaux, c'est-à-dire la ruine des pays qui ont fondé leur prospérité sur l'échange.

L'échange et la théorie des avantages comparatifs

Au centre de la réflexion économique se trouve une théorie de l'échange, qui a été approfondie et précisée, mais jamais remise en question depuis les pères fondateurs de l'économie politique. Cette théorie est celle des « avantages comparatifs », énoncée par David Ricardo il y a près de deux siècles, à une époque où la Grande-Bretagne, qui avait pris une avance industrielle, développait considérablement ses échanges internationaux. L'économiste apporta une justification théorique à la politique de cette grande puissance impériale : tous les pays qui commerceront avec elle en tireront profit.

Avec le coton importé de ses colonies américaines, la Grande-Bretagne produisait des tissus, qui étaient pour partie exportés dans son empire (par exemple aux Indes, où les « Indiennes » ruinèrent la production locale), ainsi qu'en Europe, par exemple au Portugal, qui, quant à lui, produisait et exportait un vin réputé. Ricardo affirme : si le Portugal ne peut pas produire des tissus dans d'aussi bonnes conditions que l'Angleterre (plus précisément, s'il doit y consacrer plus de temps de travail qu'elle), il a avantage à produire du vin qui lui servira de monnaie d'échange pour acheter des cotonnades en Angleterre, celle-ci ne pouvant pas produire du vin dans d'aussi bonnes conditions que lui. La théorie des avantages comparatifs vise à

démontrer que l'échange, avec les spécialisations qu'il provoque, bénéficie à tous les co-échangistes. Elle demeure aujourd'hui encore « la seule justification au libre-échange », constate Paul Fabra dans *Le Monde* du 17 janvier 1978 (en mettant cette réflexion dans la bouche d'un haut fonctionnaire du G.A.T.T.). Pourtant, elle est pour le moins insuffisante. Comment se fait-il en effet que le Portugal, qui a suivi *volens nolens* les conseils de Ricardo, ne se soit pas développé et enrichi comme la Grande-Bretagne ?

Un pays s'enrichit quand il s'industrialise, à la condition que son industrie s'autodéveloppe (condition qui n'est pas remplie quand il importe des usines) et qu'elle fournisse aux autres secteurs les moyens techniques de leur propre développement. Il s'enrichit, à la fois parce que son industrie améliore la productivité du travail, et parce qu'elle ajoute toujours plus de valeur aux matières premières qu'elle élabore. Il s'enrichit en outre par l'échange, lorsqu'il exporte des produits à forte valeur ajoutée, notamment des produits industriels, en échange de produits à faible valeur ajoutée, en particulier des matières premières. En pareil cas, il pratique un échange inégal. Et cet échange devient de plus en plus inégal, à mesure que le produit industriel s'élabore davantage et qu'augmente sa valeur ajoutée (réduisant toujours davantage la part de la matière première dans le prix du produit fini) : c'est la « détérioration des termes de l'échange » qui affecte tous les pays sous-développés producteurs de matières premières et de produits agricoles. Elle a joué aussi au détriment du Portugal, qui était pourtant une puissance coloniale, mais qui ne s'est pas lancé au bon moment dans la voie de l'industrialisation. Comme en Espagne, elle aussi puissance coloniale, la monarchie et l'aristocratie portugaises ont employé les fantastiques ressources qu'elles arrachaient à l'empire à des fins non productives : guerres, dépenses somptuaires, construction de palais et d'églises... A quoi il faut ajouter que le Portugal ne disposait pas d'autant d'atouts que la Grande-Bretagne, à savoir ces considérables gisements de fer et de charbon à partir desquels l'industrie britannique prit son essor.

En s'appuyant sur les statistiques, certains économistes affirment que la détérioration des termes de l'échange n'est pas une règle générale. Mais ces statistiques ne permettent pas d'en juger. Outre que le cours des matières premières et des produits agricoles, qui donnent lieu à des échanges internationaux, subit des variations dues à la conjoncture ou à la spéculation, il peut brusquement augmenter par suite d'une hausse

du prix du pétrole qui provoque celle des coûts de production, des frais de transport, etc. La détérioration des termes de l'échange est incontestable. Mais elle est beaucoup plus forte encore si l'on considère l'évolution de la valeur résiduelle des exportations, la seule à prendre en compte lorsqu'il s'agit d'un pays sous-développé qui ne produit pas lui-même ses biens d'investissement.

Elle n'affecte d'ailleurs pas seulement les pays sous-développés. Elle existe aussi au plan interne, et joue en particulier au détriment des agriculteurs. Ces derniers ne peuvent lutter contre l'évolution défavorable des prix relatifs qu'en augmentant leur production, d'abord en valeur (spécialisation), puis en volume (augmentation, par travailleur, de la surface cultivée et des rendements). Mais cette augmentation en volume impliquant un recours à des produits industriels dont le prix augmente plus vite que celui de la production qu'ils permettent, le revenu de l'agriculteur tend à décroître, comme la valeur résiduelle de l'exportation du pays sous-développé.

La détérioration des termes de l'échange devrait encourager une remise en cause de la dynamique économique et des conditions dans lesquelles s'effectue la croissance. A ce propos, il faut rappeler que le premier « choc pétrolier » de 1973 ne fit que ramener le prix du pétrole à son niveau de 1952. Ce n'était qu'un rattrapage. Les pays producteurs n'avaient pu maintenir leurs recettes d'exportation que par un constant accroissement en volume de leurs livraisons. La hausse brutale qu'ils décrétèrent (à l'instigation des Etats-Unis) eut le mérite d'attirer l'attention sur les dangers que couraient les pays industrialisés du fait de leur incroyable imprévoyance : la construction technico-économique de ces derniers, très largement tributaire d'un pétrole à bon marché (comme source d'énergie et comme matière première industrielle), est extrêmement vulnérable. Mais, en inondant les pays producteurs de « pétro-dollars », cette hausse a surtout donné la mesure de ce que perdent les autres producteurs de matières premières. Si ceux-ci parvenaient à réajuster le prix de ce qu'ils exportent, afin que la valeur résiduelle qu'ils en retirent demeure constante, le monde capitaliste entrerait dans une spirale inflationniste et aurait tôt fait de sombrer.

La crise pétrolière a mis en lumière un autre vice profond de notre système économique. Tant que les activités manufacturières utilisèrent essentiellement des matières premières renouvelables, animales et végétales, la question de l'évolution des

prix relatifs ne se posait guère. Et la détérioration des termes de l'échange a pu ne pas être perçue, aussi longtemps que la valeur ajoutée au produit industriel n'a augmenté que très lentement. Mais tout a changé lorsque l'industrie a commencé à utiliser principalement les produits morts de l'évolution géologique de la planète. Le pays qui exporte du coton et qui importe des tissus en coton a une spécialisation défavorable. Mais celui qui exporte un minerai vend une ressource qui ne se renouvelle pas. Or, notre système économique n'établit aucune différence entre ces deux types de matière première. Il élabore une construction technologique de plus en plus perfectionnée, mais dont la base est extraordinairement fragile. Cette construction serait condamnée, si la matière première non renouvelable était considérée pour ce qu'elle est : un actif dont la liquidation n'est justifiée que si elle permet de constituer un capital reproductible, afin de ne pas compromettre les possibilités de production des générations futures.

On ne peut manquer de songer au point de vue, si typiquement économiste, du chancelier Helmut Schmidt : « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, et ces investissements sont les emplois d'après-demain. » Les profits d'aujourd'hui ne seraient-ils pas plutôt déduits des investissements de demain ?

Échanges et spécialisations

A partir de la métallurgie, l'industrie britannique s'est *auto-développée*. La Grande-Bretagne a alors pu importer du monde entier, non seulement son alimentation, mais des matières premières (y compris du fer et du charbon en cas de besoin), dans les meilleures conditions possibles, puisqu'elle produisait elle-même les équipements pour les mettre en valeur, les chemins de fer ou les navires pour les transporter, etc. Si bien qu'elle a davantage bénéficié de l'exploitation de l'empire colonial portugais que le Portugal lui-même. Enfin, lorsque celui-ci a voulu s'industrialiser pour n'avoir plus à importer du tissu d'Angleterre, il a acheté à cette dernière une usine textile. Il a donc contribué au développement des industries britanniques (métallurgiques, mécaniques, etc.), son usine dépendant d'ailleurs durablement de ces industries pour les pièces de rechange, le remplacement des matériels obsolètes, etc. Ainsi

le pays qui avait pris une avance industrielle a-t-il pu, d'abord spécialiser les autres pays en fonction de ses intérêts (lorsque, bien sûr, jouait la concurrence), puis tirer profit des efforts d'industrialisation tentés par ces pays.

La théorie de Ricardo est inexacte et elle est contredite par les faits. L'échange ne serait également profitable aux deux coéchangistes que si les produits échangés contenaient, à partir d'une matière première de même prix, une valeur ajoutée égale et reflétant, de par sa composition, les mêmes structures socio-politiques et économiques : même volume de salaires pour un même nombre de travailleurs, mêmes impôts (utilisés aux mêmes fins), mêmes amortissements, mêmes profits réinvestis, etc. Etant bien entendu que cette valeur ajoutée doit être effectivement nationale, notamment que l'amortissement porte sur des investissements produits dans le pays. Sans doute existe-t-il des variables (par exemple, plus d'impôts et moins de profits, si l'impôt est affecté comme l'aurait été le profit, soit en investissements, soit en distribution de revenus). Mais c'est la valeur ajoutée qui permet d'apprécier si l'échange est idéal, s'il ne traduit pas une inégalité de développement et une spécialisation appauvrissante. Inutile de dire que l'échange ne peut pas être idéalement équilibré, même entre pays dont le niveau de développement est comparable. Mais les inégalités se compensent plus ou moins sur l'ensemble de leur commerce extérieur.

Enfin, les échanges internationaux favorisent des spécialisations, qui sont loin d'être également profitables à tous les pays. Ils ont entraîné une répartition très inégalitaire des activités productives dans le monde. Celles-ci sont, aujourd'hui encore, concentrées d'une manière tout à fait anormale dans les pays anciennement industrialisés. Maintenant que la libéralisation des échanges a permis au Capital de mondialiser son champ d'action, c'est au sein même du monde industrialisé que les spécialisations tendent à s'instaurer. Celles de la France ne sont guère satisfaisantes, on aura l'occasion de le constater. Mais que deviendrait ce pays si les tenants du libéralisme, mettant courageusement en pratique leurs options théoriques, ouvraient les frontières à la concurrence « sauvage » du tiers monde et à celle, très civilisée, du Japon et des États-Unis ? Il finirait peut-être par ressembler au Portugal vu par Ricardo : il produirait du vin rouge.

Dans le même article du journal *Le Monde*, Paul Fabra dit qu'il ne faut pas assimiler une économie libre-échangiste à « une jungle darwinienne où la concurrence ne laisserait subsis-

ter que les plus forts (...). Un monde où la division internationale du travail aboutirait à une spécialisation absolue serait vite asphyxié, car il exclurait de l'échange, et donc de la vie économique, tous ceux — et ils sont les plus nombreux — qui ne sont pas les premiers de la classe en aucun domaine. » Mais la jungle économique laisse toujours survivre la plupart des faibles, pour cette simple raison qu'ils sont hors de portée des forts : soit parce qu'ils sont protégés par la distance (par exemple par le coût des transports), soit parce qu'ils se protègent eux-mêmes par des mesures douanières ou réglementaires — ce que font d'ailleurs les pays capitalistes industrialisés pour éviter les dangers de la spécialisation absolue, surtout à une époque où les emplois diminuent. Enfin, survivent aussi tous les « pauvres » qui ont un monopole ou un quasi-monopole de production. C'est le cas des pays du tiers monde producteurs de matières premières et de produits agricoles spécifiques.

Aujourd'hui, les spécialisations ne peuvent être absolues, car l'intégration économique n'est pas complète. Mais, du seul fait que n'a pas été strictement respectée celle attribuée au tiers monde (qu'on voulait développer), c'est bel et bien « le plus grand nombre » qui se trouve exclu de la vie économique : tous les pays sous-développés non producteurs de pétrole, dont le niveau d'endettement est tel qu'ils ne devraient plus être considérés, si la chose était possible, comme des partenaires commerciaux, partenaires qu'ils auraient pu continuer d'être jusqu'à épuisement complet de leurs ressources !

Paul Fabra revient à Ricardo : « Un exemple célèbre et vénérable illustre les avantages du commerce international. Deux hommes sont capables de confectionner des chaussures et des chapeaux, l'un d'eux étant plus habile dans les deux métiers (...) On démontre facilement que, dans ce cas, l'intérêt mutuel des deux hommes leur commande de se spécialiser, le plus efficace des deux dans l'industrie où son « avantage compétitif » est le plus grand (les chaussures) et le moins efficace dans la fabrication de chapeaux, où son infériorité est moins grande. »

On voit mal comment cet exemple, qui met en scène deux personnages, peut faire ressortir les avantages de l'échange dans une économie complexe, *a fortiori* ceux de l'échange international. Imagine-t-on des entreprises capitalistes se concertant, comme peuvent le faire deux artisans de village soucieux de trouver un arrangement, sinon pour des raisons morales ou sociales, du moins parce que chacun peut avoir besoin que l'autre consomme une partie de ce qu'il produit ? Et si les nations

pouvaient, dans le même esprit, se répartir les activités productives, nous vivrions dans le meilleur des mondes.

Cet exemple illustre les avantages de l'échange et de la spécialisation qu'il implique (et qui, dans ce cas, *ne la provoque pas*) dans une société qui est à l'opposé de la nôtre : une société démocratique et « conviviale », où chacun est obligé de prendre en compte les intérêts d'autrui. Car les intérêts des producteurs (et des travailleurs) ne sont pas nécessairement inconciliables. C'est ce que démontre Ricardo. Malheureusement, ils le deviennent très vite dans un système concurrentiel, puis le sont de plus en plus — et sont surtout impossible à arbitrer — à mesure que s'élargit le champ de la concurrence. Celui-ci étant désormais mondial, la loi du plus fort joue à plein. En l'occurrence, elle jouera au profit de l'artisan qui produira à la fois des chaussures et des chapeaux, au détriment de l'autre qui n'aura plus de travail. La question de savoir à qui cet heureux concurrent va vendre sa production peut évidemment se poser. De fait, elle se pose aujourd'hui. Et nul ne peut y répondre.

L'échange et l'optimum économique

Le terme d'« international » qui qualifie l'échange est trompeur. Celui-ci ne se pratique pas entre nations, qui seraient elles-mêmes des blocs monolithiques constitués d'individus aux intérêts communs. Il est plutôt transnational et met en rapport des individus ou des groupes sociaux dont les intérêts sont spécifiques et, parfois, à l'opposé de ceux de la nation à laquelle ils appartiennent. C'est un aspect de la réalité qu'ont négligé les successeurs de Ricardo, lorsqu'ils se sont employés à préciser les conditions dans lesquelles l'échange réalise un « optimum économique ».

Quand les comptoirs européens d'Afrique échangeaient des perles de couleur contre de l'ivoire ou des bois précieux, les conditions de l'échange, en termes de coût, de prix, d'heures de travail, etc., n'étaient pas celles qu'imagine l'économiste. Quand Jean-Bedel Bokassa faisait exporter tout ce qui est exportable en Centrafrique, pour importer des armes pour sa garde prétorienne et de la vaisselle d'or pour son palais, on ne voit pas très bien quel optimum économique réalisait l'échange. Dans le premier exemple, celui-ci avait une cause culturelle, les Africains attribuant une autre valeur que les

Européens à la perle de couleur. Il ne s'effectuait qu'au détriment « économique » des Africains, et seulement si l'on s'en tient au système de valeur qui est implicitement contenu dans notre système économique. Dans le deuxième exemple, la cause de l'échange était politique, au sens vulgaire du terme. Aujourd'hui, entre pays sous-développés et pays industrialisés, la cause est socio-politique. Grâce à la formation d'Etats dans le tiers monde et à la répartition des pouvoirs qui en découle, la décision économique appartenait à des minorités qui ont avantage, on l'a vu, au maintien des échanges internationaux. Mais on a vu aussi que l'optimum économique ne se réalisait qu'au profit des pays industrialisés et de cette frange sociale privilégiée.

Aujourd'hui, la loi du plus fort jouant sans limite, ou presque, au sein du groupe des pays industrialisés, ceux-ci vont pouvoir constater que l'optimum économique se réalise au détriment d'une fraction croissante de chaque nation. Ils ne renonceront pas pour autant à la liberté des échanges. Ils ne le peuvent plus. Car ce n'est pas la théorie de Ricardo qui est la seule justification du libre-échange. C'est une situation de fait : il est impossible de revenir sur les transformations considérables que les échanges ont apportées à la construction socio-politique et technico-économique de ces pays.

A des degrés divers, tous ont en effet bénéficié de la libéralisation et du développement des échanges internationaux. Aucun d'eux ne peut désormais poser des limites à ceux-ci sans se créer des problèmes internes (que deviendraient, par exemple, les innombrables activités qui se greffent sur la production à la faveur de l'échange ?) et sans en susciter chez ses partenaires commerciaux, qui seraient alors fondés à prendre des mesures de rétorsion. Aucun ne peut revenir au protectionnisme d'antan, compte tenu de l'intégration des économies capitalistes (voir plus loin) qui prive celles-ci de leur autonomie. D'une façon générale, l'imposition de limites aux échanges internationaux nécessiterait un remodelage social (celui du monde du travail), mais entraînerait aussi de sérieuses perturbations au plan interne et au plan international. Ainsi la libéralisation des échanges n'est-elle justifiée que par les risques que comporterait leur limitation.

Cependant, comme les gouvernements sont impuissants devant l'évolution technico-économique, ils tenteront peut-être de lutter contre ses conséquences sociales en freinant la concurrence internationale (la France a déjà essayé, mais seulement dans le cadre d'une politique conjoncturelle). Ce faisant, ils contri-

bueront à désorganiser l'économie mondiale, dont leur propre construction économique dépend. Ils ne s'y résigneront donc qu'en dernière extrémité, lorsqu'il n'y aura plus à choisir qu'entre deux manières de procéder à la liquidation d'un rêve d'opulence.

Critique de l'échange

Certaines des spécialisations que provoque l'échange sont aujourd'hui particulièrement critiquées : celles des pays sous-développés dont les terres sont utilisées pour des cultures d'exportation, c'est-à-dire pour satisfaire les besoins des pays riches, leurs besoins en produits agricoles, mais aussi ceux de leurs élevages industriels (manioc, soja, etc.). Les experts indépendants des gouvernements dénoncent à juste titre ce scandale : les pays où sévit la faim exportent de quoi nourrir nos porcs¹ ! Leur conclusion est qu'il faudrait soustraire les produits alimentaires aux échanges internationaux. Il faudrait que chaque pays puisse nourrir sa population, donc vivre sur lui-même, au moins en ce domaine.

Cette idée, satisfaisante quand on considère à quel point la situation actuelle l'est peu, n'est guère réaliste. Par exemple, un pays dont la production animale est excédentaire, devra-t-il renoncer à exporter un peu de bétail pour acquérir les céréales qu'il ne produit pas ? De plus, les structures internes des pays sous-développés sont aussi responsables de la faim que l'extraversion de l'agriculture. La production céréalière peut devenir excédentaire en Inde, sans que diminue le nombre d'affamés. Bien au contraire, puisque l'augmentation des rendements y est obtenue par l'élimination des petits paysans, de sorte qu'augmente le nombre de ceux qui ne peuvent acheter de quoi se nourrir. Enfin, bien que la faim soit un résultat particulièrement douloureux de notre évolution technico-économique, pourquoi ne considérer que l'autosuffisance alimentaire ? On ne

1. Voir en particulier *Les Sillons de la faim*, par Jacques Berthelot et François de Ravignan (L'Harmattan Editeur). Il s'agit d'un recueil de textes, rédigés par des experts indépendants des gouvernements qui ont organisé en 1980, au moment où se réunissait l'assemblée générale de la F.A.O., une « contre-conférence » à l'issue de laquelle a été constitué le Groupe de la Déclaration de Rome.

peut pas dissocier l'agriculture des autres secteurs de l'économie et oublier les besoins auxquels ceux-ci doivent répondre. Ce n'est pas la production agricole qui devrait devenir autonome par rapport au marché mondial : *c'est une société*.

L'échange est aujourd'hui un sujet de réflexion pour tous les « alternatifs » (au sens que les Allemands donnent à ce mot) qui refusent la société, son mode de production et ses habitudes de consommation. Pour eux, l'échange devrait être aussi court que possible, mettre par exemple en relation des producteurs et des consommateurs qui se connaissent. Certains vont même plus loin et proposent que chacun, au lieu de travailler seulement pour un salaire qui lui permet d'acquérir des biens et des services (ceux que fournissent le Capital et parfois l'État), travaille davantage pour lui-même : ce qu'il produira pour satisfaire ses besoins réduira d'autant ses besoins monétaires.

Est-ce l'échange, en lui-même, qui est critiquable ? Sûrement non ! Il est inhérent à toute vie sociale, donc à celle de l'individu. L'échange économique existe toujours, même au sein de la famille où il n'est pas médiatisé par la monnaie. Il résulte d'une division du travail, elle-même inévitable. Tel qu'il se pratique aujourd'hui, non seulement à l'intérieur de chaque pays, mais à l'échelle mondiale, il est à condamner pour trois raisons essentielles.

La première est qu'il fait prévaloir une notion de « valeur » plus que discutable : une valeur marchande qui est partout la même, alors qu'elle est ou devrait être différente selon la culture et les besoins spécifiques de chaque société.

Autre raison qui condamne l'échange : il ne tient pas compte de l'inégale productivité du travail des coéchangistes, qui ont pourtant tous deux besoin de ce que l'autre produit (puisque, précisément, ils procèdent à un échange). Celui dont le travail est le plus productif (qu'il s'agisse d'un individu, d'une entreprise, d'un secteur d'activité ou d'une nation) s'enrichit par l'échange au détriment de l'autre (c'est-à-dire « l'exploite »), s'il ne réduit pas le prix des produits qu'il a à vendre, afin de partager avec son partenaire le gain de productivité qu'il a réalisé par rapport à lui. Or, dans l'état actuel des choses, il ne le fait que dans le cas exceptionnel où la concurrence l'y oblige. Le gain de productivité bénéficie à celui qui l'a réalisé. Il sert à accroître le profit, le salaire, l'impôt, à réduire le temps de travail, etc. Par exemple, la haute productivité du travail industriel permet de diminuer la durée du travail individuel dans ce secteur d'activité, plus qu'à réduire le prix

des produits industriels qu'achète le paysan dont le travail est moins productif. Le paysan va devoir travailler davantage que l'ouvrier. Il en va de même au plan international. Pour acquérir un produit industriel qui a nécessité une heure de travail, le pays sous-développé devra fournir sept heures de travail².

Enfin l'échange provoque des spécialisations fondées seulement sur des données économiques et financières. Outre que ces spécialisations sont parfois très peu favorables, elles ne devraient pas être indépendantes de ce que chaque société souhaite produire. C'est la signification du travail qui s'en trouve complètement dénaturée.

D'une façon générale, l'échange n'a pas ou ne devrait pas avoir cette seule dimension économique que le système lui reconnaît. Les relations qu'il crée entre individus, groupes sociaux et sociétés, par l'intermédiaire de biens et de services produits, ont une importance qui dépasse leur simple résultat monétaire. *Elles sont une façon de vivre ensemble*. Or, l'échange, tel qu'il se pratique aujourd'hui, ne peut que refléter et accentuer l'injustice des rapports sociaux et internationaux, aggraver les contradictions d'intérêts que ces rapports « organisent », priver enfin de toute valeur sociale et culturelle les activités économiques des hommes.

Jusqu'ici, la critique du système capitaliste a porté davantage sur les conditions de production que sur les conditions d'échange. Et elle s'est beaucoup plus attachée à définir ce que devrait être la justice dans un cadre national, qu'à préciser ce qu'elle pourrait être — et avec quelles conséquences pour toutes les sociétés — à l'échelle mondiale. Car la dénonciation de l'impérialisme du Capital ou de celui des États au service du capitalisme ne relève que de l'incantation, dès lors qu'on n'explique pas quelles fantastiques transformations seraient à apporter à l'appareil productif des pays industrialisés si ceux-ci devaient renoncer à l'impérialisme. Lorsque les socialistes occidentaux prônent des nationalisations, ils n'envisagent que la démocratisation des avantages acquis par le Capital : les travailleurs des entreprises nationalisées vont se trouver dans la position du Capital lui-même. Ils bénéficieront de l'échange inégal et de la détérioration

2. Cette comparaison en heures de travail, empruntée à l'ouvrage de Rudolf H. Strahm *Pourquoi sont-ils si pauvres ?* (La Baconnière/La Déclaration de Berne, 1981), ne doit pas faire perdre de vue que le déséquilibre entre pays industrialisés et pays sous-développés tient à ce que les premiers détiennent un quasi-monopole du travail productif.

de ses termes. En fait, si l'on admet qu'est injuste l'appropriation privée d'un instrument de production, dont l'existence et le développement sont assurés par un travail collectif, *sa nationalisation l'est désormais tout autant*.

On a vu qu'aucune société « développée » ne peut plus adapter son économie à un projet socio-politique qui lui soit propre. Mais si elle était en mesure de le faire, il faudrait qu'elle commence par redéfinir l'objet de l'activité économique. Dans le cadre d'une société réellement démocratique, où le pouvoir économique est exercé par tous les travailleurs-consommateurs, l'objet de l'économie devrait être de reproduire cette société, sans susciter les contradictions d'intérêts qui peuvent donner naissance à des rapports de domination, donc compromettre la démocratie. Or, les contradictions d'intérêt ne peuvent être surmontées que si la rémunération du travail est indépendante de sa productivité apparente, si elle est seulement fonction du niveau général de production et de consommation atteint par le travail de tous. La valeur des biens et services échangés est alors purement subjective.

Ce serait encore plus clair au plan international. Deux sociétés identiquement soucieuses d'éviter « l'exploitation » n'auraient pas à évaluer le prix des produits qu'elles se trouvent obligées d'échanger : il suffirait que le volume de ces produits permette à chacune d'elles d'atteindre l'objectif de production et de consommation qu'elle s'est fixé.

Ce n'est donc pas l'échange qui est à condamner, pas plus que l'échelle à laquelle il se pratique aujourd'hui. C'est le cadre socio-politique dans lequel il est pratiqué. C'est l'organisation politique et sociale de tous les pays et celle du monde.

5

L'intégration économique

Dans *L'Impasse industrielle*¹, essai qu'il a consacré à l'analyse critique de la construction économique mondiale sous son aspect technique, Ingmar Granstedt donne cette citation de Marx, extrait des *Fondements de la critique de l'économie politique* : « Le capital élargit l'appropriation de la nature et établit un réseau qui englobe tous les membres de la société : telle est la grande action civilisatrice du capital. »

Aujourd'hui, Marx renierait sans aucun doute ce jugement. L'appropriation de la nature par le Capital (et par les États) s'est révélée une aberration aux conséquences écologiques redoutables. D'autre part, le Capital a étendu son réseau bien au-delà des frontières nationales. Après avoir noué des liens d'interdépendance entre classes sociales ou couches socio-professionnelles aux intérêts divergents (par exemple entre capitalistes qui ont besoin de travailleurs et ceux-ci qui ont besoin d'un salaire), il en a créés entre nations aux intérêts concurrents, contradictoires ou franchement antagoniques. Ainsi les interdépendances qu'il a provoquées sont-elles toujours conflic-

1. *L'Impasse industrielle*, par Ingmar Granstedt (Le Seuil éd.).

tuelles, plus ou moins gravement. Les faire naître et les étendre ne saurait être une action civilisatrice.

C'est à évaluer les conséquences techniques de l'extension du « réseau » que Granstedt s'est attaché. Utilisant l'angle d'observation adopté par Ivan Illich et André Gorz, il distingue deux modes de production, l'un *autonome*, l'autre *intégré*, et constate que le premier disparaît au profit du second. En effet, la production que chaque travailleur pouvait jadis assurer d'une manière très souple, à partir de ressources locales et à l'aide de moyens techniques élaborés sur place, en vue de satisfaire ses besoins propres et ceux d'un groupe relativement étroit, n'existe plus dans les pays capitalistes industrialisés. Cette production autonome disparaît d'ailleurs aussi dans le tiers monde, d'autant plus vite que les pays y sont plus engagés sur la voie dite du développement. Elle est partout éliminée par la production « intégrée », qui met en œuvre des moyens techniques lourds, donc des capitaux importants, une main-d'œuvre nombreuse et souvent soumise à une organisation de type militaire (en particulier dans les usines), avec une division du travail allant jusqu'à la parcellisation extrême des tâches, ainsi qu'avec des spécialisations de plus en plus poussées qui se sont étendues à toutes les entreprises et à tous les producteurs, notamment aux agriculteurs. Comme conséquences de ces spécialisations, de l'interconnexion des activités que ces spécialisations provoquent, mais aussi du fait de son importance en volume (donc des larges débouchés qu'elle exige), de la nature et de l'origine des approvisionnements qui lui sont nécessaires (énergie, matières premières, etc.), la production intégrée a fini par rendre interdépendantes toutes les activités productives — donc tous les travailleurs — à une échelle quasi planétaire. Désormais, des troubles en quelques points du globe peuvent provoquer le chômage et des famines en Europe, jusque dans les villages où des agriculteurs mécanisés et spécialisés écoulent leur production sur le marché mondial.

A vrai dire, la distinction entre mode de production autonome et mode de production intégré est passablement arbitraire. A quel moment passe-t-on de l'un à l'autre ? Comme beaucoup de concepts utilisés dans les sciences humaines, ceux-ci servent moins l'analyse que la description de la situation analysée. De plus l'évolution du mode de production n'est pas provoquée par un *deus ex machina* qui aurait fort bien pu en favoriser une autre, comme certains auteurs donnent à le croire. Elle a des causes objectives qu'il faut prendre en compte (la concurrence

et ses effets), pour éviter les conclusions de type humaniste et les appels à la raison. Enfin, elle est liée à d'autres évolutions. Elle s'est accompagnée du développement des échanges internes et internationaux (des mutations institutionnelles facilitant ces derniers : décolonisation, formation d'une Europe économique, etc.), développement qui s'analyse en un constant élargissement du champ de la concurrence. Celle-ci ne bénéficiant qu'aux « plus forts », c'est-à-dire aux entreprises les plus performantes et aux pays où elles sont concentrées (il s'agit de plus en plus souvent de firmes multinationales), l'accumulation capitaliste dans ces pays a permis d'y financer une « recherche-développement » de plus en plus coûteuse. A son tour, cette accumulation a été favorisée par l'extension du champ social du Capital, toutes les activités qui pouvaient être source de profit devenant marchandes, de sorte que l'échange a porté sur des biens et des services de plus en plus nombreux. *Ad libitum*. Toutes ces évolutions se commandant les unes les autres, le contexte qu'elles ont créé est d'une incontestable cohérence. Impossible de toucher aux résultats qu'a eus l'une d'elles, sans mettre en question ceux auxquels les autres ont abouti.

L'interrelation des évolutions économique, technique, politique, sociale et culturelle, qui était le sujet central d'un essai antérieur², est souvent perdue de vue par les auteurs qui cherchent à imaginer les réformes à apporter au système capitaliste (voir annexe II). L'intégration économique que dénonce Ingmar Granstedt est irréversible, avec tous les phénomènes que cette expression recouvre : interdépendance technique des économies, spécialisations, division internationale du travail, dénationalisation des activités productives, interpénétration des capitaux, etc. Le concept d'économie nationale tend à ne traduire qu'une fiction statistique, si bien que l'indépendance nationale tend elle-même à ne plus être qu'une fiction juridique. Comment en est-on arrivé là ?

Le pouvoir évacué

Dans le système capitaliste, le pouvoir politique et le pouvoir économique sont dissociés. Les critères qui fondent leurs décisions et leur action ne sont pas les mêmes, du moins en prin-

2. *Que la crise s'aggrave* (Solin éd.).

cipe. Le Capital n'obéit quant à lui qu'à un critère unique, au critère financier du profit ou de la rentabilité maximale³. Ce critère est « supranational » et, surtout, il est impératif, puisque l'agent économique qui ne le respecte pas disparaît. C'est pourquoi le Capital ne peut absolument pas être tenu pour responsable des conséquences politiques et sociales de ses activités économiques ou financières. Il appartient à l'Etat — et à lui seul — de remédier éventuellement à ces conséquences, ou de les prévenir en s'assurant le contrôle du Capital s'il peut effectivement le contrôler.

Responsable au plan politique ou social, le Capital l'est d'autant moins qu'il n'est pas un pouvoir centralisé. Il s'exerce au sein d'entreprises qui sont elles-mêmes en concurrence. Les décisions d'une entreprise ne sont jamais tout à fait libres. Elles sont endiguées, voire prédéterminées par celles que prennent ou peuvent prendre les entreprises concurrentes. La marge de manœuvre du pouvoir économique est ainsi très restreinte. Et elle diminue à mesure que s'élargit le champ de la concurrence, que progresse, en devenant plus complexe, le mode de production « intégré », que se multiplient les spécialisations et les interdépendances que celles-ci provoquent...

Notons à ce sujet que les analystes politiques qui parlent de « stratégie du Capital » surestiment ce dernier. Une entreprise peut avoir une stratégie économique. Le Capital n'en a pas, précisément parce qu'il n'est pas un pouvoir centralisé. En revanche, les intérêts généraux du capitalisme peuvent être pris en compte dans le cadre d'une stratégie mise en œuvre par un ou plusieurs Etats. Mais il est abusif de parler en pareil cas de stratégie du Capital. Il s'agit d'une stratégie d'Etat au service du capitalisme, qu'il n'est pas toujours aisé de faire accepter par les capitalistes. Que l'on songe par exemple aux difficultés qu'ont à surmonter les instances européennes pour imposer aux sidérurgistes européens une politique commune face à la concurrence étrangère. Ou aux avatars de la tentative de conciliation entre les constructeurs d'automobiles européens, américains et japonais.

Par ailleurs, l'efficacité d'une stratégie impliquerait une parfaite connaissance à la fois du milieu dans lequel on veut agir et des conséquences qu'auront les actions entreprises. Cette

connaissance est rarement suffisante, c'est le moins qu'on puisse dire. La politique du capital privé dans le tiers monde est là pour le prouver. Les hommes qui participent à la gestion politique et économique du monde, quand ils ne se bornent pas à réagir devant des situations imprévues, agissent en aveugles, les incertitudes de la science économique ne facilitant évidemment pas leur travail. Il ne faut surtout pas attribuer à nos « élites » plus d'intelligence qu'elles n'en ont !

Cependant, la tendance qui réduit le pouvoir économique à n'être qu'une multitude de centres de décision technique, incohérents et incapables de se doter d'une stratégie économique d'ensemble, est, il est vrai, quelque peu compensée par une autre tendance, qui elle aussi résulte de la concurrence : la tendance à la concentration des capitaux et à la formation du « capital monopoliste ». Mais si ce dernier a plus de latitude en certains domaines, par exemple en matière de formation des prix, son pouvoir est essentiellement politique, non pas économique. Il peut influencer les décisions gouvernementales, orienter l'information, manipuler l'opinion publique, voire financer un coup d'Etat pour éliminer un régime dont il redoute la politique (sans que son rôle soit à exagérer : les agissements d'I.T.T. au Chili ont été moins déterminants dans la chute d'Allende que ceux des transporteurs routiers et de la petite bourgeoisie). Mais, sur le terrain strictement économique, il est conditionné. Dès lors qu'il s'agit de l'entreprise, de sa gestion, de ses conditions de production, de son programme d'investissements, etc., le dirigeant de la plus puissante multinationale exerce son pouvoir dans un sens qui s'impose à lui. C'est ce que remarque André Gorz, qui parle d'un « jeu préétabli ». Le capitaliste ou son représentant ne fait que respecter les règles de ce jeu, des règles qu'il ne peut changer et auxquelles il ne peut se soustraire, sauf à mal gérer son entreprise. En réalité, le Capital est si étroitement soumis à une logique, qu'on pourrait dire qu'il n'est lui-même qu'une *logique*. Et c'est à cette logique que se plient tous ceux qui détiennent une fraction du pouvoir économique, depuis le P.-D.G. de la multinationale jusqu'au patron de la plus petite entreprise.

En obéissant donc à son seul critère et en suivant sa seule logique, le Capital a provoqué les différentes évolutions dont il vient d'être question. Or, l'intégration technico-économique et organisationnelle, avec l'uniformisation des normes de production qui en résulte dans l'ensemble du monde capitaliste, signifie que ce monde constitue désormais un champ ouvert

3. Voir à ce sujet *L'Economie industrielle en question*, par J.-M. Chevalier (Calmann-Lévy éd.).

et largement unifié pour le Capital, qui tend lui-même à s'internationaliser. Le rapport entre l'État et le Capital s'en trouve radicalement transformé.

En effet, le champ du politique et celui de l'économie ne coïncident plus du tout. *Le premier demeure national, alors que le second est devenu international.* C'est une anomalie lourde de conséquences. La plus grave est que l'État ne peut plus remédier à l'irresponsabilité fondamentale du Capital dans le domaine socio-politique, ni prévenir les résultats fâcheux de son irresponsabilité en lui ôtant le pouvoir de décision économique, fut-ce par des nationalisations aussi larges soient-elles. Car celles-ci ne changent évidemment rien à l'environnement mondial et elles ne peuvent que dans une très faible mesure éviter les effets, au plan interne, de la concurrence internationale (nationalisée, la sidérurgie française est confrontée aux mêmes difficultés qu'avant, et la survie des hauts fourneaux condamnés par la concurrence ne peut être durablement subventionnée par l'État). En perdant leurs relatives cohérences anciennes, les appareils nationaux de production n'ont plus d'existence propre, mais sont bien plutôt les parties indissociables de l'appareil mondial de production : on ne peut pas gérer une de ces parties comme si elle constituait un tout.

L'État ne peut plus adopter une politique volontariste, en vue de poursuivre des objectifs sociaux contraires aux intérêts du Capital. Seule politique qu'il puisse mener : attirer celui-ci, favoriser ses entreprises, concourir à leur compétitivité, en affectant à ces fins les moyens très importants dont il dispose pour intervenir dans l'économie, mais aussi en imposant aux travailleurs les contraintes — et « l'austérité » éventuelle — qu'impose la formation du profit. C'est l'option libérale, que tous les gouvernements occidentaux ont été ou seront amenés à prendre, les uns par conviction, les autres à contrecœur. Une option que la France avait prise sous le gouvernement Barre, et que le président de la République de l'époque avait défendue avec le seul argument qui puisse la justifier : *la politique du gouvernement est la seule possible.* Cette politique aurait pu être un peu plus sociale, un peu moins favorable aux gros possédants, et surtout plus efficace, mais elle ne pouvait en effet être radicalement différente. Le gouvernement socialiste élu en 1981 n'a pas tardé à en faire la démonstration.

Nul doute que la renaissance de l'école libérale, surprenante à une époque où les mécanismes régulateurs du capitalisme s'enrayent et où le système est en « crise », s'explique par la

transformation du contexte économique. Le seul mérite de cette école est d'accepter ce contexte, plutôt que de l'ignorer comme le font trop d'économistes de gauche. Mais elle va trop loin, lorsqu'elle porte un jugement de valeur sur une réalité dont elle ne prend pas en compte la dimension politique et sociale. Attribuant les difficultés actuelles aux interventions excessives ou maladroites des gouvernements, elle invite l'État à laisser toute liberté au Capital et à n'intervenir dans l'économie (par le biais des investissements d'infrastructures, de la monnaie et du crédit, de la fiscalité, de la législation, etc.) que pour encourager et soutenir ses initiatives. La théorie économique devient alors apologétique. Et l'école libérale ne présente pas seulement comme inéluctable, mais comme hautement souhaitable le monde qui est en train de prendre forme : un monde régi par les seules lois économiques (qui toutes visent à assurer le jeu de la loi du profit, celui-ci assurant l'indispensable reproduction du capital), mais sans aucun projet politique ; un monde peuplé de travailleurs-consommateurs, mais sans base sociale cohérente ; un monde culturellement unifié, mais avec une culture standardisée produite pour une consommation de masse ; un monde encore divisé en nations, mais où toutes les activités productives sont à la fois dénationalisées et interconnectées par un inextricable réseau d'entreprises qui organisent la production et les échanges à l'échelle mondiale, le fait que ces entreprises soient nationales, étrangères ou multinationales n'ayant plus aucune importance.

Compte tenu du degré d'intégration d'ores et déjà atteint, l'option libérale est bien la plus réaliste. Mais on verra que les perspectives qu'ouvre le libéralisme ne sont pas aussi satisfaisantes, au plan économique, que le croient les gouvernements qui s'en réclament et les économistes qui le théorisent.

Quoi qu'il en soit, l'État n'est plus — et sera de moins en moins — l'arbitre qu'il prétend parfois être entre le Capital et le Travail ou, plus généralement, entre des intérêts prioritaires, économiques ou financiers, et l'ensemble de la société, avec ses aspirations diverses et ses inégalités. Faute de contrôler le Capital, il capitule devant lui et accepte de se soumettre à sa logique, notamment en subordonnant ses actions au critère de la rentabilité. Dès lors, il n'est pas plus un pouvoir que le Capital n'en est un. Comme ce dernier, il n'est plus qu'un centre de décisions techniques, parmi tous ceux que représentent les autres pouvoirs étatiques : un centre où des diri-

geants plus ou moins compétents participent, à leur manière et avec les atouts qui sont les leurs, au même « jeu préétabli » que le pouvoir économique. Enfin, du seul fait qu'il est tenu de privilégier les intérêts du Capital, il favorise la dynamique que celui-ci impulse au système. Il facilite l'intégration technico-économique qui réduit toujours plus sa marge de manœuvre : il encourage l'évolution qui le condamne à l'impuissance !

L'Etat demeure cependant en charge de l'ordre national et international qu'exige le mode de production. A ce titre, il dispose de moyens formidables, qui peuvent le faire apparaître comme le pouvoir par excellence. Mais son pouvoir n'est plus « politique », au sens qu'a ce mot dans le cadre d'une démocratie. Il n'est que de contrôle social et de répression. L'Etat doit amener ou obliger la nation à s'adapter au mieux aux nécessités de l'évolution technico-économique mondiale, à supporter sans réaction violente les résultats sociaux de cette évolution non maîtrisée. C'est pourquoi l'on peut craindre que l'approfondissement inéluctable des difficultés sociales ne l'entraîne à devenir semblable à cet Etat « aberrant » du tiers monde, à ce pouvoir qui poursuit en vain un objectif de développement, quitte à laisser crever la majorité de la population et à noyer dans le sang ses révoltes.

Eclatement des nations

Si l'évolution économique et technique a eu des conséquences considérables au plan politique et social, elle n'a rien changé de fondamental à l'organisation socio-politique du monde. Au contraire, toutes les sociétés sont aujourd'hui organisées en Etats-nations, comme le sont les peuples occidentaux depuis le XIX^e siècle. C'est déjà là une raison qui peut expliquer que la pensée politique, qui ne peut guère procéder que d'une analyse critique de la réalité, ne se soit pratiquement pas renouvelée depuis plus d'un siècle alors que cette réalité se transformait prodigieusement, surtout au cours des dernières décennies. Le cadre juridique et institutionnel de chaque société peut faire croire qu'il est possible et raisonnable de vivre sur à peu près le même stock d'idées politiques que nos grands-pères. Cette impression est évidemment entretenue par les partis politiques, puisqu'ils ne sont eux-mêmes que des structures nationales, dont l'objectif est d'exercer le pouvoir à une échelle nationale. Dans

un système mondial très fortement hiérarchisé, au sein duquel chaque nation occupe la place que lui vaut un ensemble de rapports de forces plus ou moins favorables (la force technico-économique étant cependant essentielle), le parti politique se doit de présenter la nation comme une entité ayant des intérêts généraux à défendre. Si l'Etat ne peut plus préserver les singularités collectives, notamment les singularités culturelles, il pourrait au moins tabler sur l'égoïsme collectif dont le nationalisme est l'expression sentimentale. Est-ce encore possible ?

En étendant son réseau à une échelle quasi planétaire, le Capital n'a pas seulement compliqué la très schématique division en classes du monde capitaliste. Il a commencé à disloquer les nations. Car les liens qui rendent ces dernières interdépendantes, sont noués entre producteurs et consommateurs dont l'emploi et le genre de vie dépendent de moins en moins de la nation qui est la leur.

Au sein de chaque nation, les contradictions d'intérêts se sont aggravées et surtout multipliées, par suite de facteurs externes qui les rendent désormais insurmontables. Par exemple, tel commerçant français importera des tissus, au détriment de l'industrie textile française et des travailleurs qu'elle emploie, mais au profit des consommateurs et donc du niveau de vie des autres travailleurs. Tel commerçant allemand importera de la viande du Brésil, au détriment des éleveurs européens, mais dans l'intérêt de Volkswagen et de l'Allemagne elle-même.

On pourrait multiplier les exemples. A l'heure où ces lignes sont écrites, les viticulteurs du Midi s'opposent avec violence à l'importation de vins italiens, alors que l'Italie offre un débouché indispensable à d'autres agriculteurs français, ses échanges de produits agricoles avec la France étant d'ailleurs déficitaires. De plus, l'arrêt provisoire des importations de vin par le port de Sète risque d'entraîner la mise en chômage technique d'une partie du personnel employé dans le négoce des vins et dans les activités portuaires. Personnalités politiques et syndicales se démènent, discourant sur « la solidarité des travailleurs » et cherchent en vain un bouc émissaire. En vain, car ce n'est pas seulement entre le Capital et le Travail qu'existe une contradiction d'intérêt. C'est entre les capitalistes en concurrence et, par voie de conséquence, entre les travailleurs qu'ils emploient. Une telle contradiction peut généralement être arbitrée par l'Etat quand elle apparaît au plan national. Mais quand les travailleurs sont en concurrence à une échelle internationale, chaque Etat est amené à défendre ses nationaux

en utilisant les atouts que lui donnent les liens d'interdépendance unissant les pays. Interviennent alors d'innombrables facteurs beaucoup plus importants que les intérêts qu'il s'agit d'arbitrer. C'est ainsi, par exemple, que la Grande-Bretagne est parvenue à demeurer dans le Marché commun, sans respecter les principes de la politique agricole commune, au détriment d'un certain nombre de producteurs européens, notamment français.

En contrepartie de ces nouvelles contradictions d'intérêts au sein de chaque nation, naissent des solidarités nouvelles et souvent aberrantes entre groupes sociaux répartis dans le champ international. Par exemple entre le capital américain, les travailleurs et commerçants des régions où il investit (on se rappelle l'épique combat qui opposa Nancy à Bordeaux pour attirer une usine Ford), alors même que les entreprises américaines entrent en pareil cas en concurrence avec des entreprises nationales. Ou encore entre les ouvriers européens de l'armement et les potentats du tiers monde qui s'arment contre leur peuple.

Cette dislocation des nations, dans le cadre d'un système où production et consommation sont identiquement dénationalisées, est un aspect de la décomposition sociale dont il sera question ultérieurement. La base matérielle du sentiment nationaliste est en train de s'effondrer.

Nationalisme et socialisme

Il est curieux de constater que le sentiment nationaliste est, à tout prendre, un peu plus fondé dans les pays socialistes, qui devraient théoriquement le combattre au nom de « l'internationalisme prolétarien » (si l'expression recouvrait une réalité) mais où il est soigneusement cultivé, que dans les pays capitalistes industrialisés où les difficultés socio-économiques actuelles l'exacerbent bien inutilement. En effet, à l'Est, la collectivisation des moyens de production et la planification confèrent à l'État le pouvoir économique, un pouvoir qu'il exerce à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il est évident que le poids politique et surtout militaire de l'U.R.S.S. est déterminant dans l'organisation et le fonctionnement du COMECON, donc dans la division du travail au sein du monde socialiste. Mais chaque république populaire n'en élabore pas moins sa politique économique en fonction de ses problèmes spécifiques. Puis chacune d'elles peut défendre ses intérêts nationaux en négociant le contenu de

ses relations économiques et financières avec ses partenaires plus ou moins obligatoires. A telle enseigne que certains d'entre elles ont pu échapper à une division du travail qui leur était défavorable, par exemple la Roumanie, à laquelle une spécialisation agricole avait été initialement attribuée. A l'Est, le pouvoir politique et le pouvoir économique étant concentrés dans les mêmes mains (qui détiennent en outre le pouvoir « spirituel » !), ces entités socio-politiques que sont les nations demeurent encore des entités économiques sinon autonomes, du moins cohérentes et relativement autocentrées (ce qui ne signifie évidemment pas qu'elles soient pour autant justes et prospères).

En revanche, dans le monde capitaliste, la dissociation des deux pouvoirs a permis au Capital d'évoluer en suivant sa seule logique, en fonction de son seul critère, sans avoir à tenir compte des critères politiques et sociaux qui orientent en principe la politique nationale des États. Si bien que le Capital est en train de réaliser ce qui devrait être un objectif du socialisme et que, paradoxalement, celui-ci interdit à cause du « collectivisme » appliqué dans un cadre socio-politique classique, celui de l'État-nation : l'unification du monde au plan économique.

Il est vrai que cette différence entre les deux blocs antagonistes tendra à disparaître. Le Capital finira bien par étendre son « action civilisatrice » jusque dans les pays où le socialisme la freine. Sa dynamique concurrentielle est en effet plus efficace que la planification, de sorte qu'il a donné une avance technologique aux pays capitalistes industrialisés. Considérant que ceux-ci présentaient un danger d'autant plus grand que leur niveau de développement était plus élevé, le camp socialiste a cru devoir « relever le défi » (comme dirait J.-J. S.-S.). Il s'est engagé dans la voie de la compétition. Car ce n'est pas seulement à ceux qui l'admirent ou l'envient que le plus fort sert de modèle. C'est aussi et surtout à ceux qui le craignent. Ainsi, pour le camp socialiste, l'ennemi à abattre est-il tout naturellement devenu le modèle à imiter.

Si l'U.R.S.S. n'est jusqu'ici parvenue à suivre le modèle américain — et alors parfois à le dépasser — qu'en matière d'armement et d'exploration spatiale dont les fins militaires sont évidentes, certaines démocraties populaires, par exemple la R.D.A., obtiennent des résultats technico-économiques comparables à ceux des moyennes puissances capitalistes. Quant à la Chine, toute « pensée Mao Zedong » oubliée, elle se propose d'égaliser les grands pays industriels avant la fin du siècle. Et

elle n'hésite plus, pour atteindre cet objectif, à faire appel à l'aide technologique et financière du monde occidental.

Produisant la même chose les pays capitalistes industrialisés, par recours aux mêmes technologies, s'efforçant d'être compétitifs avec eux, adoptant par conséquent leurs normes générales de production et leurs conditions de travail, les pays socialistes veulent atteindre leur niveau de consommation, étant entendu qu'ils ont acquis globalement une capacité de destruction au moins égale à la leur. La compétition interétatique se révèle donc avoir les mêmes conséquences que la concurrence économique : elle nivelle les différences culturelles, y compris ces différences qui devraient résulter d'options politiques passant pour opposées. A ce compte, on peut se demander s'il sera encore longtemps possible de justifier, en termes idéologiques, l'actuelle division politique du monde.

Dépendances inégales

Plus aucun pays capitaliste industrialisé n'est indépendant au plan économique. Tous sont en situation de dépendance inégale, selon la nature et l'importance des liens qui unissent chaque pays aux autres.

Si l'on prend l'exemple de la France, sa dépendance à l'égard de l'extérieur n'a cessé de s'accroître, ainsi que le démontrent notamment les travaux de Hugues Bertrand⁴. En effet, après la dernière guerre et pendant une période qui correspond sensiblement à la IV^e République, l'économie française s'est reconstruite et développée sur elle-même (bien entendu, en utilisant l'empire colonial). Elle était alors relativement « autocentrée », en ce sens que l'appareil productif avait acquis une cohérence entre ses différents secteurs. Elle a commencé à s'internationaliser à partir de 1958, date du Traité de Rome. Dix ans plus tard, elle était franchement extravertie, son extraversion s'aggravant par la suite. « Plus on descend au cœur de

l'appareil productif, plus la fraction proprement nationale de la reproduction économique diminue » : la France doit désormais importer, non seulement des biens destinés à satisfaire sa consommation intérieure, mais aussi ce qui lui est nécessaire pour être en mesure de produire, à commencer par les biens qui permettent la production des investissements eux-mêmes. Le moteur de son économie n'est plus interne et « la conception passe à l'extérieur ». De ce point de vue, la France est un peu dans la situation du pays sous-développé.

Enfin, important de plus en plus pour pouvoir produire, elle doit exporter de plus en plus (et très rapidement, pour maintenir la valeur du franc), ce qui implique à la fois la compétitivité internationale de ses activités productives et l'ouverture des débouchés extérieurs. C'est ce que Hugues Bertrand appelle « le nouveau cercle vicieux de la croissance ».

Bien d'autres pays capitalistes industrialisés sont enfermés dans ce cercle vicieux, car les économies autocentrées diminuent en nombre. Or, plus une économie est extravertie, plus grave est sa dépendance, puisque sa dynamique dépend surtout de facteurs externes. Beaucoup s'inquiètent de l'extrême vulnérabilité qui en résulte pour un nombre croissant de pays. Par exemple, dans *La Nouvelle Economie internationale*⁵, André Grjébine suggère que les échanges s'organisent, de sorte que puissent se former des « zones de développement autocentré » constituées de pays relativement homogènes. Ce projet est une extrapolation à l'échelle mondiale de celui que J.-M. Jeanneney défendit pour l'Europe⁶. Il n'est guère réaliste. A quelle zone appartiendrait le Japon ? Et comment le tiers monde pourrait-il se constituer en zones de développement autocentré, puisqu'il doit exporter ses matières premières ? Son extraversion conditionne la survie des économies industrialisées. Quant à l'Europe, son économie ne pourrait être autocentrée que d'un point de vue étroitement technique, puisque l'essentiel de ses approvisionnements provient de l'extérieur. Et sa dépendance à l'égard du tiers monde suffit à rendre vaines les velléités protectionnistes qu'elle pourrait avoir : les Etats-Unis et le Japon auraient tôt fait de la ramener à la raison. Car jamais les plus forts ne renonceraient à tirer avantage de leur force et à limiter le champ de

4. *Accumulation et croissance en moyenne et longue période*, par Hugues Bertrand (ronéoté). Les citations utilisées ici sont extraites d'un article paru dans la revue *Statistiques et Etudes financières* (n° 35 de la série orange. Ministère de l'Economie). Une présentation abrégée de cette étude a été proposée par Hugues Bertrand dans le n° 7-8 de la revue *Critiques de l'économie politique* (Maspero, avril-septembre 1979).

5. *La Nouvelle Economie internationale*, par André Grjébine (Preses Universitaires de France).

6. *Pour un nouveau protectionnisme*, par Jean-Marcel Jeanneney (Editions du Seuil).

la concurrence. Ce serait tout à fait contraire à une « saine logique économique », telle que la conçoit l'économiste libéral.

Les échanges internationaux ne peuvent être « organisés ». Ils ne pourraient l'être qu'au prix d'une transformation radicale de l'organisation socio-politique du monde, dont on sait déjà qu'elle ne peut être aujourd'hui envisagée, puisqu'aucun pouvoir et qu'aucune force sociale ne peut l'entreprendre. L'évolution technico-économique se poursuivant, l'intégration des économies industrialisées ne pourra que s'accroître. Elle s'accompagnera inévitablement de spécialisations de plus en plus poussées et sélectives, de sorte qu'il ne devrait plus y avoir d'ici quelques années d'économie autocentrée. C'est le groupe des pays industrialisés qui constituerait un ensemble autocentré, chacun d'eux ayant une économie plus ou moins extravertie, selon ses spécialisations et sa capacité à développer (ou à conserver) des filières de production plus ou moins nombreuses et cohérentes. Et, en face, un tiers monde globalement extraverti, avec des pays nouvellement industrialisés empêtrés dans leurs difficultés financières.

Pour théorique qu'elle soit (car la désorganisation de la construction économique mondiale surviendra plus que probablement avant que ne soit atteint ce stade d'intégration), cette perspective fait ressortir la contradiction entre les deux discours qu'on nous assène, celui sur « l'indépendance nationale » et celui sur la « modernité ». D'ores et déjà, plus aucune nation ne jouit de cette autonomie économique sans laquelle l'indépendance politique est un leurre : *aucune ne maîtrise les conditions de sa propre reproduction*.

A vrai dire, cette donnée n'est que très relativement nouvelle. Depuis fort longtemps, ces pôles d'accumulation capitaliste que sont les pays industrialisés utilisaient, comme source d'approvisionnements et comme débouché, les régions qu'ils contrôlaient politiquement, de sorte que leur développement n'était qu'en apparence autonome et endogène. La situation dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui est l'aboutissement normal de l'évolution initiée par leurs actions passées. Ils ont fini par perdre eux-mêmes cette autonomie dont ils avaient privé les sociétés dominées. Et ils n'ont plus aucune chance de la recouvrer. Le progrès leur interdit d'y songer. Car les formidables investissements qu'impliquent les technologies modernes ne peuvent être amortis que si le monde entier sert de débouché aux productions qu'elles assurent. Qu'un pays soit obligé d'acheter ces productions ou de les vendre, il se trouve dans les deux cas

en position de dépendance. Dans les deux cas, cette dépendance détermine sa politique.

A cet égard, les auteurs qui prétendent qu'un pays est d'autant plus indépendant que son niveau technologique est plus élevé (par exemple A. Emmanuel)⁷, font une curieuse confusion entre indépendance et position dominante. Lorsque le président Reagan déclare que les Etats-Unis, pour défendre leurs « intérêts vitaux », doivent être en mesure de soutenir plusieurs conflits (« deux guerres et demie ») hors de leurs frontières, il reconnaît implicitement que la nation américaine n'est pas indépendante. L'impérialisme des grandes puissances traduit l'extrême vulnérabilité de leur construction technico-économique. Et leur dépendance à l'égard du reste du monde les oblige à une politique qui peut avoir, pour leur propre société, des conséquences aussi graves que celles qu'a, pour les autres sociétés, la domination qu'elles exercent.

En effet, les principes auxquels obéit l'impérialisme sont à l'opposé de ceux dont la démocratie procède. La coexistence de deux systèmes de valeurs, l'un à usage interne et l'autre à usage externe, est de nature à troubler profondément une société, alors que les mass media ont notablement modifié la perception que chacun a du monde extérieur. Il est bien difficile d'amener une nation démocratique qui bénéficie du droit à la parole et du droit à l'information, à se comporter comme un « dictateur collectif » à l'égard d'autres nations. Certes, le racisme et la xénophobie peuvent être mis à contribution. Mais ce sont là des sentiments qui ne résistent pas à la réflexion. Il arrive un moment où la politique extérieure de l'Etat n'est plus acceptée par la nation, quand bien même elle sert d'une manière évidente des intérêts nationaux. Ou bien l'Etat doit alors se renforcer et perdre jusqu'aux apparences de la démocratie (c'est ce qui a failli se produire en France pendant la guerre d'Algérie). Ou bien la nation prend parti pour l'ennemi et oblige l'Etat à renoncer à sa politique (c'est ce qui s'est passé aux Etats-Unis lors de la guerre du Vietnam). Dans les années à venir, ce facteur de décomposition des nations deviendra à coup sûr particulièrement puissant : le sentiment de solidarité cessera d'être national, les nations occidentales se divisant de plus en plus gravement sur les problèmes de politique extérieure.

7. *Technologies appropriées ou technologies sous-développées ?*, par A. Emmanuel (Presses Universitaires de France).

L'effet boomerang

Aujourd'hui, chaque pays veut à la fois réserver autant que possible son marché intérieur à sa production nationale (ou le reconquérir) et accroître ses exportations. Les politiques d'Etat sont donc radicalement contradictoires. Or, l'arrêt de la croissance a fait apparaître un mécanisme nouveau, né de l'interdépendance des économies capitalistes. Ce mécanisme pourrait être qualifié d'effet boomerang : les difficultés que peut créer, hors de ses frontières, un pays particulièrement bien armé pour affronter la concurrence internationale, finissent tôt ou tard par se répercuter chez lui, sur son économie et sur sa société. En d'autres termes, le pays qui, se trouvant en position dominante, privilégie ses seuls intérêts au détriment de ses partenaires commerciaux, compromet à terme les intérêts qu'il croyait défendre. La « *real politik* », qui est celle de tous les gouvernements, est aussi celle qui conduit le plus sûrement au déclin des grandes puissances.

Par exemple, tous les pays capitalistes industrialisés connaissent une inflation plus ou moins forte, la plupart d'entre eux tentent de la juguler par une politique monétariste, qui les amène à freiner la progression des salaires et revenus. Dans le même temps, tous sont affectés par le chômage, qu'ils espèrent voir résorbé par une relance des activités productives et par une reprise des investissements. Mais leur marché intérieur étant stabilisé par les limites posées à la rémunération du travail, donc à la consommation (ou par d'autres mesures limitatives : encadrement du crédit, diminution des dépenses sociales de l'Etat pour réduire la pression fiscale sur les entreprises, etc.), les activités productives ne peuvent se développer qu'à l'exportation. Si un pays exporte davantage, il exporte ses difficultés : les autres pays verront leur chômage augmenter, leur balance commerciale se dégrader et leur monnaie se déprécier. Ou bien cette dépréciation relance leurs propres exportations. Ou bien le débouché qu'ils constituent pour l'heureux concurrent se restreint : leur capacité à importer ou à payer ce qu'ils importent diminue. Dans les deux cas, le pays qui a tiré avantage de la compétition internationale déclenche un processus récessionniste, qui provoque, soit une inversion des flux commerciaux, soit une contraction de son commerce extérieur, entraînant dans les deux cas

une réduction de sa propre production, une « crise » d'autant plus grave que ses entreprises auront investi à la faveur d'une amélioration apparente de la conjoncture.

A quoi il faut ajouter que la prospérité d'un pays industrialisé dépend de ses investissements à l'étranger pour une part parfois très importante (Suisse, R.F.A., etc.). Exporter ses difficultés revient en ce cas à en créer à ses propres entreprises. Mais cela peut être aussi, il est vrai, le moyen de s'assurer à meilleur compte le contrôle des économies étrangères, ainsi que Jean-Jacques Servan-Schreiber le recommande au capital japonais (voir annexe I) : ce dernier ne doit pas hésiter, dans l'intérêt du monde capitaliste, à mettre à genoux les autres économies occidentales, à la condition d'investir dans les secteurs en déconfiture pour les moderniser. Cette stratégie impérialiste suppose cependant que l'investissement visant à la modernisation des équipements entraîne *ipso facto* une croissance de la production. Or, l'investissement ne pouvant que réduire l'emploi et le marché solvable (comme on le verra au chapitre suivant), l'arrêt de la croissance se transformera en récession. L'offensive du capital japonais risque donc de se terminer en débâcle générale.

L'effet boomerang correspond, en période de stagnation, à l'effet d'entraînement que pouvait avoir, en période de croissance, la progression économique d'un pays sur celle de ses partenaires commerciaux (ou, plutôt, sur celle de certains de ses partenaires, car beaucoup d'entre eux pouvaient aussi en pâtir). Désormais, par sa politique nationale, chaque pays peut aggraver la situation d'ensemble du monde capitaliste, puis la sienne propre qui en dépend. C'est ce que font depuis plusieurs années les Etats-Unis.

Mais les gouvernements ne peuvent pas faire l'impasse sur le présent. Et d'autant moins qu'ils sont démocratiques, c'est-à-dire jugés sur leurs actions présentes, par des électeurs dont les préoccupations sont elles-mêmes aussi limitées dans le temps qu'elles le sont dans l'espace. Confrontés à des problèmes mondiaux qu'ils ne peuvent tenter de résoudre qu'à une échelle nationale, ils optent pour les solutions qui leur semblent de nature à satisfaire dans l'immédiat des intérêts étroits, ceux de la base sociale sur laquelle ils s'appuient, quitte à sacrifier l'avenir et le reste du monde.

Il existe désormais une contradiction extrêmement inquiétante entre gestion à court terme et politique à long terme. Sans doute ne date-t-elle pas d'aujourd'hui. L'Etat et le Capital

n'ont jamais tenu compte des conséquences négatives, à long et très long terme, de leur politique expansionniste. Mais ce qui pouvait être attribué jadis à de l'insouciance correspond désormais à d'impératives nécessités. Et l'avenir compromis est de plus en plus proche.

Une étude approfondie et exhaustive des conséquences de l'intégration économique nécessiterait plusieurs ouvrages. Parmi ces conséquences, une encore doit être ici mentionnée : l'inadéquation de nos schémas politiques à la réalité contemporaine. Tous ces schémas ont été élaborés à une époque où l'industrialisation fit naître, dans la société occidentale, l'espoir d'une progression économique continue, qui elle-même assurerait un croissant bien-être social. Aucun n'est adapté à la gestion d'un monde irrémédiablement déséquilibré, constitué de nations interdépendantes et profondément divisées par des contradictions d'intérêts. Tous présupposent l'existence de pouvoirs, les formations qui se réclament du socialisme s'obstinant à tenir pour responsables ceux qui ne sont que *bénéficiaires* du système qu'elles critiquent. Aucun n'envisage l'éventualité d'une évolution non maîtrisée, encore moins celle d'une évolution régressive. Tous admettent pour postulat que l'homme est maître de son destin, alors qu'il ne l'est plus. Car s'il demeure le sujet de l'Histoire, il n'en est plus l'auteur.

C'est là une illustration du conte de l'apprenti sorcier. La volonté de puissance et la soif de richesse ont amené quelques hommes, quelques sociétés, à utiliser l'Outil, qui pouvait avoir une tout autre fonction, comme moyen d'assouvir cette double ambition contre d'autres hommes, contre d'autres sociétés. Jusqu'au jour où la compétition entre eux pour toujours plus de richesse et plus de pouvoir a, en fait, libéré l'Outil, qui désormais poursuit cette œuvre insane. C'est lui qui maintenant fait l'histoire. Et l'évolution technique est devenue une fatalité.

6

Le travail et l'outil

Parmi tous les problèmes sociaux que suscite aujourd'hui l'évolution technico-économique, le chômage est perçu comme étant le plus grave. Dans *Le Défi mondial*, J.-J. Servan-Schreiber nous rassure. Il met cette déclaration dans la bouche du directeur d'une société japonaise spécialisée en télématique : « Dans le domaine considérable de toutes les activités industrielles qui vont être sans exception toutes informatisées, dans ce domaine du « logiciel » qui devra nourrir les microprocesseurs et les robots, si nous embauchons les cinq milliards d'habitants de la planète, il y aurait encore manque de personnel. » La nécessité d'engager des extra-terrestres serait également ressentie par « les scientifiques, les industriels, les universitaires qui ont assimilé ce que représente la révolution des microprocesseurs ». Ces derniers vont donc assurer partout le plein emploi.

Cette opinion se fonde sur deux considérations. D'une part, l'adoption des nouveaux progrès technologiques n'a pas créé au Japon de chômage, J.-J. S.-S. en concluant : « règle absolue, règle pour tous » (p. 263). D'autre part, le développement de l'informatique (à l'usine, au bureau, au foyer) va susciter de nouveaux besoins justifiant de nouvelles activités créatrices d'emplois.

S'agissant de la relation entre progrès technique et emploi,

mieux vaut se reporter à un ouvrage qu'il cite dans sa bibliographie, plutôt que de s'en tenir à ce qu'il dit lui-même, car ses informations sur le Japon sont très insuffisantes (le chômage et le sous-emploi y existent)¹, et aussi parce qu'il oublie que ce pays a pris une place de plus en plus importante sur un marché mondial globalement stable, de sorte que ses succès avaient pour contrepartie la montée du chômage dans les autres pays capitalistes industrialisés. Cet ouvrage est celui qu'a récemment publié Alfred Sauvy (*La machine et le chômage*)² et qui a bénéficié, au moins en France, d'un écho assez exceptionnel pour un livre d'économie, probablement parce qu'il apportait quelques arguments aux thèses optimistes qui confortent l'ordre établi.

Ainsi que l'exige la démarche qui passe pour scientifique, Alfred Sauvy a utilisé les statistiques de la France et des autres pays capitalistes industrialisés pour scruter le passé. Il a comparé, suivant les époques et donc en tenant compte des progrès techniques qui se sont succédés dans le temps, la productivité du travail, le nombre d'emplois et la durée du travail. Il est arrivé à cette conclusion que le progrès a toujours favorisé l'emploi, contrairement à ce que croit le grand public et à ce que prétendent quelques économistes aveugles aux enseignements de l'histoire économique. Bien sûr, il s'interdit d'en tirer la moindre théorie, sans toutefois résister à la tentation d'en proposer une (sur le « déversement »), ainsi que quelques suggestions qui n'auraient guère de valeur si elles ne procédaient d'une vision théorique du problème à résoudre. Il reconnaît néanmoins que ce problème de l'emploi est désormais difficile à traiter, compte tenu du contexte socio-politique. Manifestement, il regrette que ne puisse être menée une politique plus authentiquement libérale (surtout en matière de licenciement), afin que le Travail, qui n'est que le « passif » de l'activité économique, assure la régulation harmonieuse de celle-ci. Ce sont donc, en définitive, les conquêtes sociales qui créent un contexte défavorable à l'emploi, point de vue que Jacques Rueff, longtemps chef de file de l'école libérale française, ne cessa de défendre avec d'excellents arguments. Bien qu'Alfred Sauvy affirme son souci de réintroduire les hommes dans la science

économique, il ne peut les y maintenir que dans la mesure où ils ne gênent pas la gestion des choses. Son humanisme se heurte à la réalité, une réalité dans laquelle d'autres économistes, plus clairement libéraux, mais non moins humanistes, ont réintroduit récemment le seul homme sans lequel la science économique n'aurait semble-t-il point d'objet : l'entrepreneur. Quant aux autres spécimens de l'espèce, il est clair qu'ils doivent se soumettre aux lois auxquelles la machine économique elle-même obéit, puisqu'à les enfreindre ils détraquent la machine. Si donc cette dernière n'a pas besoin d'eux pendant un certain temps...

Comme beaucoup d'analyses basées sur les statistiques, celle d'Alfred Sauvy n'a guère de signification. D'abord, parce qu'elle porte sur un champ d'observation trop limité : l'économie des pays capitalistes industrialisés. Une fois de plus, l'unicité du monde capitaliste est perdue de vue. D'autre part, les statistiques n'expliquent rien et ne peuvent donc rien prouver. Alfred Sauvy a négligé les conditions historiques de l'évolution passée. Il n'a pas pris en compte une donnée essentielle : l'extension du champ d'action du Capital, au plan interne (ou social) et au plan international, une extension qui a accompagné celle du mode de production « intégré » et qui a nécessairement des limites.

L'auteur rappelle la révolte des canuts de Lyon, lorsqu'appareurent des métiers à tisser employant moins de main-d'œuvre (leur révolte ayant cependant d'autres causes). Ils avaient tort de se révolter, dit-il, puisque la mécanisation allait, non seulement créer des emplois en amont, mais réduire les coûts de production, élargir les débouchés, donc accroître la production et les emplois dans l'industrie textile. Ils avaient tort, en effet, car le marché était ouvert et allait s'ouvrir davantage. Mais si Lyon avait été un microcosme clos, leur révolte aurait été parfaitement justifiée. Or, le monde est clos. Qu'il s'agisse de tissus ou de tout autre produit, le marché à satisfaire a une double limite : la solvabilité des acheteurs et leur capacité à consommer.

Le marché solvable et ses limites

Dire que le Capital n'obéit qu'au critère financier du profit, c'est souligner qu'il produit bien plus de l'argent que des valeurs d'usage socialement utiles. Sans doute s'agit-il de biens et de

1. On trouvera des informations intéressantes sur le travail au Japon dans le livre de Kamata Satoshi : *Japon, l'envers du miracle*, livre préfacé par Francis Ginsbourger et publié aux Editions Maspero.

2. *La machine et le chômage*, par Alfred Sauvy (Dunod Editeur).

services qui doivent être vendus pour devenir de l'argent, de sorte qu'ils doivent correspondre à des besoins chez ceux qui les achètent. Mais qui sont ces acheteurs ? Et quels sont leurs besoins ?

Les acheteurs constituent l'immense majorité de la société des pays industrialisés (la minorité à l'échelle mondiale) qui a la chance d'être solvable, soit parce qu'elle est incorporée à l'appareil de production (qu'elle travaille ou qu'elle possède), soit parce qu'elle est associée au mode de gouvernement qu'implique le mode de production lui-même, soit enfin parce qu'elle est assistée par ceux qui produisent.

Au cours des dernières décennies, la fraction associée au mode de gouvernement à un titre quelconque (pour la gestion, la répression, la reproduction sociales, etc.) s'est considérablement étoffée, dans tous les pays, riches ou pauvres, capitalistes ou socialistes, ces derniers n'ayant pas le monopole de la bureaucratisation. Mais aujourd'hui, partout, l'on constate combien cette formation sociale est malsaine. Les prélèvements de l'Etat sur le produit national sont beaucoup trop élevés. Son fonctionnement, celui de ses innombrables institutions, pèsent anormalement sur les coûts de production. Et le déséquilibre de plus en plus fréquent de son budget entretient lui aussi fâcheusement l'inflation, car l'impasse budgétaire ne peut pas toujours être financée par l'emprunt, soit intérieur (comme jusqu'ici en France), soit extérieur (comme en R.F.A., où la moitié du déficit du budget fédéral a été financée en 1980 par l'Arabie saoudite). Sauf en France, où une expérience inverse est en cours, la tendance est alors partout la même : les gouvernements s'efforcent de réduire les dépenses publiques, de poser des limites au recrutement de fonctionnaires, d'abandonner au Capital certains services publics, de rendre aux initiatives de « la base » les activités sociales qui peuvent sans danger échapper au contrôle de l'Etat, etc. En Occident, ce désengagement de la puissance publique s'accompagne d'un discours de père de famille : les citoyens sont invités à devenir « responsables » et à ne plus tout attendre de l'Etat-providence.

Lorsque sera terminée l'expérience tentée par l'actuel gouvernement de la France, il faudra bien se rendre à l'évidence : la fraction de la population qui est solvable grâce à l'Etat et à la redistribution de revenus qu'il assure, loin de pouvoir augmenter, devra impérativement diminuer. La question qui se posera sera de savoir qui doit être sacrifié. La réponse n'est pas aisée. Celle qu'a apportée le président Reagan s'inscrit dans la

grande tradition libérale (les dépenses sociales sont réduites, tandis qu'augmentent prodigieusement celles du maintien de l'ordre, interne et surtout international). Ce n'est peut-être pas la meilleure réponse. Mais celle qu'apportera un gouvernement socialiste — s'il est encore en charge de la France — devra tenir compte de l'incidence qu'a la hiérarchie des revenus sur les orientations de la production.

Pour ce qui concerne la fraction de la population incorporée à l'appareil de production, elle a aussi régulièrement augmenté en nombre, au moins au rythme de la progression démographique. Sa répartition entre les activités productives a cependant beaucoup changé. Le paysannat a diminué d'une manière drastique (il diminuera encore en France, où il représente environ 8 % de la population active, contre moins de 3 % aux Etats-Unis) et le nombre des travailleurs de l'industrie n'augmente plus ou baisse selon les pays. C'est le secteur tertiaire et celui des services qui est devenu le principal pourvoyeur d'emplois, surtout si l'on y inclut les activités relevant de ce secteur qui sont encore exercées par l'Etat. De ces différentes tendances, il semble raisonnable de tirer la conclusion suivante : si les progrès dans les techniques de production, en améliorant la productivité du travail, réduisent les emplois dans les deux secteurs qui produisent des biens matériels (essentiellement agriculture et industrie), le chômage pourra être résorbé grâce au développement de nouvelles activités de services. Cette conclusion est erronée. L'accroissement des effectifs dans le tertiaire correspond à une évolution qui est d'ores et déjà terminée, alors que leur réduction dans les autres secteurs se poursuivra.

Il faut d'abord distinguer le progrès dans les techniques de production (qui améliore la productivité du travail, donc qui réduit les emplois à un stade donné du processus de production, sauf augmentation très rapide de la production elle-même) et le progrès-innovation, qui peut favoriser le démarrage de nouvelles activités productives, donc l'emploi, mais à certaines conditions.

Le progrès dans les techniques de production n'avait pas entraîné de chômage jusqu'à une époque récente, pour quatre raisons essentielles. Il a permis une amélioration de la productivité du travail, que les travailleurs organisés ont mise à profit pour obtenir des augmentations de salaires, de sorte que la consommation a pu croître et assurer des débouchés à une production croissante. Dans le même temps, en se substituant au mode de production « autonome », le mode de production

« intégré » a élargi le marché solvable en englobant de nouveaux travailleurs-consommateurs, par exemple les paysans qui se sont spécialisés dans la culture la plus rentable, puis qui se sont employés à accroître leurs rendements par recours à des biens et produits intermédiaires fournis par l'industrie. Toujours dans le même temps, un nombre considérable d'activités sociales et culturelles sont devenues marchandes, sources de profit et créatrices d'emplois (dans le domaine des sports, des loisirs, du tourisme, etc.). Il existe d'ailleurs très souvent une relation dialectique entre l'extension de la sphère capitaliste et l'apparition de nouveaux progrès, qu'il s'agisse de progrès techniques ou de progrès-innovations. Par exemple, l'individu acteur, sujet actif de son propre plaisir, devient spectateur, consommateur de distractions, avec la naissance et la prolifération des moyens techniques qui lui offrent des sons et des images. Soit dit en passant, si cette évolution est satisfaisante d'un point de vue économique, elle ne l'est guère au plan social et pas davantage au plan culturel.

Enfin, l'amélioration de la productivité du travail grâce à l'Outil (ou principalement grâce à lui) et l'extension de la sphère capitaliste au plan interne (ainsi qu'au plan international, comme on le verra plus loin) ont très naturellement bénéficié aux deux pouvoirs qui s'exercent sur la société, le Capital et l'Etat se renforçant en développant leur bureaucratie : les gestionnaires du pouvoir capitaliste et du pouvoir étatique ont proliféré. Mais si les premiers sont recrutés par les entreprises, donc dans la limite qu'autorisent les conditions générales de production, il n'en va pas de même des seconds. Les agents de la fonction publique, entretenus par prélèvements sur le travail réellement productif, ont pu augmenter en nombre aussi longtemps que chaque pays a pu s'en tenir à des normes de production nationales : la pression fiscale et la redistribution des revenus par l'Etat ne dépendaient guère que des rapports de forces sociales internes. Du jour où le Capital a mondialisé son champ d'action, la politique fiscale a dû tenir compte des normes de production imposées par la concurrence internationale. Pour que les activités productives demeurent compétitives, l'Etat doit s'interdire d'accroître par l'impôt les coûts de production. Il doit réduire la pression fiscale autant que le pays concurrent qui la réduira le plus. Le remodelage social qu'avait favorisé l'amélioration de la productivité du travail par l'Outil — et qui avait évité pour partie la montée du chômage — ne peut plus se poursuivre. Le contexte créé par la concurrence

oblige à une évolution sociale inverse et au « désengagement » de l'Etat.

L'extension du champ *interne* du Capital est aujourd'hui terminée dans les pays industrialisés : la production autonome a disparu. Toutes les activités productives qui pouvaient devenir marchandes le sont devenues. Tous les besoins individuels et collectifs sont satisfaits par le Capital (ou par l'Etat) puisque sa production est censée les satisfaire. Désormais, le progrès technique qui améliore la productivité du travail provoque le chômage, car il réduit, non pas encore la masse salariale globale, mais le nombre de travailleurs : la fraction de la population qui est solvable, grâce à sa fonction productive, tend à diminuer. Et il est évident que la robotique va puissamment accentuer cette tendance, que ne peuvent plus combattre les progrès-innovations.

En effet, les espoirs que font naître ceux-ci, en particulier les multiples applications de l'informatique, reposent sur une illusion. L'évolution économique et technique n'a jamais fait naître de nouveaux besoins. Elle a seulement permis de satisfaire autrement, par des produits et services nouveaux, des besoins individuels et collectifs qui demeurent pour l'essentiel les mêmes : besoin de se nourrir, de se vêtir, de se déplacer, de communiquer, etc. Dès lors que la totalité des besoins sont pris en charge par le Capital et par l'Etat, les biens et services qui sont produits pour les satisfaire peuvent changer, s'élaborer davantage, se perfectionner, mais leur production ne fait que se substituer à une production existante. Il n'y a pas création d'activité, mais transformation d'une activité productive. Il est vrai que cette transformation peut favoriser l'emploi, par exemple lorsqu'un bien nouveau, produit massivement, modifie l'intensité du besoin pour le rendre impérieux, élémentaire. Ainsi le besoin de se déplacer est-il devenu besoin d'automobile, moyen de transport qui mérite bien des critiques, mais dont il ne peut être question de limiter la production et l'usage, puisqu'il donne du travail à plus de 10 % de la population active dans les pays qui en produisent³. Mais ce type d'évolution du « besoin » ne peut être ni illimitée ni généralisée à toutes les productions.

3. A noter qu'Alfred Sauvy s'est toujours élevé contre l'usage abusif de ce moyen de transport individuel. Mais il ne peut plus le condamner dans son hymne à la gloire de la machine, puisque sa disparition infirmerait sa thèse.

En effet, ce n'est pas seulement, comme le dit Aurelio Peccei, parce que la terre est une planète aux dimensions finies, qu'une croissance économique indéfinie est impossible. C'est aussi parce que l'homme est lui-même un être fini. Sa capacité à consommer a des limites, très particulièrement des limites temporelles. Il peut accumuler de plus en plus de biens, à la condition que ceux-ci ne soient pas périssables, mais il ne peut pas en consommer de plus en plus, de même qu'il ne peut pas consommer de plus en plus de services. De ce point de vue, l'informatique dans la vie quotidienne et au foyer risque fort de se transformer en gadget, comme la calculatrice de poche pour laquelle la firme américaine Texas Instrument a créé des jeux de société. L'individu lira sur un écran ce qu'il aurait cherché dans un annuaire. Il jouera avec son ordinateur, au lieu de se livrer à d'autres distractions nécessitant d'autres objets. Enfin, relié à des banques de données internationales, il disposera de beaucoup plus d'informations qu'il ne pourra en assimiler. En cela, le nouveau progrès sera un peu semblable à celui de l'automobile, dont la vitesse augmente au-delà de celle qui est autorisée et même praticable sur la route.

Quoiqu'il en soit, l'informatique va modifier la manière de satisfaire les besoins, mais en supprimant beaucoup d'emplois, en particulier dans le tertiaire. L'affirmation selon laquelle l'humanité n'est pas assez nombreuse pour assurer l'informatisation de la production et de la société relève du verbiage publicitaire.

Mais revenons à Alfred Sauvy. S'il n'a pas pris en compte l'extension de la sphère capitaliste dans l'ensemble des pays capitalistes industrialisés, il s'est encore moins attaché aux conséquences de l'extension géographique du champ d'action du Capital. Jusqu'ici « la machine » n'avait pas créé de chômage structurel à l'intérieur de ces pays, mais elle en créait à l'extérieur : dans le tiers monde.

On sait que les pays capitalistes industrialisés ont introduit leurs normes techniques et financières de production dans le tiers monde, à la fois par le biais des échanges et par celui de l'aide. Ils y ont d'abord rendu non viables quantité d'activités productives techniquement envisageables, mais non concurrentielles : le chômage y est apparu ou a progressé. Mais la décolonisation avait surtout eu pour résultat d'ouvrir les colonies aux capitaux de toute origine, les investissements n'étant plus contrôlés par une métropole. En vue de profits immédiats et sous la bannière de l'aide au développement, les pays capitalistes

industrialisés ont décentré vers le tiers monde un certain nombre d'activités productives dont ils détenaient jusque-là le monopole, notamment des industries de main-d'œuvre, activités qui contribuèrent à détruire le mode de production autonome et le tissu social traditionnel, mais non à résorber le chômage, bien au contraire. Puis l'effort d'équipement a porté sur des moyens de production de plus en plus capitalistes, si bien que le chômage n'a cessé d'augmenter et que ces pays n'ont cessé de s'endetter.

Du moins, pendant les deux dernières décennies, l'extension du champ du Capital dans le tiers monde, associée à celle de son champ social ou interne (qui aboutissait à la « société de consommation »), a-t-elle favorisé une progression économique rapide et le plein emploi dans les pays industrialisés. Bien plus : ceux-ci durent importer de la main-d'œuvre du tiers monde, où elle était d'autant plus disponible que les industries y créaient plus de chômeurs que d'emplois. On assista alors à deux flux inverses de population : tandis que des cadres et des travailleurs hautement qualifiés s'en allèrent assister les pays sous-développés, ceux-ci déversèrent une partie de leur force de travail inemployée dans les pays capitalistes industrialisés, où ressources naturelles et « ressources humaines » se trouvaient donc harmonieusement réunies.

Hélas ! cette période d'euphorie a été finalement de courte durée. Il faut maintenant renvoyer chez eux les travailleurs immigrés (en espérant que les millions d'Européens qui travaillent là-bas ne subiront pas un sort analogue). Mais cela ne suffira pas à éliminer le chômage. L'appareil de production des pays capitalistes industrialisés, conçu pour vendre des biens de production, des biens de consommation et des services dans le monde entier, voit ses débouchés diminuer constamment. De plus, l'âpreté de la concurrence oblige les entreprises à réaliser des gains de productivité, qu'elles obtiennent grâce à des investissements réducteurs d'emplois : le chômage réduit le marché solvable interne. Ainsi, à une période d'extension de la sphère capitaliste, succède une période de contraction, le système érodant sa base sociale.

Depuis longtemps déjà la machine créait des chômeurs. Le phénomène nouveau est qu'elle en crée dans les pays industrialisés eux-mêmes.

Les recettes contre le chômage

Devant la montée du chômage, la réaction la plus générale est de chercher comment créer des emplois. Elle est aussi logique que stupide. Parce qu'il est indispensable à la survie individuelle, le travail devient un objectif social indépendant de l'utilité de la production qu'il assure ! Il serait une fin en soi. Lui qui fut pendant des siècles présenté comme une dure nécessité imposée aux hommes, seule l'élite socio-politique en étant dispensée (l'aristocrate, puis le rentier de la société bourgeoise), voilà qu'il est aujourd'hui perçu comme un « droit » pour tous !

Pour que soit respecté ce droit au travail, certains cherchent à susciter de nouveaux besoins ou des produits nouveaux. C'est ainsi que les Français furent exhortés à faire preuve d'imagination par leur économiste-maison, Raymond Barre pensant apparemment trouver dans une civilisation du scoubidou une occasion de créer ces « emplois sains et durables » qu'il a si souvent évoqués. Mais quels emplois sont-ils sûrement durables, dans le cadre d'une économie dynamique ? Et qu'est-ce donc qu'un emploi sain, dans le cadre d'un système qui l'est si peu ?

Le comportement des travailleurs est d'ailleurs plein d'enseignements. Hier, leur vie était insupportable à cause de l'usine. Aujourd'hui, la vie n'est plus possible parce que l'usine ferme. Ils protestent et exigent la réouverture de leur usine. Et peu importe ce que produit l'usine ! Il est vrai que, vivant au jour le jour, ils ont bien des excuses à ne considérer que leur intérêt immédiat. Mais il est grave que les partis et les syndicats qui les encadrent les encouragent à ne pas voir plus loin que la défense de l'emploi.

A cet égard, les prises de position du P.C.F. et de la C.G.T. méritent une mention particulière. Elles dénotent en effet un nationalisme grand teint, doublé d'une étrange méconnaissance des avantages que retirent les travailleurs français de l'impérialisme de leur pays. Par exemple, pour la C.G.T., les armateurs français doivent faire réparer leurs navires dans les chantiers français. Ou les marchandises françaises ne doivent circuler que sous pavillon français. D'une façon générale, le P.C.F. et la C.G.T. sont de fervents partisans de la politique dite de reconquête du marché intérieur : « produire en France », « consommer français »...

Pour que la France parvienne à concentrer chez elle toutes

les activités productives que nécessite sa consommation interne, en faisant refluer les produits étrangers concurrents, il faut, dans le contexte actuel, que ces activités soient compétitives à l'échelle mondiale. En ce cas, la France peut, non seulement satisfaire sa demande intérieure, mais inonder le monde de ses produits. Elle se trouverait à une place analogue à celle qu'occupe aujourd'hui le Japon, ses succès étant remportés au détriment des autres pays. Mais nous demeurons dans la logique du système capitaliste. Il faut payer le prix du combat à livrer, accepter en particulier des conditions de travail semblables à celles du Japon, voire de Singapour ou de la Corée du Sud. Ce n'est évidemment pas la C.G.T. ou le P.C.F. qui songerait à proposer de tels sacrifices aux travailleurs. Ne reste donc qu'une possibilité : protéger le marché intérieur pour le réserver à la production nationale... qui est d'ailleurs souvent assurée par le capital étranger ou sous contrôle technologique étranger. Que la protection soit d'ordre douanier ou réglementaire, elle entraînera des représailles. Il s'ensuivra une contraction des échanges internationaux, qui provoquera l'affaiblissement de la construction technico-économique mondiale, donc celui de l'économie française.

Et c'est bien là la question : qu'advierait-il si tous les pays, animés d'un même nationalisme économique, menaient dans le cadre du système actuel la politique protectionniste que préconisent la C.G.T. et le P.C.F. ? La France serait en voie de rapide sous-développement. Et que dire des Belges, des Hollandais ou des Suisses ? Ils seraient beaucoup plus pauvres que les Voltaïques, s'ils devaient, comme ces derniers, vivre sur leurs seules ressources, grâce aux seules activités productives envisageables à l'intérieur de leurs frontières. Or, c'est bien la situation dans laquelle ils se trouveraient, si tous les pays, y compris ceux du tiers monde, parvenaient à reconquérir leur marché intérieur. On peut d'ailleurs ajouter que c'est la situation dans laquelle ils se trouveront, lorsque la crise sera arrivée à son terme. Espérons qu'ils auront, entre temps, transformé leur mode de production (leur système de pouvoir, leur organisation sociale, leur législation sur la propriété...) et imaginé de nouvelles conditions d'échange avec le monde extérieur, en particulier avec les Voltaïques et autre « sous-développés ».

Quand elles ne sont pas purement démagogiques, les recettes pour lutter contre le chômage que proposent les partis politiques sont d'une affligeante débilite. Leur critique serait trop longue. Deux observations seulement. D'une part, une entreprise ne

peut pas engager du personnel qui ne lui est pas indispensable et qu'elle aura du mal à licencier, à seule fin de bénéficier des quelques avantages provisoires qui lui sont consentis en pareil cas. D'autre part, une meilleure formation professionnelle, en particulier pour les jeunes et pour les femmes, peut tout au plus réduire le nombre des offres d'emploi non satisfaites, mais n'a évidemment aucune influence sur le nombre des emplois offerts. Or, les avantages provisoires à l'embauche et la formation professionnelle sont les deux principaux axes de la politique française de lutte contre le chômage depuis dix ans.

Pénétrés de la logique de l'évolution passée, certains économistes proposent de développer des activités sociales : aides ménagères, aux handicapés, aux vieillards, etc. En admettant qu'elle soit possible, financièrement et économiquement, la prise en charge de ces activités par le Capital, par l'État ou par des collectivités publiques, réduirait encore un peu plus l'autonomie des individus. De nouvelles relations marchandes et obligatoires se substitueraient à des relations volontaires et bénévoles — ou suppléeraient à l'absence de celles-ci au lieu de les susciter. En arrivera-t-on à ne plus pouvoir s'arrêter devant un paysage, sans trouver un agent appointé en charge d'expliquer ce qu'il faut voir et admirer ?

Créer des emplois pour résorber le chômage n'est ni acceptable ni d'ailleurs possible, car leur coût finira toujours par s'imputer sur le niveau de vie national. Le dissimuler n'est pas une meilleure solution. Comme ils ne peuvent employer la méthode utilisée dans les pays de l'Est, où les travailleurs en surnombre restent dans leur entreprise (et où la productivité apparente du travail est de ce fait très basse), les gouvernements occidentaux en utilisent d'autres. Ils allongent en particulier la durée de la scolarité. Même les thuriféraires du système d'enseignement sans argument, lorsqu'il faut expliquer pourquoi des adolescents qui sont, eux, réfractaires à ce système, doivent s'ennuyer sur les bancs d'un C.E.S. jusqu'au jour où ils seront en âge de pointer au chômage.

Aujourd'hui, en France, l'idée prévaut qu'il faut essayer de mieux répartir les emplois existants. On encourage les départs anticipés à la retraite et on négocie la réduction du temps de travail. Quelle sera l'importance des prélèvements à effectuer sur les salaires et revenus, pour faire face à l'augmentation du nombre des retraités, qui déjà s'accroît par suite de la stagnation de la démographie et du vieillissement de la population ? Quelle incidence auront-ils sur le niveau de vie de la population

active, sur son pouvoir d'achat, donc sur le volume et la nature de la production ? On ne peut négliger l'exemple de la Belgique où les travailleurs étaient particulièrement bien protégés, mais où l'ensemble des services qui y assurent le progrès social sont aujourd'hui en faillite. La Belgique illustre aussi le danger que peut présenter la réduction du temps de travail, puisque celui-ci était limité à 35 heures par semaine et que le taux de chômage y est un des plus élevés du monde occidental.

La revendication des 35 heures ne pourrait être satisfaite que si tous les pays industrialisés en compétition se mettaient d'accord pour la satisfaire, en tenant compte de ce que sont aujourd'hui leurs conditions générales de production. Un tel accord paraît plus qu'improbable. Si en France la réduction de la durée du travail ne s'accompagne pas de celle des salaires, elle compromettrait la compétitivité internationale des entreprises, donc les emplois que celles-ci assurent. Une baisse des salaires ne pourrait être évitée qu'au prix d'une notable augmentation de la productivité du travail (point de vue défendu par le patronat, et que les syndicats de travailleurs commencent à admettre). Malheureusement, sauf le cas où l'amélioration de la productivité du travail peut être obtenue par une meilleure utilisation des équipements (travail en continu, accélération des cadences, etc.), elle l'est par recours à des progrès techniques qui réduisent les emplois, de sorte que les travailleurs seraient moins nombreux à bénéficier de la mesure. Enfin, si le salaire est réduit en même temps que la durée du travail (ce qui correspond bien à ce « partage du travail » dont on parle tant), la baisse générale du niveau de vie des salariés aura une incidence sur la production : la consommation portera davantage sur des produits peu chers, mais qui ne sont pas chers parce qu'ils nécessitent peu de « travail-vivant ». De cette manière encore l'emploi serait compromis.

Dans une économie qui n'est plus en expansion, le partage du travail est un projet tout à fait irréaliste. L'apparition du robot ne peut dès lors avoir que des conséquences sociales dramatiques.

Le robot et la société

Ceux qui attendent de la robotisation de la production une société post-industrielle, délivrée du travail pénible et matériel-

lement comblée, oublient que le robot travaillera dans un contexte concurrentiel. L'entreprise qui l'adopte par nécessité, c'est-à-dire pour demeurer compétitive, améliore ses coûts de production et peut réduire ses prix de vente, à la fois parce que ses charges salariales deviennent très faibles et que sa production augmente (économies d'échelle) en se substituant à celle des entreprises non robotisées. Il est possible qu'elle puisse assurer une haute rémunération aux rares travailleurs qu'elle emploie. Mais la masse salariale qu'elle est en mesure de verser n'en est pas moins limitée. Et elle est nécessairement très inférieure à celle que versaient au total les entreprises qu'elle élimine, sauf accroissement considérable du volume de production qui n'est précisément pas envisageable. Si cette masse salariale était répartie en un plus grand nombre de travailleurs, qui verraient leur temps de travail réduit, le salaire individuel serait beaucoup trop faible, alors que l'informatisation de la société présuppose une augmentation notable du pouvoir d'achat. De plus, les charges sociales, qui représentent de 40 à 60 % du salaire selon les pays, rendraient encore plus difficile un tel partage du travail.

En devenant de plus en plus capitalistique, le mode de production n'assurerait déjà plus la reproduction de toutes les sociétés qui l'adoptaient, mais seulement celle des sociétés qui concentraient chez elles le plus grand nombre d'activités productives, à savoir nos sociétés prétendues développées. Comment le robot pourra-t-il se rentabiliser, si par sa faute la fraction sociale reproduite par le mode de production diminue encore ?

Il va enfin considérablement accentuer un phénomène qu'on observe depuis plusieurs années déjà : les moyens de production, de plus en plus performants d'un point de vue technique, sont aussi de plus en plus difficiles à rentabiliser. Ils améliorent la productivité du travail, mais leur productivité financière est décroissante. La robotisation de la production risque donc fort de tourner à la banqueroute.

Le robot, qui, techniquement, peut se reproduire lui-même, aura bien du mal à s'amortir financièrement, puisqu'il réduit le nombre des consommateurs en les condamnant au chômage. De son côté, l'Etat pourra de moins en moins créer des débouchés en distribuant des revenus. Car en se concentrant, les entreprises, de moins en moins nombreuses pour chaque type de production, s'implanteront de préférence dans les pays où la reproduction du capital sera facilitée par une faible pression fiscale. Ainsi le marché solvable a-t-il toutes les chances de se

réduire comme une peau de chagrin, l'assistance aux chômeurs devenant quant à elle de plus en plus problématique.

On peut néanmoins penser que la vague d'investissements imposés par la modernisation des appareils productifs évitera, dans un premier temps, une trop rapide montée du chômage. Mais l'écart va alors se creuser entre les bénéficiaires et les victimes du mode de production. Tandis que gonfleront la masse des crève-la-faim dans le tiers monde et celle des chômeurs dans les pays industrialisés, la minorité solvable à l'échelle mondiale verra ses besoins, de plus en plus élaborés, satisfaits par des produits et services de plus en plus sophistiqués. Va-t-elle pour autant être la base sociale assurant la stabilité du système ? Rien n'est moins sûr !

D'ores et déjà, les biens et services destinés à répondre aux besoins individuels et collectifs ont souvent une fâcheuse incidence sur la formation des individus, sur leur épanouissement (on sait par exemple l'effet nocif de la télévision sur la capacité des enfants à appréhender le réel), sur la qualité de la vie, sur l'environnement, enfin sur les rapports sociaux. Qu'il s'agisse de l'automobile, des appareils ménagers ou des moyens audiovisuels, tous ces progrès ont contribué à réduire ces rapports et parfois à les rendre plus agressifs : l'individu se replie sur lui-même ou au sein d'un groupe social étroit et trop homogène, dans un cadre qui s'organise pour être isolé du monde réel. La télématique ne peut qu'accentuer cette tendance au repliement, à l'émiettement de la société, à la disparition de véritables relations interpersonnelles... Bref ! Le rapport à autrui sera de plus en plus gravement médiatisé par la machine.

Cette évolution, dommageable pour les individus comme pour la société, ne peut se poursuivre sans devenir intolérable. Il suffit pour s'en convaincre de voir combien se généralisent les réactions individuelles en vue de recréer une certaine « convivialité ». Il se pourrait que la construction technico-économique soit un jour prochain contestée, non seulement par ceux qui sont exclus de la consommation, dans laquelle chacun cherche aujourd'hui une reconnaissance sociale, mais par ceux qui refuseront le genre de vie imposé par le type de consommation.

Or, cette construction devient aussi de plus en plus vulnérable. Reliés au monde extérieur par une quantité de media, les individus forment une société éclatée, dont l'existence et l'organisation active dépendent de centres de plus en plus puissants et de moins en moins nombreux. Avec les applications de la télématique, ils vont dépendre de ces centres, non plus seule-

ment en tant que consommateurs, mais aussi parfois en tant que producteurs travaillant sous les ordres d'un terminal d'ordinateur. Que les centres s'arrêtent de fonctionner, et c'est la société entière qui se désorganise. Ce n'est donc pas la seule centrale nucléaire qui nous condamne à l'État policier. C'est le système technicien que l'évolution du mode de production ne cesse de rendre plus complexe et plus vulnérable au « sabotage ». Et c'est aussi l'évolution sociale. Incapable d'enrayer la montée du chômage, l'État ne pourra faire face à ce chancre qui ronge le corps social qu'en combattant ses effets. Il est donc certain que dans tous les pays occidentaux, derrière les institutions qui permettent le jeu d'une démocratie formelle, s'instaurera peu à peu ce que Ingmar Granstedt appelle excellemment un « fascisme d'impuissance ».

Soit dit en passant, toutes les forces politiques seront également responsables de ce pourrissement de la démocratie. Aucune n'ose en effet voir la vérité en face et, encore moins, la dire. Ceux qui détiennent le pouvoir affichent leur confiance dans l'avenir pour conserver celle des gouvernés. Ceux qui le briguent ne pourraient se présenter comme une alternative s'ils s'avouaient incapables de faire mieux.

Mais jusqu'à quand la société elle-même supportera-t-elle un discours démenti par la réalité qu'elle vit ?

Auto-asphyxie du mode de production

Un mode de production qui exige de plus en plus de capitaux, des débouchés de plus en plus larges pour amortir les investissements, mais de moins en moins de travailleurs (ou de « travail-vivant »), tend inexorablement à s'auto-asphyxier, dès lors que l'organisation socio-politique, à l'échelle de chaque pays et à celle du monde, interdit l'extension du marché solvable par répartition d'un pouvoir d'achat à cette double échelle, pouvoir d'achat qui serait donc indépendant du travail et fonction seulement des débouchés à assurer à la production. Les capacités productives augmentent et se concentrent, pour répondre aux besoins d'une minorité qui diminue.

1.) Relativement unifié au plan économique, le monde capitaliste est politiquement divisé en États-nations. Le système des paiements internationaux est adapté à cette division politique : chaque État est maître de la gestion de sa monnaie nationale.

Dans le tiers monde non producteur de pétrole, les minorités privilégiées (dirigeantes et/ou possédantes) sont riches et s'enrichissent, sans pour autant constituer un débouché pour les pays industrialisés, puisque les États, eux, sont insolvable. Ces derniers ne peuvent accroître leurs avoirs en devises, puisque les pays industrialisés, affectés par l'arrêt de la croissance, ne

peuvent eux-mêmes augmenter leurs importations de matières premières et de produits agricoles, *a fortiori* celles de biens élaborés concurrents de ceux qu'ils produisent. Enfin, la détérioration des termes de l'échange, que les progrès techniques ne cessent d'aggraver, limite la possibilité d'échanger, en réduisant la valeur résiduelle des exportations du tiers monde, jusqu'à l'annuler presque complètement (ce que ferait le robot).

Ainsi se ferme ce débouché qu'a représenté l'essentiel du tiers monde (en particulier pour des équipements pendant les deux dernières décennies), alors que l'appareil de production des pays industrialisés exigerait l'ouverture de nouveaux débouchés, au moins pour éviter que la concentration des capacités productives ne se fasse au détriment de certains d'entre eux.

2.) Le tiers monde producteur de pétrole demeure encore un débouché, surtout pour les armements dont la rapide obsolescence entraîne le constant renouvellement, ainsi que pour des services, souvent imposés par les transferts de technologies, mais pour des biens de production et de consommation de moins en moins nombreux. En revanche, il peut devenir un sérieux concurrent, que ce soit dans le domaine de la pétrochimie (les installations du Golfe arabo-persique, comme celles d'Iran aujourd'hui en veilleuse, ont été conçues pour l'exportation) ou que ce soit dans le vaste domaine des productions énergivores.

Enfin le tassement du prix du pétrole ou la réduction des livraisons, par suite de l'arrêt de la croissance et des économies d'énergie dans les pays consommateurs, va mettre en difficulté les économies satellisées des pays pétroliers. La richesse de ces derniers est toute relative. Avant le second « choc pétrolier », ils étaient redevenus emprunteurs nets sur les marchés financiers internationaux. Aujourd'hui, la situation financière de pays comme l'Indonésie, l'Algérie, le Nigeria ou le Mexique, prouve que le pétrole n'est pas une assurance contre l'insolvabilité.

3.) Au sein du monde industrialisé, dont les débouchés extérieurs sont de plus en plus problématiques, la concurrence s'exacerbe. Elle accélère l'évolution technique et la concentration des capitaux. De moins en moins nombreuses pour assurer chaque type de production, les entreprises se localiseront dans les pays les plus favorables, de sorte que tous les pays ne pourront probablement pas moderniser leur appareil de production dans les mêmes conditions ou les mêmes proportions. Une

nouvelle division du travail va alors s'effectuer entre eux. Elle risque de poser de graves problèmes financiers et monétaires, à moins que les firmes ne redéployent leurs activités en assurant une répartition géographique des centres de production pour que les flux commerciaux puissent s'équilibrer en valeur. Par exemple, une marque automobile produisant deux à trois millions de véhicules par an (c'est le nouveau seuil de rentabilité et c'est aussi plus que le marché français) devra implanter une usine spécialisée dans chaque pays européen.

En outre, on se trouvera peut-être confronté au problème que pose aujourd'hui le tiers monde : les pays qui devront importer une part trop importante de ce qui leur est nécessaire pour produire (par exemple des robots) verront diminuer la valeur résiduelle de leurs exportations, donc leur capacité à importer. Le monde industrialisé peut donc se diviser en pays inégalement développés, certains cessant d'être un marché solvable pour les plus « avancés » d'entre eux.

4.) Enfin, ce marché se restreindra à mesure qu'augmentera le chômage, puisque celui-ci pourra de moins en moins être indemnisé. Reste à savoir quels effets auront les nouvelles technologies sur les secteurs ou branches qui ne peuvent les adopter. Car toutes les productions ne peuvent être robotisées, notamment la plupart des productions agricoles. Il est probable que l'évolution des prix relatifs, qui a été très défavorable à l'agriculture européenne depuis une vingtaine d'années, avec une baisse du revenu agricole depuis l'arrêt de la croissance, provoquera l'élimination d'un grand nombre d'agriculteurs et peut-être le déport vers le tiers monde de certaines productions agricoles. En ce cas, une légère amélioration des possibilités d'échange avec ce dernier serait compensée par une réduction du marché solvable interne. Et que sera ce marché, si la nécessité de réduire les coûts de production limite la pression fiscale et, par voie de conséquence, les emplois rémunérés par l'Etat ?

5.) On peut encore s'interroger sur l'avenir des politiques d'armement qui, dans de nombreux pays industrialisés, contribuent à entretenir l'activité économique et à maintenir l'emploi. Même en tenant compte des puissants intérêts que servent ces politiques, il semble difficile que les États puissent les mener durablement, comme jusqu'ici en U.R.S.S., si leur P.I.B. diminue sérieusement. D'autant qu'elles entraînent une réduction de la consommation des ménages (celle des plus pauvres aux États-

Unis), à un moment où la mise en œuvre des nouvelles technologies exigerait une évolution inverse. Aussi militarisée que soit la société, il ne sera peut-être pas aisé de la réduire à la misère, sous prétexte de préserver l'ordre international qui conditionne sa prospérité.

A cet égard, la politique du président Reagan est exemplaire. Imposant aux Etats-Unis un effort d'armement considérable, il se résigne à accepter un déficit record du budget fédéral, que des coupes sombres dans les dépenses sociales ne peuvent suffisamment alléger. Le Trésor se trouve alors obligé d'emprunter sur le marché financier. Ses emprunts provoquent une hausse des taux d'intérêt, qui attirent les capitaux internationaux et maintiennent le cours du dollar au plus haut, mais qui étranglent l'économie américaine tout autant que les économies européennes. Pourtant, les véritables difficultés économiques et sociales n'apparaîtront que demain : lorsque la récession s'accélérera avec l'abandon progressif des projets militaires.

Pour l'heure, l'auto-asphyxie du mode de production ne se traduit encore, au plan économique, que par une stagnation des activités. Une stagnation en moyenne générale, car une faible croissance dans un pays peut être compensée par une légère récession ailleurs. Et elle n'affecte pas toutes les activités, certains secteurs ou branches étant en expansion, tandis que d'autres s'affaiblissent. Mais, derrière cette apparente stagnation générale, la récession est déjà amorcée. Elle est masquée par le maintien des flux d'exportation, d'une part vers le tiers monde insolvable, d'autre part vers les pays du bloc soviétique, dont le niveau d'endettement s'élève lui aussi dangereusement. Elle l'est donc à un prix très élevé. Outre que les crédits consentis et indéfiniment renouvelés pour permettre ces exportations entretiennent l'inflation qui sape les économies industrialisées (et l'on sait dans quelle situation se trouve le système bancaire occidental), des exportations non réglées, opérées à crédit avec des taux d'intérêts inférieurs au taux d'inflation, représentent un appauvrissement effectif, qui n'est parfois dissimulé que par l'inflation elle-même. Puis cet appauvrissement devient à son tour une cause de récession.

Divers facteurs, dont les effets sont cumulatifs, agissent ainsi dans le même sens : réduction des échanges internationaux, contraction des débouchés et du marché solvable, arrêt de l'accumulation, sous-emploi des capacités productives, récession, appauvrissement des pays capitalistes industrialisés dont la société se segmente...

Un autre mode de production est-il concevable ? Pour que l'économie obéisse à une autre logique que celle de l'accumulation — une accumulation qui conduit aujourd'hui le système à sa perte — il faudrait que s'établissent d'autres rapports sociaux et d'autres rapports entre sociétés. Ce préalable étant levé, il faudrait que chaque société adopte des normes de production en fonction de ses problèmes spécifiques (coût plus ou moins élevé de la reproduction sociale selon le mode de vie, volume inégal de la production nécessaire selon les milieux physiques, etc.), toutes les sociétés pouvant entreprendre des productions en commun et redresser, par l'échange, les inégalités résultant de la répartition des ressources dans le monde. Il n'y aurait plus de développement. Celui des forces productives ne tendrait plus qu'à améliorer les conditions de travail dans la limite posée par la force de travail à employer. Il ne favoriserait plus une accumulation capitaliste indéfinie, en vue de favoriser ce développement lui-même, indéfiniment.

Un mode de production moins capitaliste, avec une nouvelle répartition des activités productives à l'échelle mondiale, n'entraînerait certainement pas un appauvrissement général, bien au contraire. Car la caractéristique essentielle du système qui est en train de sombrer, aura beaucoup moins été de produire de plus en plus de richesse que de la drainer et de la concentrer. Bien qu'il soit impossible de le prouver, il est probable que les valeurs d'usage créées grâce à cette concentration des activités productives, ne sont pas supérieures à celles qui ne peuvent l'être là où ces capacités sont stérilisées par la concurrence, en particulier dans le tiers monde. De plus, ces valeurs, qui sont souvent socialement inutiles, voire nuisibles, sont produites à un coût réel qui se révélerait exorbitant, si étaient pris en compte les coûts indirects non calculés de la croissance (pollutions, réduction du capital agraire, etc.), son coût social (que la croissance des dépenses de santé ne reflète qu'en partie), le « travail fantôme » (par exemple le travail domestique non rémunéré), etc.

Produire autrement d'autres valeurs d'usage, dans un monde éclaté où chaque société redéfinit ses besoins en fonction de son milieu et de sa culture propres, c'est là aujourd'hui une simple vue de l'esprit. Mais cela peut aussi apparaître, demain, comme la seule politique de « sortie de crise ».

Les fractures

Du fait de leur interdépendance économique, toutes les nations ont en définitive contribué, sans s'en douter, parfois simplement en livrant des matières premières ou en accueillant une multinationale spécialisée dans la production de boissons gazeuses, à l'envoi d'un homme sur la lune, à la mise sur orbite de satellites de télécommunication, à la fabrication de missiles intercontinentaux à têtes nucléaires, à la réalisation d'innombrables progrès techniques, qui ne sont certes pas de nature à répondre aux besoins les plus pressants de l'humanité, mais qui ont considérablement modifié les conditions de vie d'une fraction de celle-ci : nos conditions de vie. L'organisation sociopolitique du monde est d'une atroce injustice, mais elle a rendu possible la mise en forme de ce « système technicien » qui nous conditionne complètement, dans tous les aspects et tous les instants de notre existence.

Immergés dans ce monde que la technique a transformé, nous ne pouvons pas imaginer qu'il puisse être ou devenir autre. Aujourd'hui, qui ne verrait dans sa désorganisation, entraînant l'abandon de la plupart de nos réalisations techniques, une désastreuse régression historique ? Qui oserait même soutenir que la navette spatiale américaine, cette remarquable innovation technico-militaire, ne présente aucun intérêt pour l'humanité ?

Vu de Rome, l'Empire romain devait paraître une fabuleuse construction (un peu moins satisfaisante pour l'esprit, vu des provinces conquises). Il succomba pourtant sous les coups des barbares (qui n'en étaient qu'aux yeux des Romains). Sur l'immense territoire de l'Empire, naquirent ou se reconstituèrent une multitude d'entités socio-politiques indépendantes, souvent minuscules, qui furent le foyer de cultures originales et parfois prodigieusement raffinées. Il fallut des siècles avant que ces entités fussent regroupées en nations par des pouvoirs d'Etat. Avec le recul du temps, la résistance des Bourguignons à la couronne de France peut paraître un peu dérisoire, puisqu'ils s'opposaient au « sens de l'histoire ». Comme sans doute paraîtra dérisoire la volonté affirmée de notre classe politique de préserver l'intégralité de la nation française — intégrité qui serait aussi celle des Mahorais — en s'opposant aussi bien à une Europe unifiée qu'à l'indépendance de la Corse. Après l'échec de la tentative hitlérienne visant à construire une Europe « de l'Atlantique à l'Oural », les États-Unis eurent le bon goût de ne pas élaborer un cadre institutionnel pour officialiser leur domination sur l'ensemble du monde capitaliste. D'une part, leur « parapluie nucléaire » créait une situation de fait, dont n'importe qui pouvait tirer les conséquences (sauf à être aussi mal embouché qu'un général français). D'autre part, leur puissance économique et leur avance technologique suffisaient à assurer leur suprématie politique et culturelle. Ils se bornèrent donc, d'abord à encourager l'éclatement des empires coloniaux (au nom de la liberté des peuples) qui ouvrit la totalité du tiers monde à leurs entreprises, puis à engager des « rounds » dans le cadre du G.A.T.T., afin de favoriser le libre-échange et, par conséquent, l'extension du champ de la concurrence, celle-ci devant jouer principalement à leur profit. Ce faisant, ils créaient le contexte qui permit au Capital d'œuvrer en toute liberté à l'échelle mondiale et de s'internationaliser. Ainsi sont-ils les pères fondateurs d'un empire de type nouveau : un empire économique.

L'empire du Capital a bien quelques points communs avec les empires militaro-politiques des siècles passés. Non plus une *pax romana* imposée par le pouvoir central, mais une intégration économique, financière, technique et organisationnelle, qui rend tout à fait invraisemblables les conflits de naguère entre pays capitalistes industrialisés (d'où l'inutilité d'un système de défense « tous azimuts »). Plus de hiérarchie des pouvoirs formalisée, mais une répartition de ceux-ci qui suffit à main-

tenir l'ordre capitaliste et à assurer la prééminence effective du pouvoir économique. Plus de lois applicables à toutes les sociétés regroupées, qui n'en vivent pas moins dans le même cadre légal, procédant des mêmes principes et des mêmes valeurs, de sorte que partout la loi de la jungle, voilée d'oripeaux juridiques, est en tous domaines la loi suprême. Pas de religion officielle, mais une foi commune dans le progrès, en particulier dans les vertus de la navette spatiale, dont les performances prouvent que « l'homme » est sur la bonne voie, que l'humanité progresse grâce à la N.A.S.A. Point de gladiateurs dans les cirques, mais le cirque de campagnes électorales qui peuvent être aussi distrayantes. Plus d'esclaves pour produire le pain des Romains et leur éviter tout labeur, mais des peuples asservis pour satisfaire les besoins des nations enrichies (y compris leur besoin de navette spatiale), nations qui peuvent dès lors aspirer à la « société des loisirs », trente-cinq heures par semaine de travail imbécile étant désormais l'objectif des forces sociales dites révolutionnaires.

Il faut une dose très anormale de pessimisme pour croire que cet empire, bâti sur au moins autant d'injustices et de souffrance que celui de Rome, échappera à la destruction qui mit fin à toutes les entreprises de domination passées. L'empire du Capital s'écroulera à son tour.

Les pays qui sont aujourd'hui les plus puissants au plan économique, en particulier grâce aux technologies qu'ils mettent en œuvre, n'ont nullement atteint le stade supérieur d'une évolution que les autres pays industrialisés connaîtront. Ils se sont engagés un peu plus loin que les autres dans une voie sans issue. Ils s'y sont engagés avant les autres, puisqu'aussi bien ceux-ci vont essayer de les imiter, en adoptant à leur tour les progrès qui confèrent une provisoire puissance économique. Mais le monde industrialisé ne s'en enfoncera pas moins dans une impasse.

En elle-même, cette perspective n'a rien de tragique. L'évolution technico-économique ne pouvant s'achever que sur des désastres, mieux vaut qu'elle s'enraye d'elle-même avant que ceux-ci ne deviennent irrémédiables. Mieux vaut la fin de la civilisation occidentale et du système technicien qu'elle a produit, plutôt que la fin de l'espèce humaine à laquelle elle conduit. Mais que de drames sociaux sont prévisibles, si l'on ne parvient pas, pour des raisons de politique à court terme, à envisager l'approfondissement de « la crise » afin d'être en mesure d'en gérer les conséquences !

Implosion de la construction mondiale

Un pan de la construction économique mondiale est en passe de se détacher. A très court terme, de nombreux pays sous-développés vont se trouver dissociés du marché mondial, contraints à une autonomie dont leurs dirigeants ne veulent pas. Leur économie satellisée et extravertie ne survit que grâce à des importations, que l'insolvabilité des Etats rendent de plus en plus difficiles. Lorsque s'arrêteront tout à fait les activités productives tournées vers la satisfaction des besoins internes, force sera de redéfinir ceux-ci en fonction des possibilités locales de les satisfaire. La politique industrielle dite d'import-substitution (production sur place de ce qui était auparavant importé), qui était la conséquence d'une colonisation des habitudes de consommation, s'achèvera en banqueroute.

La relative autarcie à laquelle ces pays sont obligés est la condition première d'un développement endogène et autocentré, donc original, puisque correspondant à la diversité des cultures et des milieux physiques. Une condition nécessaire, mais non suffisante. Les sociétés concernées devront encore transformer leur organisation socio-politique, parfois aussi retrouver leurs limites, qui sont très rarement (jamais en Afrique) celles que maintiennent les pouvoirs d'Etat et qui ont été entérinées par des accords internationaux. C'est dire que des troubles sont inévitables. Ils peuvent même déboucher sur une totale anarchie, semblable à celle qui accompagna l'effondrement de l'Empire chinois. Les prémices d'une telle anarchie s'observent d'ailleurs déjà dans plusieurs pays africains, ainsi qu'à Madagascar, où des bandes armées se constituent à la faveur de la déliquescence d'un régime miné par la corruption, dans un cadre socio-économique lui-même délirant.

Cette anarchie pourrait être évitée ou sa durée limitée, si les forces d'opposition aux régimes en place, au lieu de poser le problème de leur pays en termes de « pouvoir national », tentaient d'organiser des enclaves socio-économiques autonomes, semblables à celles qui finiront peut-être par prendre forme dans les pays capitalistes industrialisés (voir plus loin). D'ailleurs, de telles enclaves commencent à apparaître, par des voies différentes, dans bien des pays du tiers monde.

Au Brésil, où l'Eglise catholique adopte depuis peu des

positions parfois plus révolutionnaires (parce que marquant une véritable rupture avec le système dominant) que celles des partis qui se présentent comme tels, l'organisation de « communautés de base », dont l'objet était initialement religieux, a donné naissance à des micro-sociétés qui tentent de résoudre collectivement leurs problèmes économiques et sociaux. Au Mexique, l'I.N.A.R.E.M.A.C. (Instituto de Aseroria Antropologica para la Region Maya) a entrepris depuis 1974 de multiples actions visant à permettre aux Indiens qui vivent dans la région de San Cristobal, près de la frontière du Guatemala, de prendre en mains leur destin, en tous domaines, sans plus compter sur le pouvoir central. En Afrique, des expériences semblables se multiplient. Celles que cite H. Desroches sont tout à fait passionnantes, en particulier parce qu'elles sont tentées par des Africains sans le moindre concours extérieur. Par exemple, celle de ces travailleurs sénégalais de la région parisienne, qui ont constitué un fonds d'épargne (« la marmite »), grâce auquel sont financées des opérations d'intérêt général dans les villages dont ils sont issus. Ce fonds permet en outre d'accorder une bourse à un étudiant, choisi par les villageois en fonction de ses qualités morales. L'étudiant, qui vient à Paris pour apprendre ce qui servira plus tard dans les villages, est pris en charge par ses compatriotes smicards, mais doit faire pour eux la cuisine (ils n'ont pas eux-mêmes le temps de la faire) et s'engage à participer, le soir, à des cours d'alphabétisation dans le foyer des travailleurs immigrés. Il n'est pas de meilleur exemple de ce que peut être « le développement » en Afrique.

Ces expériences, qui se multiplient et qui devraient se généraliser au fur et à mesure que les structures étatiques se défont dans la crise, ne sont pas seulement une réponse à cette dernière et au risque d'anarchie. Elles traduisent une réaction qui se produit aussi dans les pays capitalistes industrialisés. Elles sont l'amarce d'un mouvement qu'on observe partout et qui peut devenir décisif, une fraction de la société, au sein de chaque Etat-nation, organisant son autonomie à l'écart du système dominant (Cf. chapitre 9).

Cependant, l'implosion de la construction technico-économique mondiale sera provoquée par des réactions plus générales. Jusqu'ici, l'instabilité socio-politique du tiers monde, qui met en danger cette construction, pouvait être attribuée aux transformations dues au développement, donc à des causes dites objectives : injustice de la nouvelle organisation sociale, tyrannie des régimes en charge d'imposer celle-ci, exploitation éhontée

du travail, misère du plus grand nombre, famine¹... Le motif de révolte contre l'ordre établi tend à devenir plus général et plus subjectif. Les sociétés du tiers monde commencent à mettre en cause le développement lui-même, parce qu'il correspond à un système de valeurs qui leur est étranger. La révolution iranienne est l'illustration la plus marquante de ce rejet du développement au nom de la spécificité culturelle d'un peuple. Le Chah avait opté pour la modernité. Il avait fait le pari de transformer l'Iran et sa société sous la pression des exigences d'une économie capitaliste industrialisée, afin de construire un pays en tous points semblable à un pays occidental. Il a perdu ce pari (ce qui ne signifie évidemment pas que les religieux gagneront le leur).

L'exemple iranien n'est pas isolé. En ce moment même, la population autochtone de Nouvelle-Calédonie réclame son indépendance, en faisant état de son refus du développement tel que le conçoit la population allogène². Une même répulsion à l'égard du modèle que propose la civilisation dominante s'observe dans d'autres régions de l'Océanie et dans d'autres parties du monde.

En Afrique noire et à Madagascar, si l'on ne tient compte des expériences qui viennent d'être mentionnées, les sociétés n'en sont encore qu'à la recherche de leur identité. Cette recherche peut paraître surprenante, par la façon dont elle est engagée et par les résultats qu'elle a. Par exemple « l'authenticité » devient le maître-mot de dictatures qui, au Zaïre et au Togo, suivent avec le plus de servilité le modèle occidental. Même dans les pays où elle est relativement honnête, par exemple en Tanzanie, la recherche de l'identité ne débouche sur rien de concret : elle se heurte aux nouvelles structures socio-politiques, aux intérêts des élites dirigeantes formées intellectuellement en Occident (ou en U.R.S.S.) et dont la position dominante est précisément justifiée par cette formation étrangère. Il est néanmoins très significatif que l'originalité du monde africain et malgache soit affirmée, fut-ce sans résultat immédiat. Le développement présuppose une assimilation idéologique à la société occidentale, assimilation qui se heurte à la résistance de mentalités modelées par des civilisations qu'on croyait mortes.

A noter que les Eglises chrétiennes, qui œuvrèrent longtemps

en vue de cette assimilation, travaillent aujourd'hui le plus souvent en sens contraire. Elles n'en sont pas encore à mettre en cause le développement, mais elles critiquent l'organisation socio-politique que celui-ci implique et favorise, et elles dénoncent les conséquences qu'il a pour la majorité des populations. Enfin, si elles ne proposent pas une rupture avec le modèle dominant, elles encouragent les sociétés dans leur quête d'identité, qui les amènera tôt ou tard à récuser le type de développement actuellement mis en œuvre. D'autant plus sûrement que ce dernier bute sur des impossibilités concrètes.

Des facteurs objectifs et des facteurs subjectifs se conjuguent donc pour provoquer la désorganisation de la construction mondiale dont dépend le niveau de développement des pays industrialisés. Mais le monde que constituent ceux-ci risque fort lui aussi de se fracturer, les nations s'émiettant en entités sociales nouvelles ou sombrant dans l'anarchie. Ce serait alors l'effondrement complet de la base sociale sur laquelle repose la construction économique et technique.

Une économie « duale » ?

Les pays capitalistes industrialisés croyaient pouvoir connaître une prospérité matérielle indéfiniment croissante, de sorte que la division en classes de leur société (division techniquement nécessaire, puisque imposée par le mode de production) paraissait plus justifiée et serait surtout plus supportable. Le Capital accomplissait sa « grande action civilisatrice ». Son réseau s'élargissant pour englober tous les membres de la société, celle-ci devenait semblable à la ruche où chacun a son travail. En grande partie grâce à l'industrie, la productivité du travail augmentait dans tous les secteurs, assurant la cohérence de l'économie et permettant un relèvement du niveau de vie général. Les travailleurs les moins productifs étaient éliminés, mais retrouvaient un emploi, car la sphère capitaliste s'étendait au plan interne et au plan international. Dans cette minorité de pays, tout le monde se sentait assuré d'une promotion matérielle.

Puis l'extension de la sphère capitaliste prenant fin (ou se heurtant, avant même d'avoir complètement structuré les sociétés du tiers monde, aux limites posées par le système des paiements internationaux), alors que les techniques de production continuent d'évoluer, la tendance s'est inversée, au moins

1. Cf. dans annexe I, *Le Développement et la Paix mondiale*.

2. Voir à ce sujet l'article de Jean Chesneaux dans *Le Monde diplomatique* de septembre 1981.

en apparence. Tandis que la production n'augmente plus et que le chômage progresse, l'économie perd sa cohérence, au point qu'on parle aujourd'hui d'« économie duale ». Il ne s'agit pas de la « société dualiste » évoquée par André Gorz (où chaque travailleur partage son temps entre la production intégrée et la production autonome), mais de la coexistence, au sein de chaque pays, de deux types d'économie correspondant à deux sociétés : d'une part une économie hautement capitaliste et productive, qui emploie et rémunère bien l'essentiel de la population ; d'autre part une économie « informelle », qui permet la survie de ceux que rejette l'appareil de production mondialisé.

Cette économie informelle serait semblable à celle, dite « souterraine », qu'on observe dans le tiers monde, où d'innombrables chômeurs ne meurent pas de faim grâce à des activités qu'ils exercent en marge de l'économie moderne. Cette comparaison peut en effet être faite. Mais l'économie du pays sous-développé n'est pas duale. Elle serait plutôt multiple. Outre l'économie moderne, issue des actions de développement et qui ne concerne jamais qu'une minorité (par exemple, guère plus de 10 % de la population en Inde), existe encore une économie d'autosubsistance, survivance régressive d'une ancienne économie « autonome », très réduite et très dégradée, en particulier dans la diversification des activités qui assurerait un niveau de vie décent aux travailleurs. Dans les villes, qui enflent monstrueusement à mesure que diminue cette sphère d'autonomie dans les campagnes, l'économie souterraine est elle-même duale. D'une part, les chômeurs finissent par produire et échanger entre eux, reconstituant une dérisoire sphère d'autonomie. D'autre part, ils se livrent à des petits métiers en liaison avec l'économie moderne (récupération de débris industriellement recyclables, transport à domicile pour le compte du commerce, etc.) et créent ainsi une économie de sous-traitance, un peu comparable à celle qu'on trouve en Italie (où elle a, il est vrai, une tout autre ampleur), comparable dans la mesure où l'une et l'autre ne peuvent exister qu'en relation avec l'économie moderne, mais grâce aussi à des conditions de travail tout à fait anormales (insécurité, très faible rémunération, etc.).

Enfin, si l'économie souterraine du tiers monde doit être considérée comme distincte de l'économie moderne, dont elle n'est pourtant que le produit social, pourquoi ne pas parler d'une économie « clandestine », dont l'emprise sociale est non seulement plus importante, mais grandissante dans tous les pays

sous-développés : prostitution et proxénétisme, contrebande et trafics illégaux (de drogues en particulier), mendicité et vols... Après tout, dans les pays industrialisés aussi cette économie clandestine élargit sa base sociale. Sans elle, que deviendrait la population de certaines villes, par exemple celle de Naples ?

Dans les pays capitalistes industrialisés, l'économie ne peut être qualifiée de duale. En tout cas, pas encore. Elle ne l'est pas plus aujourd'hui qu'elle ne l'était voici quelques décennies, lorsqu'un important artisanat de production subsistait malgré le développement de la grande industrie, ou lorsque certaines usines trouvaient encore avantage à faire travailler des ouvrières à domicile en les rémunérant à la tâche. La seule différence entre les structures de production de naguère et d'aujourd'hui tient au jugement que nous portons sur l'évolution du mode de production. Il y a trente ou quarante ans, ce dernier évoluait au plan technique et transformait la société en ruche. Aujourd'hui, il continue d'évoluer d'une manière aussi « positive » (puisqu'il améliore la productivité du travail), mais en concentrant les activités productives et en évacuant des travailleurs. L'économie informelle recouvre dans la plupart des cas des activités marginalisées, contre l'élimination desquelles producteurs ou travailleurs résistent, au prix de ce que certains marxistes appellent la surexploitation du travail.

Le phénomène de marginalisation peut concerner des branches entières. Il est particulièrement frappant dans l'agriculture, victime d'une détérioration des termes de l'échange *interne*. Tel agriculteur français, qui doit essayer, pour conserver un revenu, d'accroître ses rendements en acquérant un capital de production de plus en plus important, ainsi que des produits intermédiaires (engrais, produits phytosanitaires, etc.) dont la rentabilité est décroissante, se situe en principe dans la partie la plus capitaliste et la plus productive de l'économie. Pourtant, son activité relève plutôt de l'économie informelle, si celle-ci est caractérisée par la surexploitation du travail. Dans bien des cas, il se trouve même à la limite inférieure de la marginalisation économique. Il ne survit, en tant que producteur, que grâce à des aides consenties par l'Etat et à la fixation de prix européens qui faussent les lois du marché. Il serait éliminé si l'Europe optait, dans le secteur agricole, pour le libéralisme en vigueur dans les autres secteurs. Il disparaîtra, le jour où l'Europe ne pourra plus assumer la charge financière de la politique agricole commune, qui grève son budget, augmente les prix à la consommation, alourdit les coûts de production

européens et entretient l'inflation. Il disparaîtra, lorsque les intérêts économiques dominants trouveront avantage à déporter vers le tiers monde certaines productions (ou à en importer certains produits agricoles pour y rentabiliser leurs investissements). Il disparaîtra, à moins qu'il ne tente de survivre en adoptant un mode de production plus « autonome », c'est-à-dire en revenant à une forme d'autosubsistance comme l'ont fait, bien avant lui, les paysans des pays sous-développés.

Décomposition sociale

Il est inutile de revenir sur la destruction du tissu social traditionnel provoqué dans le tiers monde par le système de pouvoir et le mode de production qui y ont été introduits. Les résultats en sont connus. Mais les pays capitalistes industrialisés ne sont pas mieux lotis. Ils sont, eux aussi, affectés par une décomposition sociale qui suit plusieurs axes : progression du chômage et de la pauvreté, montée très rapide de la délinquance, affaiblissement du fait national qui peut aller jusqu'à l'éclatement des nations, enfin développement d'une contestation idéologique, qui s'accompagne d'une tâtonnante réorganisation d'une fraction de la société.

Le chômage est et deviendra de plus en plus un puissant facteur de décomposition sociale, non seulement du fait de son importance, mais aussi parce qu'il frappe toutes les classes sociales, y compris la bourgeoisie. Celle-ci n'est pas atteinte seulement en tant que classe possédante, comme elle le fut lors des crises passées, mais aussi parce que ses enfants sont dans la même position que les autres sur le marché de l'emploi. Le chômage des intellectuels progresse comme celui des manuels. Dans le tiers monde, où le phénomène est plus ancien, les régimes politiques ont de ce fait perdu une bonne part de leur base sociale. L'Université, qui a pour charge de produire des élites, donc des minorités privilégiées, y est devenue un des principaux centres de l'agitation socio-politique, du jour où elle a commencé à former des chômeurs diplômés. Il en ira sans doute de même chez nous pour la classe des intellectuels, avec une longueur d'avance : la contestation du capitalisme ne pourra plus y être fondée sur des analyses marxistes de type classique.

La montée du chômage est quelque peu freinée par le développement du travail à temps partiel, intérimaire et précaire. C'est alors la pauvreté qui progresse. Effectivement, dans l'ensemble de la Communauté européenne, on constate que les emplois les plus mal rémunérés ont régulièrement augmenté depuis quelques années, alors que le nombre d'emplois n'augmentait que très peu, stagnait ou régressait selon les pays : la classe des pauvres s'étend. A quoi il faut ajouter que le niveau général des salaires, en monnaie constante, s'est parfois lui-même affaïssé, comme aux États-Unis ou en Grande-Bretagne.

Or, l'extension du chômage et de la pauvreté a une incidence sur l'économie, sur le volume et la nature de la production. Et elle en a aussi une, directement et indirectement, sur la situation de la population active. Elle met notamment en péril les progrès sociaux obtenus par les travailleurs au cours des dernières décennies. D'autant que le coût de ces progrès s'alourdit au rythme de réalisation des progrès techniques. C'est ainsi, par exemple, que les services de Sécurité sociale sont en difficulté dans tous les pays où il en existe. Outre qu'ils ont bien du mal à faire face à la progression des maladies et accidents imputables au mode de production et au genre de vie, le coût des soins qu'ils dispensent est à la mesure des exploits de la médecine et de la chirurgie (énormes investissements nécessaires à ces exploits, ainsi qu'à la pharmacopée, haute rémunération des professions concernées, etc.). La contradiction entre progrès technique et progrès social, qui a toujours été évidente dans le tiers monde, commence à apparaître aussi dans les pays industrialisés.

Enfin le chômage contribue à entretenir la délinquance et la criminalité. Une simple contribution. Délinquance et criminalité ont des causes plus profondes que l'absence de travail et de ressources. Leur progression est d'ailleurs antérieure et beaucoup plus rapide que celle du chômage. Elles sont consubstantielles à la civilisation industrielle en sa phase actuelle. Tout s'additionne pour les encourager : la réussite individuelle étant prouvée par la possession et le bonheur étant assimilée à la consommation, l'ensemble des media (publicité, télévision, créations culturelles, etc.) offre désormais une représentation omniprésente de cette réussite et des objets qui sont censés apporter le bonheur. Les inégalités socio-économiques sont affichées, car la « société de consommation » provoque des brassages sociaux qui ne permettent plus de les voiler. Le travail a perdu toute

signification sociale, et le salaire, qui en est la seule justification, n'est jamais à la hauteur des espoirs que fait naître l'enrichissement collectif. L'urbanisation rapide et anarchique a déshumanisé la rue, le quartier, la ville elle-même, tandis qu'un nouveau type d'habitat (en partie imputable à la circulation automobile) rend impossible l'autodiscipline des citoyens³. La violence est glorifiée d'une manière aussi constante qu'insidieuse, du seul fait que la loi du plus fort l'est aussi, puisque tous les rapports interpersonnels et sociaux, en tous domaines, ne sont que des rapports de compétition, donc des rapports de forces.

Bien que le délinquant ne soit un asocial que par son comportement (il agit contre la loi), mais nullement par l'objectif qu'il poursuit (il est animé par une volonté de puissance et d'enrichissement qui est celle de la société elle-même), on peut considérer la délinquance comme une forme bâtarde de refus social, qui s'exprime d'une façon plus pure dans le vandalisme et la violence gratuite, également en progression constante.

Le refus social se manifeste aussi par des réactions individuelles non violentes, qui vont de l'absentéisme dans le travail à des troubles psychiques, en passant par l'usage de drogues. Il représente un des symptômes les plus évidents de la décomposition sociale des pays capitalistes industrialisés. Il est enfin un des dénominateurs communs de tous les mouvements de contestation qui élargissent leur audience depuis une vingtaine d'années : écologistes, féministes, tiers mondistes, régionalistes, non-violents, etc., autant d'associations plus ou moins formelles, qui sont venues prendre le relais des anciennes forces sociales révolutionnaires, mais qui ébranlent la société par d'autres voies, en profondeur, en minant ses fondements idéologiques.

De quelque manière qu'il s'exprime, le refus social traduit un changement des comportements individuels qui peut avoir, à terme, une incidence sur l'économie, aussi grave que l'extension du chômage et de la pauvreté.

Les dissidences régionales

Parmi les lignes de fractures de la construction socio-économique mondiale, celles que tracent certains peuples minoritaires au sein des nations industrialisées méritent une mention parti-

culière. Tandis qu'on assiste, dans les deux Amériques, à la résurgence encore timide des revendications indiennes (timides, mais peut-être beaucoup plus « révolutionnaires » que celles des Noirs aux États-Unis), les minorités anciennement incorporées de force aux nations européennes s'opposent aux majorités avec une vigueur toute nouvelle.

Jean Chesneaux a fait l'historique de ces dissidences que constituent ces minorités en Europe⁴. Il rappelle que celles-ci eurent surtout, au départ, le souci de préserver leur langue et un patrimoine culturel. Elles apparaissent alors comme passivistes, car l'assimilation culturelle et linguistique semblait être, à la fois la condition et l'inévitable résultat du progrès économique et technique, qui lui-même passait (et passe encore !) pour conditionner le progrès social. L'uniformisation des normes et des conditions de production, du modèle de consommation et du genre de vie, condamnait les singularités collectives et les cultures régionales.

Après la dernière guerre, la croissance fondée sur la consommation de masse aurait dû apaiser les revendications des régionalistes, puisqu'elle apportait une certaine forme de prospérité générale. Il n'en a rien été, au contraire. Elle a suscité de nouveaux motifs de ressentiment : abandon de productions traditionnelles, spécialisation imposant parfois une monoproduction, exode ou transferts de population, désertification des zones les moins favorables à l'industrialisation et à la modernisation agricole, prolifération des résidences secondaires (surtout dans le Midi de la France), fermées l'essentiel de l'année et qui nourrissent une spéculation foncière désastreuse pour les jeunes agriculteurs, déferlements périodiques de ces prédateurs culturels que sont les touristes...

Puis ce fut « la crise » et un insupportable sentiment d'impuissance. Jean Chesneaux observe que l'originalité des dissidences régionalistes ne réside plus dans « la juxtaposition mécanique de critères tels que la langue, la culture, le territoire, l'ethnie (mais dans) leur volonté commune de gérer leurs affaires ». En France, dans pratiquement toutes les régions, le slogan « vivre et travailler au pays », comporte désormais une exigence supplémentaire : « décider au pays ».

La question du pouvoir était posée. Toutes choses égales, elle demeurera sans réponse, sauf à confondre pouvoir et centre

3. Voir *Le temps qu'on nous vole*, par Jean Robert (Editions du Seuil).

4. *Le Monde Diplomatique*, avril 1981.

de décision technique, comme on le fait en France quand on parle de la déconcentration « démocratique » du pouvoir d'Etat. Dans le contexte technico-économique actuel, l'indépendance politique de la région serait illusoire : elle ne modifierait en rien ses conditions de production et de travail (donc de vie), pas davantage les spécialisations qui sont aujourd'hui les siennes.

Car la société régionale n'est pas plus homogène que ne l'est la nation. Elle est divisée en classes et par des contradictions d'intérêts, ses divisions justifiant des rapports de domination qui, au plan national, culminent au niveau de l'Etat. Indépendante, elle serait donc amenée à reconstituer un système de pouvoir semblable à celui auquel la nation est soumise. Et c'est d'ailleurs bien l'ambition des notables régionaux indépendantistes (notables au sens large, car le leader révolutionnaire a vocation à en devenir un). Puis le haut de la hiérarchie socio-politique se trouverait dans la même position que les élites dirigeantes du tiers monde, c'est-à-dire devant la nécessité d'importer, donc d'exporter, donc de maintenir la région dans le cadre général de l'économie mondiale et d'en accepter les contraintes.

Les autonomistes méconnaissent trop souvent ces contraintes. Par exemple, on peut comprendre la naissance d'un mouvement occitan depuis la dernière guerre, bien que l'Occitanie n'ait jamais eu d'existence politique. Mais on comprend plus difficilement qu'il regroupe beaucoup de viticulteurs, qui semblent avant tout soucieux de préserver leur monoproduction régionale. Si la spécialisation du Midi de la France, telle qu'elle s'est effectuée depuis plus d'un siècle à la faveur du développement des échanges, doit demeurer ce qu'elle est aujourd'hui, une Occitanie indépendante serait dans une situation comparable à celle de l'île Maurice avec sa monoproduction sucrière : un pays avec une agriculture riche peuplée de gens misérables.

Jean Chesneaux a pourtant raison, lorsqu'il dit que les dissidences régionales « remettent en cause une vision mécanique et unilinéaire de l'histoire universelle, qui conduirait d'une manière irréversible à un modèle unique d'organisation sociale, l'Etat-nation ». Il a raison, dans la mesure où les dissidents ne s'opposent pas seulement à un Etat centralisateur, mais à un type de pouvoir qui ne changerait pas de nature en devenant régional. Mais il pose surtout le problème dans toute son ampleur, lorsqu'il conclut que « les peuples minoritaires, de survivance passiste, deviennent interrogation sur la pluralité des avenir possibles ».

Cette interrogation est en effet capitale. Elle ne concerne pas seulement quelques minorités ou quelques nations que ces minorités ébranlent, mais l'humanité entière, tout particulièrement les peuples du tiers monde. « La pluralité des avenir possibles », ce n'est pas seulement celle des modèles d'organisation et de gestion socio-politique dans le monde, mais la pluralité dans les choix de développement que permettrait une telle diversité des modèles.

Pour reprendre l'exemple ci-dessus, l'indépendance politique de l'Occitanie ne serait justifiée, que si les Occitans cherchaient, grâce à elle, à retrouver une autonomie économique, en développant des productions non concurrentielles, mais indispensables à leur reproduction sociale (hypothèse qui sera envisagée plus loin). Il leur faudrait alors accepter un changement radical de leurs conditions d'existence. Ils ne vivraient plus (ne travailleraient plus de la même manière, ne produiraient ni ne consommeraient plus les mêmes biens et services, etc.) comme les autres Européens. Ce qui ne signifie pas qu'ils vivraient nécessairement plus mal. Qu'est-ce d'ailleurs que « bien vivre » ? Dans quelles limites l'Européen peut-il en ce domaine servir de référence ? On ne peut plus s'en tenir à la conception du bien-être matériel que l'économiste libéral et l'économiste marxiste ont théorisé, chacun à sa manière, en considérant une évolution technico-économique propre aux sociétés occidentales.

En posant cette interrogation sur la pluralité des avenir possibles, les dissidences régionales ouvrent un débat sur la finalité de l'activité économique et sur celle des sociétés elles-mêmes. On trouvera en annexe le point de vue exprimé par Maurice Guernier (repris par J.-J. S.-S.), René Dumont et François de Ravignan : les masses paysannes du tiers monde, qui y constituent encore l'immense majorité de la population, n'échapperont à la misère que si elles recouvrent le pouvoir de décision en matière économique. Le village doit devenir la cellule de base d'une économie rurale autogérée. S'il le devient, les activités productives se réadapteront, à la fois à la culture de chaque société (aux besoins tels qu'ils s'expriment dans chaque culture) et au contexte physique. Or, ce contexte étant très différent d'une région à l'autre, les possibilités de développement, en termes quantitatifs, seront très inégales d'une société à l'autre. Mais en admettant même qu'aucun système d'échange ne permette de redresser les inégalités, en quoi cette perspective est-elle choquante ? Il est beaucoup plus choquant de voir, à l'intérieur de chaque société, industrialisée ou non,

des disparités socio-économiques considérables et parfois révoltantes !

Le développement doit cesser d'être un processus technico-économique indépendant des choix socio-politiques et culturels propres à chaque société. La question n'est pas de savoir si toutes les sociétés sont identiquement prospères (ce qui pré-supposerait qu'elles optent pour les mêmes priorités, donc qu'elles font les mêmes choix culturels), mais comment toutes doivent s'organiser pour constituer des entités homogènes (ou justes, en fonction de leur système de valeurs), de sorte que chacune d'elles puisse maîtriser les conditions de sa propre reproduction, donc celle de son capital productif et celle de son milieu physique, *sans compromettre la reproduction d'autres sociétés*. C'est là la véritable question. Elle se pose aussi aux dissidences régionales. Elle ne pourrait recevoir une réponse positive qu'au prix de bouleversements de tous ordres : politiques, sociaux, économiques, idéologiques... Et au prix d'une transformation radicale des conditions d'existence de tout le monde. Mais cette transformation n'est-elle pas déjà au centre des préoccupations dans les pays capitalistes industrialisés ?

« Changer la vie » est devenu un slogan politique depuis mai 68. Changer la vie impliquerait que soit trouvée une autre finalité à l'existence que celle que le capitalisme et le socialisme attribuent à toutes les sociétés, par conséquent à tous les individus soumis aux pouvoirs qui s'exercent sur elles : le développement des forces productives, l'amélioration de la productivité du travail, qui assure en principe (et en fait ?) celle des conditions d'existence.

Il n'est pas certain que ce soit en fouillant dans leur histoire que les minorités régionales trouveront de nouvelles raisons d'exister collectivement. Ce sera aussi et peut-être surtout en se mettant à l'écoute de ces forces sociales nouvelles (nouvelles, dans la mesure où elles ne se situent pas par rapport aux clivages traditionnels de la société) qui sapent les fondements idéologiques des nations occidentales.

L'idéologie et le mouvement

En Europe, après l'explosion de mai 68, les révoltes individuelles ont été drainées et canalisées par un grand nombre de groupes politiques se réclamant pour la plupart du marxisme.

Ces groupes ont peu à peu perdu leurs troupes. Beaucoup ont disparu. Plus encore que la réflexion critique, c'est l'expérience historique qui est venue dissiper, d'une manière trop souvent tragique (en particulier avec la fin de la guerre du Vietnam), l'espoir qu'ont nourri des générations d'opprimés ou d'hommes à l'esprit généreux.

Aujourd'hui, bien qu'il existe encore beaucoup de partis qui s'en prétendent porteurs (socialistes, communistes, marxistes-léninistes, trotskystes, etc.), le socialisme ne peut plus raisonnablement être présenté comme une alternative souhaitable au capitalisme. Il n'est pas plus l'alternative que le capitalisme n'en serait une pour les sociétés soumises à des régimes socialistes autoritaires et liberticides. Il n'existe plus d'alternative, ni dans la réalité vécue ni dans les doctrines politiques. Seulement un dilemme assez effrayant, très utilisé par les gouvernants et les partis politiques (puisque chacun peut toujours faire admettre ses choix condamnables, en soulignant combien ceux de l'adversaire le sont aussi), dilemme dont on ne sortira pas grâce à quelques réformes, qui seraient à apporter pour les uns au socialisme et pour les autres au capitalisme. Les vices de ces deux systèmes sont beaucoup trop profonds et ils sont, bien souvent, communs aux deux.

Devant le découragement que provoque ce dilemme (et devant la dépolitisation du discours de nombreux intellectuels jadis engagés), d'aucuns ont parlé de « la fin des idéologies ». C'est là un abus de langage. Aucune société organisée ne pourrait demeurer soudée sans une idéologie commune à ses membres. Car l'idéologie est précisément cet ensemble d'idées, de doctrines, de valeurs, de croyances, qui explique en particulier l'organisation d'une société, qui justifie cette organisation et la fait accepter par tout le monde (ou par le plus grand nombre), parce qu'elle semble, sinon parfaite, du moins logique et dès lors inéluctable. La fin des idéologies serait la fin de la vie en société.

Pour l'essentiel, l'idéologie occidentale, dont procèdent le capitalisme et le socialisme (ou qui justifient l'un et l'autre), est encore bien vivace. Tout au plus peut-on parler, en Occident, de désarroi idéologique. Ceux qui refusent la réalité qu'ils vivent ne savent plus très bien au nom de quoi la combattre, en vue de quelle autre réalité, de quel autre système politique, économique et social. Et ce désarroi est d'ailleurs, en lui-même, un symptôme parmi beaucoup d'autres de la décomposition sociale évoquée plus haut : un nombre croissant d'individus

ne croient plus ce que chacun doit croire pour s'insérer normalement dans la société et y remplir sa fonction. C'est un phénomène de marginalisation idéologique, qui a précédé — et préparé — celui que représente la marginalisation socio-économique dont il sera question au chapitre suivant.

Une des caractéristiques communes au capitalisme et au socialisme est de présenter la réalité d'aujourd'hui comme justifiée par la nécessité de préparer un avenir meilleur. L'injustice actuelle serait, en quelque sorte, la condition d'une justice future. Refusant cette escroquerie intellectuelle, refusant aussi bien souvent le dilemme capitalisme ou socialisme, nombreux sont ceux qui décident de passer aux actes et de s'attaquer au système pour provoquer, sur tel ou tel point concret, sa transformation immédiate. Ainsi sont nées une multitude d'associations contestataires, que certains regroupent sous le terme générique de Mouvement, en y englobant, il est vrai, certaines luttes sociales plus traditionnelles, mais à l'initiative de « la base » et irrespectueuses des stratégies politiques ou syndicales. Le Mouvement est le produit d'une multitude de comportements nouveaux, en complète opposition avec l'immobilisme intellectuel des partis et des syndicats qui, parce qu'ils se bornent à défendre des « intérêts de classe » (ou nationaux) au sein du système, finissent toujours par se plier à sa logique.

Le mérite du Mouvement est de mettre en lumière les véritables enjeux de notre époque (des enjeux fondamentaux et non pas événementiels), qui sont très rarement ceux dont les classes politiques nationales se préoccupent, et que leur participation à la gestion du système les oblige d'ailleurs à négliger. Mais il n'est encore qu'une nébuleuse, constituée d'éléments hétérogènes dont les contributions peuvent devenir contradictoires.

Pour l'heure, chaque mouvement contestataire tient à sa spécificité. Chacun appréhende et analyse la réalité, en adoptant un angle d'observation qui fait apparaître comme primordial un aspect particulier de cette réalité : rapport de l'homme à son environnement pour les écologistes, rapports entre les sexes pour les féministes, rapports entre pays industrialisés et pays sous-développés pour les tiers mondistes, etc. Puis, à partir de cet aspect qu'il privilégie, chacun lutte à sa manière pour transformer la réalité.

En focalisant leur réflexion et leur action sur la partie d'un tout (donc en laissant dans l'ombre toutes les autres parties), les mouvements contestataires parviennent à réunir beaucoup de gens qui ne poursuivent pas le même but. Ils le constatent,

dès l'instant où ils sont obligés de dépasser le stade de la critique pour mettre en clair leur stratégie. Par exemple, lorsque les écologistes veulent intervenir dans les affaires de la cité en utilisant les institutions existantes, ils cherchent à se doter d'un corps de doctrine. Aussitôt, ils se divisent en tendances. Et ils n'évitent l'émiettement de leur mouvement qu'en éludant les questions qui font apparaître leurs divergences. Par exemple, quels aménagements seraient à apporter au droit de propriété, en particulier sur les moyens de production ? Quelles transformations de l'appareil mondial de production seraient à envisager, avec quelles incidences sur le niveau de vie des nations industrialisées ?

Chez les tiers mondistes, les divergences sont avouées, puisqu'ils se divisent en associations qui ne partagent ni les mêmes analyses ni les mêmes vues sur ce qu'il y aurait lieu de faire. Il en va de même chez les féministes. Il serait bien difficile d'organiser un mouvement féministe unitaire. En effet, les femmes veulent-elles transformer la société conçue et organisée par et pour les hommes, en la débarrassant de tous les rapports de domination (pas seulement de celui dont elles sont victimes), ainsi que de tous les rapports de compétition qui les suscitent inévitablement ? Ou veulent-elles simplement obtenir une place plus équitable dans cette société historiquement organisée par les hommes ? Il est probable que la majorité des militantes féministes s'en tiennent à ce dernier objectif. Leur mouvement est alors essentiellement conservateur. Comme sont conservateurs tous les partis politiques, qui tous désormais encouragent les femmes à occuper une place plus juste dans la société dont ils dénoncent pourtant parfois l'injustice. Comme sont conservateurs les syndicats, puisqu'en définitive les luttes sociales ne peuvent que favoriser une meilleure insertion des travailleurs dans le système productif.

Ce qui fait la force des mouvements contestataires fait aussi leur faiblesse : l'imprécision de leurs objectifs réels. Pour que cette imprécision cesse, il suffirait sans doute que chacun d'eux ait à se prononcer sur les objectifs que poursuivent les autres. Car si chacun choisit un angle d'attaque particulier, tous s'en prennent au même système. Il s'agit donc de savoir jusqu'où ils poussent la critique de ce dernier et jusqu'à quel point ils souhaitent le voir transformé. Par exemple, si la militante féministe veut une société sans rapport de domination ni rapport de forces, elle doit militer pour une autre construction économique nationale et internationale. Elle devient une alliée pour

la plupart des tiers mondistes et des non-violents. Elle en est une aussi pour le dissident régionaliste, si du moins celui-ci ne se borne pas à revendiquer une indépendance politique qui serait vide de contenu sans autonomie économique. Et l'écologiste est un allié pour ce régionaliste, dès lors qu'il se prononce pour une meilleure adaptation des activités économiques à chaque milieu particulier, c'est-à-dire contre la concurrence et les normes de production qu'elle impose à l'échelle mondiale.

Au sein des différents mouvements contestataires, le gros des troupes est certainement constitué de gens peu soucieux de voir comment tout s'enchaîne (comment des données politiques, sociales, économiques, techniques, culturelles s'ordonnent pour former un système), peu enclins à tout mettre en question, peut-être simplement parce que peu conscients de la nécessité de le faire. Ces majoritaires pensent que leurs luttes ponctuelles peuvent aboutir à des résultats, sans qu'il soit nécessaire d'envisager des bouleversements majeurs. Ils ne se démarquent pas autant qu'ils le croient des organisations politiques et sociales traditionnelles, puisqu'ils espèrent infléchir sur tel ou tel point les décisions du pouvoir. Ce sont des utopistes, dans la mesure où ils veulent réformer un système qui ne peut l'être.

Pris comme un tout, le Mouvement n'en traduit pas moins un considérable changement d'attitude à l'égard des institutions et du jeu politique. Il élargit le débat social, en s'attaquant à des problèmes qui sont, en fait, parfaitement insolubles. En cela déjà, il peut ébranler l'idéologie qui assure la cohésion de la société : même par ses échecs (dans ses luttes contre l'implantation de centrales nucléaires, contre le surarmement, etc.), il démontre que, pour préserver le système et les situations ou avantages acquis, nous sommes tenus d'accepter l'inacceptable.

Mais il n'a pas que cette fonction critique. Il est porteur d'un ensemble d'idées, de principes et de valeurs, qui constitue bel et bien l'embryon d'une nouvelle idéologie. Une idéologie que les points de convergence de toutes ses composantes permettraient de préciser, car il est à peu près certain que les militants les plus radicaux de chaque mouvement contestataire poursuivent un même idéal social. Une idéologie pour une société nouvelle, issue de la décomposition des nations et qui n'est encore que virtuelle, tout comme l'alternative qu'elle est seule à pouvoir mettre en forme.

Les relations Est-Ouest et les risques de guerre

On peut difficilement envisager l'évolution du monde capitaliste, sans dire un mot du problème politique que pose l'antagonisme Est-Ouest et des risques de guerre que celui-ci comporte, ne serait-ce que parce que la guerre a bien souvent été, dans le passé, le moyen de surmonter les crises cycliques du capitalisme.

Depuis la dernière guerre, et après avoir assujéti une partie de l'Europe, l'U.R.S.S. a étendu son influence dans le tiers monde. Elle y a progressé à la faveur de l'anticommunisme des régimes en place et de celui des Occidentaux qui les soutenaient. Car ce n'est pas seulement à Cuba ou au Cambodge que les États-Unis ont instauré le communisme. C'est, virtuellement, dans tous les pays du tiers monde où des forces sociales luttent contre l'injustice et l'arbitraire des régimes soutenus par les Américains, forces que ces derniers rejettent systématiquement dans le camp de l'U.R.S.S., même quand elles ne sont que réformatrices. D'une façon générale, ce sont les Occidentaux qui créent les situations qu'ils redoutent et dont l'U.R.S.S., dans la plupart des cas, ne fait que tirer profit. Il se pourrait donc que l'Occident finisse par se trouver dans la position qu'envisage Cornélius Castoriadis dans une étude aux conclusions inquiétantes⁵. Cet auteur remarque que l'équilibre de la terreur, sur lequel on compte pour maintenir la paix, n'est pas seulement celui des armes. Il est ou devrait être aussi géographique. Si la progression de l'U.R.S.S. dans le tiers monde se poursuit, les Occidentaux risquent de se trouver un jour « le dos au mur ». Pour éviter l'effondrement de leur économie, ils n'auront d'autre alternative que la guerre.

Cette perspective n'est évidemment pas à écarter. Pourtant, la progression de l'influence soviétique n'entraîne pas nécessairement un changement dans les flux commerciaux internationaux. Le pays qui opte pour le socialisme nationalise généralement ses moyens de production, mais sans rien changer aux orientations des productions, de sorte que la perte éventuelle d'actifs pour le capital étranger est aisément compensée par des gains à l'importation ou à l'exportation⁶. De plus, il conçoit

5. Cornélius Castoriadis, *Devant la guerre : les réalités*, Fayard, Paris, 1981.

6. Une critique des nationalisations dans le tiers monde est ébauchée dans *La Guérilla économique*, op. cit.

son développement dans les mêmes termes techniques que les pays capitalistes. Il importe les moyens qui le rendent en théorie possible et doit donc exporter. L'appareil de production soviétique s'adapte difficilement à ce type d'échange. Et « l'aide » de l'U.R.S.S. n'est vraiment efficace qu'en matière d'armement. C'est pourquoi les pays occidentaux peuvent continuer d'utiliser le potentiel économique de pays socialistes, de prospecter et d'exploiter le pétrole du Congo ou d'Angola, d'importer la bauxite de Guinée ou des produits agricoles du Mozambique, de vendre des équipements au Vietnam et à l'Éthiopie.

Dans la même étude, C. Castoriadis souligne que le poids de l'Armée est très supérieur à celui du Parti dans la société soviétique. Avec d'ailleurs cette conséquence que l'économie est « duale » : seules les industries d'armement (et d'exploration spatiale) se développent dans de bonnes conditions, toutes les autres activités productives accusant des faiblesses plus ou moins graves. Le « lobby militaro-industriel » serait ainsi beaucoup plus redoutable en U.R.S.S. qu'en Occident. Il pourrait dès lors entraîner le pays dans la guerre, si se présentait une occasion d'expansion militaire qui serait aussi, pour la caste privilégiée, une entreprise de légitimation. Cette occasion pourrait être l'affaiblissement de l'Occident, la désorganisation du monde capitaliste, l'approfondissement de la crise.

A vrai dire, le bloc soviétique est loin d'être assez soudé pour que son expansion géographique puisse s'effectuer sans risque de fractures internes. La progression de son influence dans le tiers monde se fait presque toujours par l'intermédiaire de régimes politiques nationaux, qui ne sont guère plus stables que ceux que protègent les puissances occidentales. Son intervention directe en Afghanistan montre les limites de ce genre d'entreprise. Son expansion en direction de l'Europe est tout à fait invraisemblable, quand bien même elle est l'hypothèse sur laquelle se fonde le système de défense européen. Au moment où l'U.R.S.S. rencontre tant de difficultés à normaliser la Pologne, il est facile de comprendre qu'elle serait incapable de « digérer » la R.F.A., la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, etc. Elle ne peut même pas songer à « tenir » l'Europe occidentale par le biais de régimes communistes dociles à Moscou. Outre que l'influence des partis communistes est globalement insignifiante, une Europe communiste poserait plus de problèmes que la Chine à la « Patrie du socialisme ». En fait, le surarmement soviétique en Europe de l'Est traduit beaucoup moins ses ambitions belliqueuses que sa crainte de voir les

Occidentaux intervenir dans son glaciaire de républiques populaires, à la faveur de ces troubles qui y éclatent périodiquement.

Evidemment, on ne peut exclure un enchaînement d'incidents ou un coup de folie qui conduirait au désastre. Mais prévoir celui-ci contribue à le rendre possible. Le déploiement d'armes atomiques en Europe (et la « dissuasion » française) transforme cette dernière en un champ de bataille privilégié en cas d'affrontement direct entre les deux super grands. La menace qu'il fait peser sur l'U.R.S.S. suffirait à justifier une attaque surprise et l'anéantissement de ces centres de dissuasion, c'est-à-dire de l'Europe elle-même.

Pour plausibles qu'ils soient, les scénarios qui débouchent sur un conflit Est-Ouest et l'apocalypse nucléaire ne sont pas à envisager ici. Ils sont hors du sujet, puisque le sujet ne porte que sur les grandes tendances de l'évolution du système (l'évolution historique qui peut être prévue, à l'exclusion de l'histoire événementielle qui ne peut l'être) et sur l'émergence d'une éventuelle alternative. Un conflit peut mettre fin à cette évolution et interdire cette éventualité (ou en ouvrir d'autres). Mais il n'est pas inéluctable. On peut au contraire penser que les similitudes entre les deux systèmes industriels, ainsi que les liens qui se sont établis entre eux et qui ne cessent de se développer, favoriseront un certain parallélisme dans l'évolution des deux blocs politico-militaires antagonistes. Aussi, on ne retiendra ici que l'hypothèse la plus optimiste : la décomposition sociopolitique du bloc soviétique lui-même.

Naissance d'une alternative ?

Quelques années après les Etats-Unis, l'Europe connaissait la « société de consommation » et, tout aussitôt, comme aux Etats-Unis, une très nette accélération de la délinquance et du refus social sous ses formes diverses. Mais c'est aussi à cette époque, dans le milieu des années soixante, qu'apparaît en Europe et surtout en France une revendication nouvelle : l'autogestion. A l'opposé de ceux qui refusent de s'insérer dans la société, d'en respecter les règles et les pratiques, d'autres veulent participer davantage à la gestion économique et sociale. Deux façons de marquer son désaccord avec l'ordre établi.

Aujourd'hui, l'autogestion est entrée dans le programme de tous les partis de gauche et des principaux syndicats ouvriers français. Elle n'est pas toujours définie de la même manière, le champ d'application qu'on lui prévoit est plus ou moins étendu, et elle n'inspire guère l'organisation et le fonctionnement des partis et syndicats qui la réclament. Il est néanmoins significatif qu'elle fasse l'objet d'une revendication aussi générale, alors que l'économie a perdu toute autonomie et la nation tout contrôle sur les facteurs dont dépend son existence. Cette revendication traduit peut-être moins une réaction contre les abus de la délégation de pouvoir et l'autocratie du Capital, qu'une volonté d'échapper à l'irresponsabilité individuelle et

collective qui caractérise le monde contemporain, irresponsabilité qu'on ressent plus ou moins confusément sans toujours en comprendre les causes.

Mais c'est peut-être, précisément, parce qu'il est arrivé trop tard, que le projet autogestionnaire a été si facilement accepté par les partis et les syndicats : il ne peut plus mettre en cause le système. Compte tenu du contexte technico-économique dans lequel se trouve le pays industrialisé, l'autogestion économique, que ce soit au niveau de l'entreprise ou à celui de la planification centrale (où elle n'a d'ailleurs jamais été pratiquée), ne pourrait être qu'une forme d'auto-discipline des travailleurs, puisque les conditions de production y sont fonction de l'environnement international. Quant à l'autogestion sociale, son champ d'application est très limité, soit parce qu'en de nombreux domaines l'économie conditionne le social, soit parce que les citoyens ne peuvent se soustraire au contrôle de l'Etat et enfreindre les règles qu'il édicte.

Dans le cadre d'un pays capitaliste industrialisé¹ où le pouvoir a été pratiquement vidé de l'essentiel de son contenu, l'autogestion ne constituerait pas une réforme fondamentale, pour cette bonne raison qu'elle ne permettrait pas de réaliser de véritables réformes. Et que s'agirait-il d'autogérer ? Une usine d'armement ? Une centrale nucléaire ?...

Pourtant, revendiquer l'autogestion n'en est pas moins très salubre, car c'est une manière de poser le problème central du pouvoir. Il ne faut en effet pas oublier que la situation aberrante dans laquelle se trouve aujourd'hui le monde tient à l'organisation et à la répartition des pouvoirs. Que serait notre civilisation technicienne si elle avait pris naissance dans une société réellement démocratique ? Cette interrogation ne relève pas du domaine de l'imaginaire. Car si l'autogestion ne peut plus être l'objectif idéal que se fixe une collectivité nationale, elle peut être le moyen d'atteindre celui que se fixent (ou devraient se fixer) les minorités régionalistes et autres dissidents : l'autonomie économique.

Plan d'autonomie régionale

La période de forte croissance a paupérisé en France de nombreuses régions, puis l'arrêt de la croissance, en provoquant des restructurations industrielles, en a paupérisé de nouvelles, en particulier celles où une monoproduction était en difficulté (la Lorraine avec la sidérurgie, les Vosges avec le textile, etc.). Il existe deux manières d'envisager l'amélioration de la situation régionale.

La première, tout à fait classique (c'est aussi celle qu'adopte le planificateur dans le tiers monde), consiste à programmer les activités qui pourraient être promues ou développées, compte tenu, d'une part, des normes de production qui prévalent et qui sont aujourd'hui internationales, et d'autre part des débouchés existant au plan national ou mondial. En ce cas, la liste des projets envisageables a toutes les chances d'être très courte, puisque la région s'est justement trouvée paupérisée, soit par l'évolution des normes de production (les activités y ont cessé d'être compétitives, donc rentables), soit par la saturation des marchés solvables. En pratique, le plan dit de développement est d'ailleurs toujours le même : travaux d'infrastructure (par exemple zones industrielles dont on espère qu'elles se rempliront), très souvent pour désenclaver des zones de production potentielle (les travaux achevés, on constate que manquent les débouchés), transferts d'administrations ou de quelques centres de production (on déshabille Paul pour habiller Pierre), enfin et surtout équipements touristiques, le tourisme des riches étant présenté comme la panacée à la pauvreté, ici comme dans le tiers monde (alors que les difficultés économiques ne peuvent que le compromettre).

Mais le problème régional peut être envisagé d'une autre manière : en dissociant la région en crise du monde en crise. Sans tenir compte, ni des orientations actuelles de la production (qui n'a presque jamais la région pour débouché) ni des structures existantes (structures agraires, appropriation des sols, etc.), il faut faire une série d'inventaires : celui des ressources disponibles ou potentielles, celui des activités que celles-ci permettent, celui des besoins à satisfaire, etc. Il s'agit de déterminer les conditions dans lesquelles une société régionale pourrait se remettre au travail, à partir de ses seules ressources et en ne tablant que sur le seul débouché qu'elle représenterait à sa

1. Le sujet de *La Guérilla économique* était précisément la construction d'une économie autogérée. Dans le tiers monde, l'obstacle n'est pas économique ou technique. Il est politique.

propre production. De la comparaison entre les besoins à satisfaire et les ressources disponibles se déduit la nature des importations à prévoir, celles-ci imposant alors des exportations aux conditions du marché.

Le plan à élaborer n'est pas de « développement », mais *de survie*. L'objectif n'est pas de permettre à la population de vivre comme l'Européen moyen, mais mieux qu'un chômeur ou qu'un paysan ruiné. Son niveau de vie ne dépendrait d'ailleurs pas seulement de son importance numérique, de la diversité des ressources locales, de la diversification des activités et du niveau des techniques de production mises en œuvre. Il dépendrait aussi, pour une part considérable, de son organisation économique et sociale. Il serait d'autant plus élevé que celle-ci serait plus démocratique.

En effaçant la distinction entre décideurs et exécutants, l'autogestion économique et sociale évite les prélèvements effectués sur le travail productif pour assurer l'existence de la « classe » des gestionnaires (gestionnaires des deux pouvoirs, capitaliste et étatique), ainsi que pour mettre l'État en mesure d'offrir à la collectivité des services qu'elle pourrait fort bien s'assurer à elle-même par la coopération volontaire. Elle élimine en outre un nombre très important d'activités productives, soit parce qu'elles sont sans valeur sociale, soit parce qu'elles n'ont pas à être marchandes, soit parce qu'elles sont favorisées ou imposées par une hiérarchie socio-économique qui va se trouver écrasée. La production socialement nécessaire peut donc n'exiger que peu de travail de chaque travailleur, même avec des techniques de production moins productives qu'elles ne le sont, surtout si la répartition des tâches permet une réduction de la population inactive, aujourd'hui beaucoup trop nombreuse. Une sérieuse diminution de la durée du travail ne peut résulter que d'une démocratisation de l'appareil de production. Les travailleurs disposent alors du temps nécessaire pour se consacrer à une activité qui contribue à donner un sens à leur existence : l'autogestion, qui implique des mécanismes de concertation finalement assez simples.

Or, le redémarrage d'activités productives dans une région paupérisée n'est précisément concevable que dans le cadre d'une complète démocratie économique. En effet, chaque activité n'est rentable que parce qu'elle s'insère dans un ensemble cohérent d'activités diversifiées et isolées du marché, mais cesserait de l'être si elle devait à nouveau se raccorder à ce dernier (c'est d'ailleurs ce qui rend cet ensemble économique irrécupérable

par le système). Chaque travailleur ne peut vendre sa production trop chère (par rapport à son prix à l'extérieur de la zone) que s'il accepte de payer plus cher ce qu'il achète. Il faut donc que tous les travailleurs-consommateurs soient d'accord sur les conditions de production et d'échange. Ils ne peuvent l'être que s'ils ont eux-mêmes choisi l'objectif économique du groupe et les moyens de l'atteindre. Ce qui signifie qu'ils pratiquent l'autogestion, non seulement sur les lieux de travail, mais au niveau de l'entité politique, économique et sociale qu'ils constituent. Ils détiennent la totalité du pouvoir économique.

Un plan de survie présuppose donc une société homogène. Dans certains cas, celle-ci le deviendra, car la crise peut homogénéiser les situations en ramenant tout le monde au même niveau de dénuement. Mais le plan peut encore ne s'appliquer qu'à une partie de la population régionale, comme il peut d'ailleurs englober d'autres populations, extérieures à la région, mais acceptant les contraintes de cette économie non compétitive, les mêmes règles du jeu. Car ce n'est pas tellement l'autonomie économique d'une région qu'il faut concevoir. C'est l'organisation d'une société autonome.

Les expériences alternatives

Le mouvement hippy, qui apparut avec la société de consommation, eut une importance certaine malgré sa marginalité, surtout aux États-Unis, avant de se stabiliser en se fondant en partie dans les autres mouvements de contestation sociale formés par des non-marginaux. Aujourd'hui, il inspire encore beaucoup de ceux qui tentent de survivre dans le cadre de l'économie informelle, comme le courant autogestionnaire inspire des expériences de démocratie associative de plus en plus nombreuses. Ce foisonnement d'initiatives économiques et sociales devrait faire l'objet d'un classement, en considérant en particulier la manière dont elles s'articulent avec le système. On va néanmoins les regrouper ici dans la catégorie trop générale des expériences alternatives, comme le font bon nombre d'associations qui s'emploient à les favoriser.

Les expériences à caractère économique sont pour la plupart tentées soit par des travailleurs dont l'instrument de production est tombé en faillite (Lip étant en France l'exemple le plus connu), soit par des individus qui créent une entreprise en instaurant entre eux de nouveaux rapports de production, sans hiérarchie,

sans salariat de type classique ni spécialisation trop poussée des travailleurs. L'entreprise a généralement un statut de type coopératif (coopérative de production ouvrière) et se baptise parfois « éco-entreprise » pour affirmer ses préoccupations écologiques. Dans la quasi-totalité des cas, elle produit pour le marché, donc aux conditions qu'impose celui-ci. Par conséquent, elle ne constitue en aucune manière une expérience économique originale, contrairement à ce que prétendent parfois ceux qui les créent, et qui confondent nouvelles relations économiques et nouvelles relations sociales dans le travail.

Pourtant, il arrive que certaines initiatives soient inspirées par un souci d'autonomie par rapport au système. C'est le cas par exemple de celles de néo-ruraux qui vivent pratiquement en autosubsistance, ou celles encore de quelques éco-entreprises qui échangent entre elles une partie de leur production. Il va sans dire que l'objectif d'autonomie n'est jamais atteint, ni par rapport au système ni dans le sens qui a été donné précédemment. Il est impossible de se soustraire au Capital (par exemple aux règles de la propriété), pas davantage à l'État omniprésent (fiscalité, législation sociale, etc.). Néanmoins l'aspiration existe.

Que leur objet soit social ou économique, ces expériences sont souvent critiquées par les auteurs marxistes qui leur reprochent leur ambiguïté politique. Les individus qui se regroupent pour traiter une affaire qui les concerne ont l'impression qu'ils détiennent un pouvoir (ou qu'ils constituent un contre-pouvoir, telle l'association de consommateurs), alors que leur existence dépend de décisions qui sont prises à un tout autre niveau que celui auquel ils se situent. Cette impression peut suffire à créer un consensus social fort utile au maintien de l'ordre. De plus, dans le cadre de ces expériences de démocratie associative, des groupes sociaux assument des activités qui relevaient jusque là de la puissance publique. Par conséquent, leurs initiatives accompagnent et facilitent le désengagement de l'État.

Lorsque l'expérience a un objet économique, elle sert encore plus clairement le système. Les travailleurs apportent des solutions à des problèmes que les dirigeants politiques et économiques ne parviennent plus à résoudre, notamment au chômage. Ils acceptent des conditions de travail qu'ils refuseraient dans une entreprise classique. En pareil cas, le marxiste leur reprochera, d'une part de faciliter « la restructuration du capital » (?), d'autre part d'affaiblir les luttes sociales, car ils ne peuvent plus se sentir aussi solidaires des autres travailleurs.

Que ces expériences soient politiquement ambiguës, cela ne fait aucun doute. C'est d'ailleurs bien parce qu'elles sont sans portée politique apparente et qu'elles peuvent, au moins dans une faible mesure, réduire les tensions sociales et le chiffre du chômage, que les gouvernements, notamment en Allemagne fédérale et en France, après les avoir combattues, les laissent vivre et se développer, parfois même les favorisent en les subventionnant. Mais il ne faut peut-être pas s'attacher à ce qu'elles sont aujourd'hui ou à ce qu'elles prétendent être. Elles constituent un ensemble hétérogène de réalisations que l'évolution du système a suscitées ou rendues possibles. L'évolution se poursuivant, certaines disparaîtront, en particulier parmi celles qui sont les plus intégrées à l'économie et donc au système (comme les Lip ont pratiquement disparu). D'autres verront le jour. Elles devront alors s'adapter à un contexte encore dégradé, de sorte qu'elles seront peu à peu amenées à recouvrir la dimension économique de la vie sociale.

A cet égard, la majorité des « alternatifs » allemands ont un comportement révélateur d'un état d'esprit qui ne peut être que provisoire. Ils s'en tiennent à la définition de l'autonomie que propose André Gorz : une autonomie *individuelle*, qui laisse à chaque travailleur le temps de produire une partie de ce qu'il consomme (ou plutôt, en l'occurrence, de ne rien produire du tout), tout en bénéficiant des avantages de la production « intégrée ». Lorsqu'ils ont un travail rémunéré, ils travaillent le moins possible ou se répartissent un même poste de travail, quitte à réduire au strict minimum leurs besoins monétaires. Mais ils refusent de s'organiser au plan économique, en particulier de procéder entre eux à des échanges qui impliqueraient une division du travail, car l'échange crée des interdépendances qui limitent inévitablement l'autonomie individuelle.

Bien qu'ils récusent toutes les références politiques, leur démarche s'inscrit dans la tradition d'un des courants de la pensée anarchiste, celui qui, en réaction contre la socialisation de l'individu par le pouvoir (par le Capital et l'État), en arrive à perdre de vue que l'individu est un être social, qu'il ne peut exister et se réaliser que dans un groupe, par des échanges avec les autres membres du groupe. Ces échanges sont aussi économiques. Car si la dimension technico-économique de notre civilisation est devenue anormale, la vie individuelle aura toujours cette dimension sociale : l'individu ne peut pas, de sa naissance à sa mort, produire tout ce dont il a besoin. Et s'il est très salutaire de réagir contre la glorification du travail

productif (plus insupportable encore dans les pays socialistes), on imagine mal une société d'où ce travail serait absent. En fait, ces alternatifs allemands se marginalisent sans former une société marginale, parce qu'ils peuvent, à la lisière du système productif qu'ils refusent, vivre très largement de l'enrichissement collectif qu'il assure. Dès lors, leur autonomie individuelle est à la merci de l'évolution technico-économique. Pour la préserver, ils devront, tôt ou tard, la concevoir et l'organiser dans le cadre d'une société économiquement autonome.

Aujourd'hui, encore trop peu nombreuses, dispersées, sans territoire propre, non coordonnées, ces expériences ne peuvent constituer une entité économique composée d'activités suffisamment diversifiées pour assurer l'existence d'une société marginale. Mais elles préfigurent déjà la base sociale qu'exige l'autonomie. En effet, elles privilégient la qualité des rapports interpersonnels et sociaux aux dépens de l'efficacité économique : elles inversent les priorités. Elles refusent tout rapport de domination, toute relation de pouvoir, de sorte qu'elles s'obligeront, le moment venu, à imaginer des conditions de production et d'échange qui évitent les contradictions d'intérêt, puisqu'aussi bien celles-ci sont à l'origine de la plupart des rapports de domination institutionnalisés. Elles affichent des ambitions individuelles et collectives à l'opposé de celles que le système, du fait de sa dynamique compétitive, exige de chacun et de tous : produire davantage, consommer davantage, l'emporter sur autrui, en particulier par la possession (l'argent conférant un pouvoir), s'affirmer socialement par la consommation... En bref, elles postulent un nouveau système de valeurs, qui rend possible la mise en forme d'un nouveau système économique.

La socio-économie duale des libéraux

On sait que presque tous les économistes s'accordent à penser que le développement est possible à l'échelle planétaire, c'est-à-dire que le déséquilibre entre pays industrialisés et pays dits sous-développés peut être redressé « par le haut ». Mais la justice sociale et économique, dès lors qu'elle est ainsi définie en termes quantitatifs, n'est pas à instaurer seulement entre les nations. Elle devrait l'être aussi dans le cadre de chaque nation. Jusqu'à ces dernières années, les tenants du libéralisme

accusaient les socialistes et les communistes de vouloir réaliser une égalisation des situations socio-économiques « par le bas » (ce que ceux-ci n'ont d'ailleurs jamais songé à faire) et ils annonçaient que le capitalisme allait progressivement réaliser cette égalisation « par le haut », le relèvement du niveau de vie des travailleurs (celui des Français a été multiplié par quatre depuis la dernière guerre), pouvant nourrir cette illusion. Aujourd'hui, constatant que leurs prévisions ne se vérifient pas, ils prennent un virage idéologique à 180 degrés. Ils se font les chantres des transformations qui effectivement se produisent et que critiquent les économistes marxistes, ceux-ci n'acceptant qu'une ruche parfaitement organisée comme avenir social. Ils décrivent alors une « socio-économie duale », au sein de laquelle l'articulation entre activités hautement productives et mondialisées (où les travailleurs jouissent de hauts revenus et de la sécurité de l'emploi) et activités informelles et de sous-traitance (où le travail est précaire) conditionne la survie du système dans son ensemble.

C'est ainsi que J. Amado et C. Stoffaes, dans une étude destinée à la préparation du VIII^e Plan et intitulée *Vers une socio-économie duale ?*², exposent les raisons pour lesquelles il faut se réjouir de la coexistence de deux ensembles socio-économiques en France. A vrai dire, cette étude est d'une telle médiocrité, dans sa forme et dans son contenu, qu'on a peine à comprendre qu'elle ait soulevé une polémique entre partisans et adversaires du libéralisme. Mais comme elle demeure un texte de référence, il faut bien la prendre en compte.

Après quelques phrases déroutantes (« le sens d'une crise est d'ailleurs souvent celui, soit de réussir, soit de manquer le défi du changement. Il peut être l'occasion d'un défi à relever »), qui mériteraient une analyse à la fois grammaticale et logique, les auteurs exposent ce que sont ces « défis » (renchérissement du pétrole, mutation technologique, etc.), puis concluent que « si elle veut répondre à ces défis, la France doit s'adapter », ce qui ne surprendra personne.

Malheureusement, la population française n'étant pas constituée seulement de disciples de J.-J. S.-S., elle ne réagit pas d'une manière uniforme devant tant de « défis ». Tandis que beaucoup de Français les relèvent (ce sont alors des « hommes

2. In *La société française et la technologie*, La Documentation française, 1980.

modernes »), d'autres ne parviennent pas ou ne veulent pas les relever : ce sont indifféremment des petits paysans, des artisans, des hippies, des gens qui ont peu de besoins et, d'une façon générale, des « catégories non encore parfaitement intégrées à la société industrielle », parmi lesquelles beaucoup de chômeurs. Cette division de la société est présentée comme volontaire. « C'est le sens qu'il faut donner au concept de socio-économie duale, celui d'une société divisée volontairement en deux grands sous-ensembles d'activités et d'individus, complémentaires et différents. » Comme chacun sait, le petit paysan, dont le revenu est inférieur au S.M.I.C., n'a aucune envie d'être à la tête d'une grande exploitation agricole...

Les exclus du système et ceux qui s'en excluent se retrouvent donc au sein d'un même ensemble socio-économique, qui serait plus « traditionnel » et aussi plus « convivial ». Puisqu'ils jouissent d'une convivialité dont « les hommes modernes » sont privés, on peut leur retirer un peu de la protection sociale dont ils bénéficient. Ainsi pourront-ils travailler en toute liberté, éventuellement 18 heures par jour, sans congé s'ils ne souhaitent pas en prendre, sans retraite s'ils ne sont pas fatigués de travailler. Du coup, pourraient renaître des métiers que l'évolution technico-économique (et une « mentalité pseudo-égalitaire ») avait tendance à faire disparaître, depuis la concierge ou le porteur de gare, jusqu'à l'ébéniste d'art ou le producteur de yaourt artisanal.

Cependant, comme on peut difficilement croire que le chômage sera résorbé grâce à la réintroduction de porteurs dans les gares et de concierges dans les immeubles, les activités de services qui se trouvent protégées par les frontières ou par des monopoles d'Etat sont incidemment mentionnées aux côtés de la fabrication artisanale de yaourts : les administrations publiques, les Postes et télécommunications, la S.N.C.F., l'hôtellerie feraient ainsi partie des activités de main-d'œuvre où les progrès techniques réducteurs d'emploi n'ont pas lieu d'être adoptés. Va-t-on voir revenir la demoiselle des Postes ?

Le secteur traditionnel et informel comprend en outre — et c'est sans doute là le plus important — des activités de sous-traitance. Les sous-traitants, travaillant pour le compte du secteur hautement productif, serviront « d'édredon » à celui-ci : il amortira « les à-coups, les récessions, les montées en puissance ». Est-ce à dire qu'il tombera en faillite quand les firmes dominantes seront en difficulté ? Nullement ! Car il nous est expliqué plus loin que le secteur informel est suffisamment

protégé par son « archaïsme » et sa « viscosité » (?) et que « les aléas de la conjoncture rebondiront sur lui comme les coups sur un édredon ». En effet, s'il s'agit d'un édredon...

La socio-économie duale est donc l'idéal. « Le péril serait grave que, dans l'ardeur à relever le défi technologique, la France ne parvienne à un état dangereux de fragilité, faute d'avoir su délibérément construire son développement sur la dualité de son potentiel économique et partant, sur la dualité de ses structures sociales. » En clair, rien de plus heureux ne pouvait arriver que cette évolution économique et sociale à laquelle on assiste aujourd'hui. Elle va même dans le sens de la démocratie. Nous apprenons en effet que « une nation n'existe que par l'unité qui la constitue et faute de laquelle elle se désunit » (si l'idée émise est des plus discutables, l'implacable logique de la phrase n'aurait pas déplu à M. de La Palice), mais qu'unité ne signifie pas uniformité. Le droit à la différence est de plus en plus souvent revendiqué. Quelques Français veulent devenir informaticiens ou P.-D. G. de multinationales, d'autres préfèrent être porteurs de gare. Il faut respecter ces choix individuels et modifier en conséquence le système d'enseignement, la législation sociale et la fiscalité (des propositions étant faites en ce sens). D'ailleurs, comme il existe aussi des choix intermédiaires « il ne s'agit pas seulement de remplacer la société monolithique (?) par la simple dualité. Il faut ouvrir progressivement le champ à cette socio-économie multidimensionnelle qui demeure l'expression concrète de la pluralité, donc de la démocratie ».

Cette phrase, tout à fait remarquable, mais qui dénote aussi une confusion intellectuelle assez inquiétante (la démocratie est associée, non plus à la pluralité des opinions, mais à la pluralité des situations socio-économiques), clôt enfin l'étude de MM. Amado et Stoffaers. Ces derniers ont beaucoup insisté à la fois sur le caractère volontaire de la division de la nation et sur la complémentarité des activités exercées par les deux parties de la société : le sous-traitant travaille pour la multinationale, le porteur de gare se charge des bagages de « l'homme moderne », etc. Ils n'envisagent pas une rupture entre les deux socio-économies, bien au contraire : ils dénoncent le risque qu'elle ferait courir à la France, la France étant en l'occurrence la socio-économie dominante. Mais ils présupposent aussi que cette dernière va favorablement évoluer vers « la nouveauté » et « le changement ». L'idée qu'elle pourrait tendre à l'asphyxie, avec un champ social de plus en plus restreint, ne leur vient

pas une seconde à l'esprit. Or, c'est cette perspective qui paraît aujourd'hui la plus probable. Par conséquent, si le porteur veut conserver durablement un emploi, il devra délaïsser les bagages de l'informaticien, pour assurer le transport des pots de yaourt de l'artisan, étant entendu que ce dernier devra de préférence vendre sa production dans le cadre de la socio-économie informelle et prétendue traditionnelle, quitte à gagner moins d'argent. Il serait d'ailleurs illogique que les hommes modernes aient envie de consommer autre chose que les produits modernes de l'agro-business.

Aspects politiques et l'autonomie économique

Pour l'heure, la plupart des individus qui se lancent dans des expériences alternatives cherchent à satisfaire leurs seules aspirations (à la convivialité, à un plus grand respect de l'écosystème, etc.). Ce sont parfois d'anciens militants marxistes, qui, ne croyant plus à la révolution et à la société meilleure qu'ils en attendaient, ont décidé de vivre dès maintenant leur idéal social. En se marginalisant, ils ne prétendent pas accomplir un acte politique. Certains, il est vrai, pensent que cet acte a valeur d'exemple : ils estiment que tout le monde pourrait opter pour le genre de vie qu'ils ont choisi. Mais ils ne se dotent pas d'une stratégie pour provoquer cette étonnante mutation des comportements. Ils se bornent à attendre le miracle.

La démarche des alternatifs n'est pas généralisable. Mais elle n'en a pas moins une portée politique, qui peut sous certaines conditions devenir décisive. On peut même penser que ces démarches convergentes, qui se font jour dans tous les pays industrialisés, sont l'amorce d'un mouvement historique (comme le fut par exemple celui des peuples coloniaux luttant pour leur libération), dont l'ampleur dépendra de la conscience qu'il aura de lui-même et de son rôle.

La manière de vivre des alternatifs permet, sinon présuppose, une meilleure adaptation de la production à chaque milieu particulier. Un tel effort d'adaptation est, on le sait, une des conditions au rééquilibrage socio-économique entre pays industrialisés et pays sous-développés. Ce rééquilibrage impliquerait en outre une réduction de la production des premiers, réduction que les alternatifs encouragent en réduisant leur consommation, et dont ils contribuent aussi à dédramatiser la perspective, en

prouvant que le bien-être matériel n'est pas proportionnel à la quantité de biens et de services produits. Ainsi, bien que s'employant à ne résoudre que leurs problèmes personnels, les alternatifs créent un contexte qui, s'il se généralisait, placerait les peuples du tiers monde en meilleure position pour résoudre les leurs. Donc leurs initiatives ont déjà une portée politique au moins virtuelle. Il s'agit maintenant de savoir si elles s'élargiront assez pour avoir un impact économique effectif.

D'autre part, dans le cadre national et international actuel, les forces politiques sont tenues de ne prendre en compte que les intérêts de la base sociale qu'elles représentent ou sur laquelle elles s'appuient. Ainsi, le parti (et le syndicat) au plan national, l'Etat au plan international, maintiennent-ils activement, par le simple exercice de leurs fonctions respectives, une organisation politique, économique et sociale fondée sur des rapports de forces entre groupes sociaux aux intérêts contradictoires, si bien que les contradictions d'intérêts ne peuvent que se perpétuer, avec les tensions, les crises et les conflits qu'elles engendrent. Impossible d'échapper à une problématique, qui fait des intérêts matériels la cause déterminante des relations entre individus, groupes sociaux et nations. De ce point de vue, on peut accepter la formule désabusée d'André Gorz : « la société ne sera jamais bonne par son organisation. » En effet, son organisation actuelle ne peut être démocratisée, puisque sa construction technico-économique ne peut pas l'être (d'autant que cette construction étant mondiale, la démocratisation serait à effectuer à l'échelle mondiale !). C'est aussi pourquoi une planification économique, qu'André Gorz préconise malgré les défauts qu'il lui reconnaît (et son inefficacité à l'échelle réduite où il l'envisage), ne pourrait être qu'autoritaire. Mais que faut-il en conclure, sinon qu'une amélioration des rapports sociaux et internationaux n'est pas à attendre de cette société, compte tenu de la construction technico-économique qui est la sienne ?

Ceux qui veulent cette amélioration ne peuvent donc tabler que sur une autre société, dont l'organisation démocratique favoriserait une autre construction économique et technique. Cette société, seuls les alternatifs sont susceptibles de la mettre en forme. En refusant tout rapport de domination et toute relation de pouvoir, ils instaurent un nouveau rapport à autrui (sans doute celui que les socialistes attendent bien en vain d'un « homme nouveau ») qui devrait radicalement modifier les relations économiques, en permettant notamment de reconsi-

dérer la manière dont les intérêts individuels peuvent se concilier grâce à l'accomplissement d'un projet commun : un projet qui ferait nécessairement éclater le cadre politique traditionnel.

La société que préfigurent les expériences alternatives n'est pas nationale, au sens habituel du terme, ni même régionale. Si elle s'organise en tant que telle, elle sera soudée par son idéologie, c'est-à-dire par ses choix socio-politiques, par les principes qui président à son organisation, par les valeurs qu'elle respecte et met en œuvre, par les objectifs qu'elle s'assigne... Elle sera caractérisée par ce nouveau rapport à autrui, mais à un autrui qui se trouve partout où existe une société porteuse de la même idéologie. On peut donc très bien concevoir que deux entités socio-économiques autonomes par rapport au système, l'une par exemple située en Europe et l'autre en Afrique, fusionnent en une seule entité politique, si la fusion est une condition nécessaire à la réalisation de leurs projets respectifs.

Une telle perspective paraît invraisemblable — aussi invraisemblable que l'était au début de ce siècle celle d'une Europe économique. Il faut pourtant bien l'envisager comme une possibilité à long terme, si l'on veut éviter que les problèmes auxquels les nations industrialisées vont être confrontées soient à jamais insolubles, c'est-à-dire que ces nations soient condamnées à payer indéfiniment le prix de leurs ambitions et de leurs excès historiques. Qui peut le souhaiter ? La justice ne consiste pas à répartir la misère dans le monde autrement qu'elle ne l'est aujourd'hui !

Admettons par exemple que des Corses parviennent à constituer une entité socio-économique relativement autonome par rapport au système. Ils ne pourront pas vivre sur les seules ressources de la Corse, même s'ils disposent de l'île entière. Ils devront importer, ne serait-ce que des outils, ou des matières premières pour en fabriquer. Ils ne jouiront pas d'une véritable autonomie économique, telle qu'elle a été précédemment définie : leur reproduction sociale dépendra de facteurs externes. Le risque qui découle de cette dépendance à l'égard de fournisseurs étrangers ne peut être totalement éliminé que par un accord politique : il faut que ces fournisseurs cessent d'être des étrangers. Ce qui ne signifie pas que les Corses, après s'être séparés de la France et détachés de l'économie mondiale, devront, pour des raisons économiques, renoncer à leurs particularités culturelles, à leur manière et à leurs raisons de vivre, pour se fondre dans une entité politique avec des Français, des Allemands ou

des Africains. C'est la notion d'indépendance politique qu'ils vont devoir reconsidérer.

Sans entrer dans une critique des règles de droit qui régissent les relations entre sociétés politiquement indépendantes, règles qui sont aussi inacceptables que la pratique qui en est faite, puisqu'elles sont violées chaque fois qu'un Etat y a intérêt et est en position de le faire, on doit noter que ces sociétés ont des devoirs les uns à l'égard des autres dès lors qu'elles sont économiquement interdépendantes. Ces devoirs sont d'ordre politique et devraient faire l'objet de contrats politiques. Il est anormal et immoral que la France vende des armes au Gabon sans se soucier de l'usage qu'en fera l'Etat gabonais (en droit, ce dernier pourra massacrer sa population sans que la nation française soit autorisée à intervenir, puisque ce serait s'« ingérer » dans les affaires intérieures d'un pays étranger), mais il est tout aussi anormal que les Gabonais vendent du manganèse à la France (indépendamment de toute considération sur les conditions dans lesquelles s'effectue ce transfert de ressource), sans avoir le droit de vérifier que le type de développement qu'elle met en œuvre est conforme à leurs intérêts. Pour que les échanges entre la France et le Gabon soient sains d'un point de vue politique, il faudrait que chacune des deux nations soit d'accord sur l'objectif que l'autre poursuit, objectif à la réalisation duquel elle contribue en livrant un peu de ce qu'elle produit ou possède.

Il en irait de même pour les Corses avec leurs fournisseurs. Les premiers auraient à faire accepter leur programme économique par les seconds, dont ils auraient évidemment à approuver aussi le programme. Ce serait, en quelque sorte, la base politique d'une planification internationale, chaque entité socio-politique concevant son « développement » suivant ses voies propres, mais sans pouvoir poursuivre un objectif contraire aux intérêts d'autres entités politiques indépendantes.

Bien sûr, il s'agit là d'une vision très idéaliste de ce que pourrait être les relations entre les peuples. Quand on voit comment se comportent aujourd'hui toutes les nations, mêmes les plus « démocratiques », on est en droit d'émettre des doutes sur leur capacité à subordonner leurs intérêts à la recherche d'un peu plus de justice et d'harmonie. Mais c'est bien en cela que les alternatifs ont un rôle à jouer : ils peuvent enfoncer un coin dans cette collectivité internationale qui ne peut d'elle-même se transformer.

L'autonomie économique est l'objectif immédiat qu'ils devraient s'assigner. Elle implique la rupture des échanges, tels qu'ils se

pratiquent aujourd'hui, au sein de chaque pays et à l'échelle mondiale. Mais l'objectif à plus long terme n'est pas et ne peut pas être de rompre les relations qui se sont nouées entre les peuples, ni de stopper des échanges qui permettent de mettre en commun certaines ressources trop inégalement réparties. Il est de transformer des liens d'interdépendance conflictuelle en liens de solidarité effective.

L'autonomie économique n'est donc pas une fin en soi. Elle est le seul moyen, la seule opportunité qui soit offerte par le système lui-même, du fait des conséquences sociales de son évolution (de la marginalisation d'une partie de la société), de reconstruire progressivement le monde comme il faudrait qu'il le soit pour devenir, peut-être, un peu plus juste, un peu moins déchiré par des contradictions d'intérêts : de bas en haut.

Les moyens d'agir

Les expériences alternatives pourront se transformer en un système alternatif, si elles prolifèrent en se coordonnant, c'est-à-dire si elles développent des activités suffisamment diversifiées pour que les nouvelles entités sociales puissent se détacher progressivement du système dominant, jusqu'à la rupture complète qui ferait d'elles des entités socio-politiques. Elles n'y parviendront que si elles se dotent d'un organe capable à la fois d'assurer la cohérence des initiatives et de programmer celles qui doivent être prises. Cet organe, qu'on appellera par exemple la Centrale économique, ne constitue pas un pouvoir, mais bien plutôt son contraire. Il n'est que le lieu où s'élabore la décision collective.

Les statuts de la Centrale, dans la mesure où ils précisent son mode de fonctionnement, doivent strictement refléter la démocratie économique qu'elle a à mettre « techniquement » en forme. Par exemple, les techniciens auxquels elle a recours n'ont qu'une fonction d'étude et de proposition. De leur côté, les apporteurs de capitaux n'ont aucun droit de regard sur l'usage qui en est fait. Le pouvoir de décision appartient exclusivement à ceux qui sont ou ont été les bénéficiaires des opérations de la Centrale : il est réparti d'une manière égalitaire entre tous les travailleurs ou, plus généralement, entre tous les citoyens des entités socio-économiques en voie d'autonomie.

La Centrale n'est pas un planificateur de type classique, qui

impose des objectifs aux agents économiques. Elle doit en effet préserver la liberté d'entreprendre, celle-ci étant incontestablement une liberté individuelle essentielle.

Peut-être faut-il ici faire une parenthèse. On a coutume d'opposer la rigidité sclérosante de la planification à l'efficacité de l'économie de marché, en attribuant à la concurrence des vertus qui sont, en réalité, celles de la libre entreprise. La concurrence est à condamner sans beaucoup de nuances. Dans quelque domaine qu'elle se pratique (l'économie, la politique, la vie sociale, le sport), elle n'est jamais qu'un effort individuel ou collectif pour l'emporter sur autrui, le « dépassement de soi-même » qu'elle favoriserait n'étant qu'un résultat éventuel de cet effort. Elle est condamnable, parce qu'elle encourage ou impose ce rapport à autrui, qui est à l'opposé de celui que l'individu devrait naturellement avoir. Un rapport agressif qui n'est pas du tout, quoiqu'on en dise, inhérent à la nature humaine, pour cette excellente raison qu'il n'existe pas de nature humaine. L'homme étant aussi inachevé que tous les autres êtres vivants, ce qu'il sera, ou pourrait être, ne saurait se déduire de l'observation de ce qu'il fut ou est encore. Etre social, ses qualités dépendent très largement de la qualité de son rapport aux autres. Et, compte tenu du cadre social qui est le leur, on s'étonne presque que les Occidentaux ne soient pas plus agressifs qu'ils ne le sont, puisque leur agressivité est sollicitée d'une manière aussi constante qu'insidieuse, en particulier par cette obligation qui leur est faite de participer à une compétition qui transforme autrui — dont chacun a besoin pour vivre — en un rival ou un ennemi à abattre.

Mais la concurrence est l'indispensable contrepartie de la liberté d'entreprendre, qui n'est elle-même, dans l'état actuel des choses, qu'une latitude laissée à ceux qui ont les moyens matériels et intellectuels d'entreprendre de réaliser leur objectif individuel d'enrichissement contre les autres, en exerçant un pouvoir sur eux et à leur détriment au moins relatif. La concurrence vient assurer la sélection des initiatives, en éliminant, sur la base de critères d'ailleurs discutables, celles qui ne contribuent pas à l'enrichissement collectif. Mais on ne peut lui attribuer l'extrême créativité du système capitaliste, d'autant qu'elle provoque, au contraire, beaucoup de gâchis. Cette créativité ne tient qu'à la quantité et à la diversité des initiatives. Elle est nécessairement beaucoup plus grande dans les pays capitalistes que dans les pays socialistes, où seul le planificateur central détient l'initiative économique. Elle serait à coup sûr

beaucoup plus remarquable encore, si tous les individus pouvaient innover, étant entendu que les raisons qu'ils auraient de le faire sont fort nombreuses, en dehors de celles qui sont précisément à exclure : volonté de domination et d'enrichissement strictement personnel.

Au plan économique, comme en tous domaines, l'initiative individuelle est un facteur de progrès social, à la condition qu'elle ne vise pas (ou n'aboutisse pas) à établir des relations de pouvoir et d'exploitation entre les membres du groupe. Il faut donc la favoriser, non seulement dans l'intérêt de l'individu qui doit pouvoir se réaliser pleinement (ce qui présuppose que se réalise son potentiel d'imagination créatrice), mais dans l'intérêt du groupe social. Elle peut l'être, si la Centrale, au lieu d'établir un plan rigide, procède constamment à des réajustements, à ceux qui sont imposés par la conjoncture, mais aussi à ceux que rend possibles et souhaitables la dynamique sociale.

Se posera un problème de ressources. Jusqu'ici, il est généralement mal abordé par les alternatifs, quand ils créent un organisme de financement pour faciliter leurs entreprises. Outre qu'ils prévoient pour cet organisme un mode de fonctionnement qui lui interdit d'être l'instrument d'une démocratie économique, ils adaptent leur programme d'intervention aux ressources dont ils disposent. Ils devraient, à l'inverse, établir leur plan de trésorerie en fonction de leurs projets d'investissements, puis chercher les ressources nécessaires, dont l'origine dépend précisément de la nature des projets.

Les capitaux dont a besoin la Centrale ne peuvent être attendus d'une « accumulation primitive » réalisée par les producteurs sous le contrôle desquels elle travaille. Pour l'essentiel, ils proviendront de contributions volontaires de la société incorporée au système dominant, contributions qui seront d'autant plus généreuses que le projet *politique* des alternatifs sera plus crédible. Il faut en effet que les majorités comprennent et approuvent les objectifs des minorités marginales ou marginalisées. C'est là un point très important sur lequel on va revenir. Une chose est en tout cas certaine : les fonds susceptibles d'être collectés dans le public sont considérables. Mais s'y ajoutent encore ceux qui peuvent être demandés à l'Etat et aux collectivités publiques. Car s'il ne peut être question de constituer le capital de la Centrale sur fonds publics, il est toujours possible d'obtenir des subventions pour tel ou tel projet particulier. Les gouvernements faciliteront sans doute le travail de la Centrale, aussi longtemps qu'ils verront dans les initiatives

des alternatifs le moyen d'éviter des troubles sociaux, en particulier dans les régions les plus affectées par la crise. Quant aux collectivités décentralisées, leur aide financière dépendra des rapports de forces au plan local. C'est probablement dans ces mêmes régions qu'elle sera la plus significative.

Une stratégie

Admettons donc cette éventualité : les alternatifs font élaborer par leur Centrale un plan de survie analogue à celui dont il a été question plus haut. Ce plan prend en compte les activités existantes ou immédiatement possibles, puis programme celles qui devraient être promues pour que se constitue une entité socio-économique relativement autonome. Il repose donc sur un grand nombre d'hypothèses. Notamment, sa mise en œuvre pourra être assurée, aussi bien par ceux qui s'excluent du système dominant que par ceux qui, s'en trouvant exclus (chômeurs, paysans ruinés), accepteront de vivre comme l'impose la marginalisation économique, sans le niveau de consommation de l'Européen moyen, mais aussi, il est vrai (et c'est déjà là une compensation non négligeable), sans les rapports sociaux et les relations de pouvoir que celui-ci est obligé de supporter. Les candidats risquent alors d'être fort nombreux. Pour qui n'a rien ou presque, renoncer à avoir ne constitue pas un lourd sacrifice. En revanche, participer à une œuvre collective qui déborde toutes les frontières traditionnelles, c'est acquérir ce que personne ou presque n'a désormais : une raison sociale de vivre.

Ainsi le plan doit-il prévoir l'incorporation d'une partie croissante de la société dans le système alternatif, par conséquent celle de territoires dont les ressources peuvent modifier notablement les conditions de travail et de vie de la population marginale. Il vise à étendre la zone d'autonomie économique, qui est aussi une zone de « non-pouvoir ». Or, une telle extension peut s'effectuer, soit à la faveur d'un approfondissement des difficultés socio-économiques, soit dans le cadre d'une stratégie de désorganisation du système dominant. Dès lors, le plan a ou peut avoir une dimension subversive. Il peut en effet se borner à envisager l'extension comme une simple hypothèse, mais peut aussi indiquer les moyens à employer (mise en faillite

d'une entreprise, blocage de certains échanges, etc.) pour que cette hypothèse se réalise. Rappelons cependant que, dans le contexte social contemporain, le recours à la violence est à proscrire³. Tout au plus celle-ci peut-elle être retenue, à titre exceptionnel, comme moyen tactique d'atteindre un but ponctuel, dans le cadre général d'une stratégie non violente.

D'autre part, il est exclu qu'un système alternatif puisse être mis en forme et survivre à l'intérieur d'un pays donné. S'il doit voir le jour, ce sera dans tous les pays et sensiblement partout en même temps. La Centrale devra donc intervenir hors des frontières, pour y favoriser des initiatives analogues à celles qu'elle coordonne à un plan national ou régional. Sa politique (ou plutôt celle des Centrales réparties dans le champ international qui, en se coordonnant elles-mêmes, forment un centre de décision supranational) entrera d'une autre manière encore en contradiction avec celle de l'État. Ce sera le cas en particulier à l'égard du tiers monde.

La mise en œuvre progressive du plan de survie ayant des incidences sur les économies sous-développées, la Centrale doit les évaluer, en précisant à quels échanges il faut définitivement renoncer ou quelles nouvelles conditions d'échange seraient à prévoir et à proposer aux intéressés. Concrètement, elle pourrait alors se présenter comme un bureau d'études, au service des peuples et non plus des gouvernements, même si, dans l'immédiat, elle ne peut évidemment établir de relations directes avec les premiers sans intervention ni contrôle des seconds. Si un programme de reconstruction économique d'une région du tiers monde, comportant des propositions de coopération véritable (c'est-à-dire à l'opposé de celle qui se pratique aujourd'hui au profit des États et des minorités privilégiées), pouvait être proposé à la population, celle-ci saurait beaucoup plus précisément en vue de quoi elle doit s'opposer à l'État et comment, en pratique, elle pourrait elle-même exercer le pouvoir économique.

La nature des rapports que la Centrale a pour mission de favoriser à l'intérieur et à l'extérieur des frontières rend son travail inévitablement subversif. L'État, quelles que soient ses options politiques, finira par réagir. S'il peut laisser pendant un temps se développer des expériences échappant à son

contrôle, il n'acceptera pas qu'une partie de la société mette en forme un système fondamentalement différent de celui dans le cadre duquel s'exerce son pouvoir, l'économie devenant authentiquement duale ou, plus précisément, deux économies qui n'obéissent pas à la même logique coexistant à l'intérieur des frontières. Même s'il favorise au départ cette évolution, il tentera d'éviter qu'elle se poursuive et qu'elle aboutisse à créer, sur le territoire national, des zones trop étendues de non-pouvoir. Reste à savoir s'il pourra l'empêcher. L'asphyxie économique devrait réduire peu à peu les ressources publiques, donc sa capacité de contrôle et de répression. De plus, il devra tenir compte de l'opinion, en l'occurrence des sentiments de la majorité à l'égard de la minorité marginale. C'est là que le rôle du Mouvement peut être décisif. Celui-ci est porteur de l'idéologie des alternatifs au sein même de la société dont ils s'excluent. Il doit s'employer à y développer un réseau de complicités actives, non seulement pour drainer des contributions financières et des aides diverses, mais pour faciliter les actes de subversion qu'une stratégie de désorganisation du système peut rendre nécessaires. Il lui revient enfin de faire comprendre et approuver les projets de la minorité, afin que toute tentative de répression de cette dernière par l'État se heurte à l'opposition de la majorité.

Au demeurant — et même si partout en Occident s'instaure un « fascisme d'impuissance » — il est peu probable que l'État puisse, dans les démocraties occidentales, se comporter comme le font aujourd'hui les dictatures d'Amérique latine. Là-bas, des militaires, au service des oligarchies nationales et des intérêts étrangers (principalement nord-américains, mais aussi européens et japonais) s'opposent à la redistribution du territoire national, en particulier au morcellement des grandes propriétés, qui pourtant permettrait aux paysans sans terre et aux chômeurs non assistés de mettre en forme, à l'écart de l'économie moderne, des entités socio-économiques autonomes, au sein desquelles le travail serait sans doute très peu productif et le niveau de vie très bas, mais qui du moins assureraient l'existence de cette population qui crève aujourd'hui de faim. Ici, les gouvernements, au service des majorités nationales et des intérêts multinationaux, ne pourront ni compter sur la passivité de la minorité condamnée par l'évolution technico-économique, ni noyer dans le sang ses révoltes avec l'assentiment de la majorité. Ils seront obligés de transiger.

L'État devra se rendre à l'évidence : du seul fait que le champ

3. Ce très grave problème de la violence mériterait évidemment plus que les quelques lignes qui lui sont consacrées dans *Que la crise s'aggrave*.

économique est devenu mondial, il n'est plus possible de cantonner dans le tiers monde la fraction de la population marginalisée par l'évolution technico-économique. Elle existe partout. Elle est répartie dans tous les pays. Elle augmente partout, tandis que se réduit la base sociale de l'économie dite moderne. La seule attitude raisonnable de l'Etat sera de la laisser s'organiser, afin qu'elle procède à la mutation du mode de production et d'échange, de sorte qu'un nouveau système socio-politique et économique puisse peu à peu occuper tout le champ social, c'est-à-dire accueillir et assurer l'existence de l'autre partie de la société, à mesure qu'elle sera, à son tour, condamnée.

Une hypothèse de travail

L'alternative aux deux systèmes qui s'imposent aujourd'hui à toutes les sociétés (avec leurs innombrables nuances qui suffiraient à prouver qu'ils ne sont que deux variantes d'un même système) n'a aucune chance d'apparaître en un point quelconque du globe, pour ensuite se propager comme devait le faire la révolution, une révolution que les marxistes sont d'ailleurs de moins en moins nombreux à attendre. Elle ne peut pas davantage s'inscrire dans le prolongement de l'évolution du système, tel le socialisme qui devait être un « dépassement » du capitalisme. Si elle voit le jour, elle apparaîtra un peu partout, à la faveur de la décomposition sociale que provoque l'évolution technico-économique, et comme le résultat possible, mais nullement certain, de l'effondrement du système.

Tout reconstruire de bas en haut, tandis que tout se désorganise sous la pression d'intérêts transnationaux incontrôlables, ce n'est évidemment là qu'une éventualité. Il en existe beaucoup d'autres : guerre nucléaire, désastres écologiques aux conséquences irréversibles, chaos social généralisé et émergence de dictatures militaires, voire d'un système de terreur avec prolifération de petits chefs du type mafioso, racketteur ou tonton-macoute... Tout est possible. Une seule chose, à coup sûr, ne l'est pas : cet « avenir de progrès » qu'on persiste à nous promettre dans le cadre du système actuel. C'est pourquoi l'éventualité la plus optimiste (ou la moins pessimiste) devrait pouvoir servir d'hypothèse de travail à ceux qui contestent ce système, qu'ils demeurent actifs au sein de celui-ci ou qu'ils s'en soient exclus.

L'alternative n'étant pas à imaginer pour demain, mais au contraire à mettre en forme aujourd'hui, la problématique politique est toute nouvelle. Il ne s'agit plus de préparer un avenir meilleur, mais de vivre autrement le présent. La démarche des alternatifs est conforme à cette problématique. Ils ne se préoccupent pas plus de développement que les pygmées d'Afrique équatoriale. Mais ils ne peuvent pas se retrancher dans leur microcosme. Leur expérience ne survivra que si elle s'étend. De plus, la manière de vivre le présent peut fort bien déterminer l'avenir. C'est donc à préciser cet avenir qu'ils doivent s'employer, afin de s'assurer que leurs actions présentes le préparent et ne le compromettent pas. Ou pour encourager des initiatives en dehors même de celles qu'ils prennent.

Par exemple, lorsque des Corses et des Cévenols régénèrent les châtaigneraies dans leur région où le châtaignier, son bois et ses fruits ont joué dans le passé un rôle essentiel, ils réadaptent la production régionale à son milieu spécifique. Leur initiative ne peut pourtant pas être classée dans les expériences alternatives. En effet, ils ne semblent pas disposés à revenir aux habitudes alimentaires de jadis, ni à redonner au bois les usages qu'il avait dans la construction, l'ameublement et la fabrication d'outils. Ils veulent faire renaître une production qui avait succombé devant la concurrence des céréales, car ils pensent qu'elle peut trouver des débouchés à l'extérieur des régions productrices. Les plus dynamiques d'entre eux ont d'ailleurs entrepris une campagne de promotion de la châtaigne pour ouvrir à celle-ci le marché mondial (pourquoi les Emirs du Golfe ne consommeraient-ils pas de châtaignes ?). Mais si leurs espoirs sont déçus et si la conjoncture se dégrade dans leur région, ils seront bien obligés de reconsidérer leur projet initial. Ils devront consommer leur production et, si possible, amener la population régionale à l'acheter au détriment de son niveau de vie : ils auront préparé le terrain à une expérience d'autonomie à laquelle ils ne songent pas à l'heure actuelle.

D'une façon générale, les expériences « à la base » qui se développent dans diverses directions (surtout dans le domaine des énergies douces et décentralisées) peuvent parfaitement faciliter cette *désarticulation* de l'économie, que les idéologues du libéralisme redoutent beaucoup trop pour oser l'envisager.

Cependant, un risque existe : il est possible que l'Etat parvienne à contrôler l'évolution d'ensemble. Lorsque celui-ci comprendra qu'il ne peut résoudre ni le problème du chômage ni ceux que posent les chômeurs à la population active, il favo-

risera peut-être les expériences d'autonomie comme on l'a envisagé. Mais en admettant que les tensions sociales soient de ce fait apaisées (ce qui signifierait que ces expériences ont déjà une ampleur considérable) et que certaines questions soulevées par le chômage ne se posent plus (par exemple que les alternatifs aient pris en charge les services assurés jusque-là par la puissance publique, notamment leur propre sécurité sociale), la situation économique ne sera pas assainie pour autant. Car la concurrence internationale continuera de s'exercer sur un marché de plus en plus étroit. L'État sera peut-être tenté de prendre des mesures protectionnistes. Il risque aussi d'y être contraint par la dégradation de sa situation financière et monétaire : un pays qui ne peut plus, ni payer ses importations, ni récupérer ses créances sur ses acheteurs étrangers, est bien obligé de « reconquérir son marché intérieur », c'est-à-dire de vivre sur ses seules ressources. En se protégeant de la concurrence étrangère, l'État accélérerait la désorganisation de l'économie mondiale, mais il pourrait alors programmer l'affaiblissement de l'économie et l'appauvrissement général. Ni les relations de pouvoirs ni les structures économiques et sociales ne seraient nécessairement compromises. Ce risque est analogue à celui qui existe dans le tiers monde, où une autarcie relative n'entraînera pas *ipso facto* les bouleversements socio-politiques indispensables à une reconstruction de l'économie au profit de l'ensemble de la société.

Pour que l'approfondissement des difficultés économiques et sociales favorise une transformation très progressive de la société, en même temps que l'élaboration d'une nouvelle construction économique et technique, il faut que les alternatifs sachent quel avenir ils entendent préparer par leurs initiatives actuelles, et comment cet avenir, qu'ils forgent pour eux-mêmes, « s'articule » avec celui des majorités. Il faut qu'ils se dotent d'un projet politique.

Pour une charte de la contestation mondiale

La plupart des alternatifs récuse les schémas politiques. Ils s'efforcent d'établir entre eux des rapports équitables, mais s'interdisent de définir la justice sociale et de chercher les moyens de l'instaurer. Ils sont trop critiques à l'égard de ces avant-gardes qui veulent imposer leur idéal social aux autres, pour se présenter eux-mêmes comme une avant-garde. Et ils se méfient du même coup des penseurs politiques (ces « maîtres-penseurs »), puisque c'est à partir de leurs vues sur l'avenir possible et souhaitable que se forment des avant-gardes. Ainsi en arrivent-ils à condamner la pensée politique elle-même. Tous les schémas politiques s'étant révélés pour le moins décevants dans leurs applications, pourquoi tenter d'en élaborer ?

C'est évidemment l'échec des schémas d'inspiration marxiste qui explique leur réserve à l'égard des projets politiques exprimés en termes théoriques. Mais si ces schémas sont en effet peu satisfaisants et souvent inadaptés au contexte actuel, s'ils ne prennent pas en compte des données qui paraissent aujourd'hui essentielles (l'écologie, les aspirations de l'individu qui n'est pas uniquement un être social, etc.), il ne faut pas imputer les aberrations nées de leur mise en œuvre à la pensée politique, mais bien au contraire à sa sclérose. Il faudrait les compléter, les modifier ou les renouveler, en approfondissant l'analyse

critique de la réalité, une réalité qui d'ailleurs se transforme constamment. Car le monde a une dimension politique qu'on ne peut se dispenser de comprendre. Et l'on ne peut à la fois souhaiter qu'il change et se refuser à imaginer ce qu'il devrait devenir.

Les conséquences de cette sclérose sont dramatiques. Elles le sont dans le tiers monde où les peuples qui parviennent à se libérer de dictatures soutenues par les puissances capitalistes, finissent par tomber sous le joug de tyrannies qui se veulent socialistes. Elles le sont aussi dans les pays capitalistes industrialisés, où le décalage entre le discours révolutionnaire et la réalité économique et sociale a pris les proportions d'un abîme. Devant cette réalité qu'ils refusent et qui ne génère pas de révolution, trop de militants s'engagent dans la voie de la violence, notamment dans un terrorisme qui est censé accentuer les contradictions entre classes sociales antagonistes (ou présumées telles) jusqu'à les rendre enfin explosives. Si leur violence se cherche des justifications dans la doctrine politique, qui, en l'occurrence, en donne une bien fragile à leurs pulsions agressives instinctives, elle trouve son origine profonde dans le désespoir.

Ce désespoir est compréhensible. L'individu, qui a besoin de s'identifier à un groupe social car il y trouve sa raison d'être, a le sentiment de ne plus avoir d'avenir quand le groupe n'en a plus. Bien sûr, il peut se replier sur une société régionale plus ou moins mythique dont il espère la « re-naissance » (dans un monde finissant ?), voire s'identifier à une équipe de football ou à un gang de malfaiteurs. Mais dans le cadre national, qui demeure celui de l'action politique, celle-ci est désormais dénuée de sens. Le contexte concurrentiel endiguant les choix des nations industrialisées, la politique interne est subordonnée à la recherche de rapports de forces technico-économiques favorables à l'échelle mondiale. L'organisation politique et sociale ne saurait être modifiée, sauf dans le cas où il pourrait en résulter une amélioration de ces rapports de forces. Elle ne peut donc l'être qu'en vue d'une plus grande rigueur, d'une meilleure adaptation de la société aux exigences de l'économie. Les seuls schémas politiques nationaux envisageables sont dès lors de type fasciste, étant entendu que le fascisme peut être plus ou moins feutré, et qu'il peut aussi être, soit de droite ou libéral, soit de gauche ou socialiste.

Les contraintes auxquelles les nations sont soumises, tiennent aujourd'hui à l'effort économique auquel elles sont obligées. Qu'elles soient ou non « développées », toutes les sociétés sont

censées devoir (et pouvoir) accroître indéfiniment leur richesse et leur puissance. Ainsi, les ambitions nationales ne sont en fait que la projection, au plan mondial, de celles que nourrit à titre individuel « le bourgeois » au sein de la société libérale. Or, si le socialisme condamne la volonté individuelle de puissance et d'enrichissement ou, tout au moins, s'il cherche à en limiter les effets, il l'encourage lorsqu'elle est collective. A cet égard, on peut aujourd'hui constater à quel point le discours d'un gouvernement socialiste sur « la présence de la France dans le monde » ressemble à celui de la droite la plus élitiste.

Si la France était un pays idéalement démocratique, donc respectueux des valeurs qui fondent la démocratie, elle ne constituerait pas avec d'autres pays européens une entité économique, éventuellement politique et militaire, capable de rivaliser avec les deux super grands. Elle tenterait de remédier aux conséquences de ses entreprises passées. Elle chercherait à s'associer à des pays du Maghreb et d'Afrique Noire dont les économies sont devenues à son initiative complémentaires de la sienne, afin de former une zone politique protégée, au sein de laquelle des groupes sociaux hétérogènes pourraient s'organiser en fonction de leurs choix culturels sans que l'éventuel enrichissement des uns s'effectue au détriment des autres. Elle lancerait un « défi », au lieu de passer son temps à en relever (avec les résultats que l'on sait). Mais elle n'est pas démocratique (ses structures en tous domaines interdisant d'ailleurs qu'elle le devienne) ni, encore moins, prête à imaginer ce que pourrait être la démocratie à l'échelle mondiale. Elle n'est pas disposée à reconsidérer un « rapport aux autres » dont dépend son actuel niveau de développement technico-économique, à renoncer à un genre de vie qui est pourtant compromis, à abandonner enfin des ambitions nationales que les Français ont appris à considérer comme légitimes : la prospérité de la France, la grandeur de la France...

Il est probable que le véritable clivage politique, beaucoup plus sérieux et déterminant que le clivage entre droite et gauche, se situe à ce niveau des objectifs fondamentaux que poursuit une société. Ces objectifs devraient être radicalement différents selon que cette dernière est organisée sur une base élitiste ou sur une base démocratique, c'est-à-dire selon la valeur reconnue à l'individu et l'étendue du pouvoir qu'il détient. Or, ils sont désormais toujours les mêmes.

Bien qu'une société ne se réduise pas à l'addition de ses membres, sa finalité ne peut être indépendante de la leur ni la

transcender. Pourtant, aujourd'hui, toutes les sociétés se voient fixer un objectif de bien-être matériel, en vue duquel sont imposées au plus grand nombre des conditions de travail et de vie insupportables, à l'opposé de l'objectif prétendu national. C'est ainsi que des générations de travailleurs ont pu être sacrifiées à la prospérité de la France, celle-ci n'étant donc incarnée que par ses élites effectivement prospères. Et l'on ne parlera pas des innombrables soldats qui sont tombés pour sa grandeur. Mais si une fraction de la nation peut être sacrifiée de la sorte à cette entité qu'est la France, il est assez naturel qu'il en aille de même, au plan mondial, au profit cette fois de quelques nations riches et puissantes, qui incarneraient alors l'espèce humaine.

Les pays industrialisés ont, *de facto*, assigné un objectif de développement à l'humanité entière, leur richesse et leur puissance tenant précisément en ce que tout le monde le poursuit. Accumulant des capitaux chez eux, provoquant à l'extérieur de la misère et ce que celle-ci entraîne (ignorance, malnutrition, maladies, etc.), ils sont en mesure de financer de remarquables progrès scientifiques et techniques, par exemple, dans le domaine de la santé, des greffes d'organes et autres opérations fort coûteuses. Bien qu'humaniste (ou parce qu'il l'est), l'Occidental ne mettra jamais en doute l'utilité de ce progrès médical. Il admet donc, au moins implicitement, que la survie artificielle de quelques individus dans les nations enrichies, puisse être assurée au prix de la mort de millions d'enfants dans le tiers monde, une mort qui n'est nullement naturelle, puisqu'elle est imputable à la misère artificiellement provoquée par le système économique mondial.

D'une façon générale, dès lors que nous pensons qu'il faut, dans le cadre socio-politique actuel, investir en vue de progrès susceptibles de bénéficier à tout le monde (la vie du chef d'Etat d'un pays sous-développé peut, il est vrai, être prolongée par une greffe d'organe), le sacrifice d'une partie de l'humanité se trouve justifié. Par nos choix, nous affirmons que les individus n'ont pas la même valeur selon le lieu où ils naissent (au Nord ou au Sud) et aussi selon la place qu'ils occupent au sein de leur société. Les sentiments d'horreur et d'indignation que nous inspire l'extension de la misère et de la faim dans le tiers monde sont donc irrationnels. Ils sont en complète contradiction avec nos préoccupations personnelles (par exemple devant la mort), avec notre conception du progrès, avec nos ambitions nationales, avec les principes sur lesquels repose l'organisation

élitaire de notre propre société, avec enfin cet autre sentiment que nous avons eu jusqu'ici : celui d'aller dans le sens de l'Histoire, en réalisant les aspirations de l'humanité entière.

Aussi longtemps que nous assimilerons l'évolution de notre société à celle de l'humanité avançant vers un terme à la fois idéal et indéfiniment futur, aussi longtemps que nous verrons dans nos progrès scientifiques et techniques la preuve de cette évolution d'ensemble, nous ne parviendrons même pas à imaginer un projet politique nouveau. Celui-ci présupposerait une autre conception de ce que *doit être* l'Histoire. Et sa mise en œuvre impliquerait un changement dans le cours de l'Histoire, c'est-à-dire que ceux qui aujourd'hui la font ne soient plus en état de la faire.

Du moins la crise va-t-elle dissiper beaucoup d'illusions, en particulier celles qui sont nées d'une interprétation tendancieuse de notre passé. Nous allons constater que notre civilisation est mortelle. Bien qu'ayant réussi à prendre appui sur tous les peuples de la terre, elle n'aura été que l'aventure d'une minorité, poussée d'ailleurs par des instincts le plus souvent contraires aux valeurs dont elle se réclame. Avec bien des aspects positifs (toutes les civilisations en ont eues), cette aventure aura démontré que l'homme contemporain est encore capable d'autant d'atrocité dans la poursuite de ses objectifs, que d'aveuglement dans la définition de ces objectifs eux-mêmes. Car l'opulence, la richesse matérielle généralisée, n'est qu'une chimère.

Dès lors que toutes les sociétés sont interdépendantes, poser la question de la finalité d'une société revient à s'interroger sur celle de l'humanité. Si celle-ci évolue et tend vers un but, quel est ce but ou que devrait-il être ? Les réponses risquent d'être aussi nombreuses que les conceptions philosophiques ou religieuses dont elles procèdent nécessairement. Mais celle qu'ont apportée successivement le capitalisme et le socialisme n'est pas du tout acceptable. Le développement des forces productives ne saurait être qu'un moyen, parmi d'autres, d'atteindre, dans les limites posées par le milieu physique, un objectif qui ne peut être celui de l'humanité que s'il est commun à toutes ses composantes. Et s'il est commun à tous, nul ne peut lui être sacrifié. Ni une société, ni même un seul individu.

Ce qui différencie l'humanité des autres espèces vivantes se trouve en chaque individu. Quand on sait que les capacités cérébrales de l'homme sont très largement supérieures à celles qu'il utilise, de sorte que les inégalités individuelles d'intelligence ou de dons ne résultent que d'une inégale utilisation, due le plus

souvent à la diversité des milieux sociaux dans lesquels vivent les hommes, de ces capacités toujours sous-employées, une conclusion devrait s'imposer : la société n'a pas d'autre objectif que d'assurer la pleine réalisation de ce potentiel que représente chacun de ses membres. Il faudrait alors qu'elle soit parfaitement démocratique, afin que tous les individus aient un égal pouvoir dans les décisions qu'implique la vie sociale. Comme dans la famille idéale, qui veille à ce que chaque enfant, individu unique et éphémère, se développe dans sa singularité, son développement bénéficiant au groupe pérenne dont il fait partie, l'épanouissement des individus favoriserait des progrès collectifs, qui auraient sans doute pour fonction prioritaire de contribuer à cet épanouissement lui-même. Les progrès dans les techniques de production, par exemple, seraient bien davantage comparables à ceux qui furent réalisés dans le passé par les travailleurs eux-mêmes, qu'à ceux qui sont aujourd'hui concoctés par des élites au service d'intérêts étroits, puis mis en œuvre de haut en bas par les pouvoirs qui s'exercent sur le corps social.

En bonne logique, un tel rapport de l'individu à la société en induirait un semblable entre sociétés. La collectivité mondiale serait constituée de sociétés différentes, qui procéderaient à des échanges afin que chacune d'elles, par des apports spécifiques, aide les autres à atteindre leur objectif, un objectif qui serait en définitive commun : développer tous les individus qui sont tous également porteurs d'un peu de l'avenir de l'espèce.

Utopie que tout cela ? Sans aucun doute ! Pourtant, il paraît invraisemblable que l'humanité, si toutefois elle a un avenir (ce dont on peut, il est vrai, raisonnablement douter) demeure organisée durablement comme elle l'est aujourd'hui. Avec des moyens techniques d'auto-destruction formidables, divisée par des contradictions d'intérêts qui ne cessent de s'aggraver, elle est maintenue par son organisation même, à un stade qu'on pourrait qualifier de pré-historique, tant il est proche du monde animal, où ni la conscience ni l'imagination ni la morale n'intervient dans le comportement d'espèces génétiquement programmées. Il est certain que cette organisation reflète et concrétise le rapport que les hommes ont entre eux. Et ce rapport est déterminé par le but qu'ils poursuivent, c'est-à-dire par les raisons d'exister qu'ils se donnent ou se croient. Pour que change ce type de rapport, il faudrait donc qu'ils se trouvent d'autres raisons de vivre. Mais ne vont-ils pas y être collectivement obligés, lorsqu'ils constateront que la route qu'ils suivent débouche sur le vide ?

La perception que chacun a d'autrui n'a cessé de changer au cours des temps. Elle changera encore, d'autant que les mass media aident à une prise de conscience, en montrant la similitude des situations partout dans le monde, derrière leur extrême diversité apparente. De plus, le Capital a noué à l'échelle planétaire des rapports objectifs, imposés par l'économie et les techniques, qui ne correspondent déjà plus à la division du monde en Etats-nations. On peut donc espérer que les hommes, dans la mesure où ils sont dotés d'une capacité de réflexion, parviendront un jour à se sentir solidaires à cette échelle où n'existent aujourd'hui que des liens d'interdépendance conflictuelle, de sorte que de nouveaux rapports subjectifs permettront d'en établir de nouveaux au plan économique et technique.

Prisonnières du système qu'elles ont élaboré, victimes de sa dynamique, les nations industrielles ne peuvent reconsidérer les principes qui fondent leur organisation, transformer leurs rapports sociaux, moins encore leurs relations avec le tiers monde. Mais la société virtuelle que forment les alternatifs peut, quant à elle, poursuivre l'Utopie. Elle se trouve en effet dans une situation historique exceptionnelle : elle n'hérite aucune structure, aucune institution. Elle peut définir ses fins, avant de s'organiser en conséquence. Elle doit alors le faire.

Il faut que les alternatifs élaborent un projet politique, qui est par définition utopique, puisqu'il n'est pas destiné à s'appliquer à l'ensemble de la société et qu'il ne vise pas à la transformer. Ce projet ne sera à mettre en œuvre que par ceux qui s'excluent du système et, éventuellement, par ceux qui en sont exclus et acceptent de l'être. Il ne concerne les autres que dans la mesure où ils seront, eux aussi, placés ultérieurement devant des choix qu'ils ne peuvent faire à l'heure actuelle.

Dans son acception démocratique, la politique est l'art pour une société de se gouverner elle-même. Cet art s'appuie nécessairement sur des principes et des règles de conduite, qui eux-mêmes dépendent largement des objectifs collectifs. Ce sont ces objectifs qui pourraient faire l'objet d'une charte, qui aurait à énoncer les droits des individus et des entités socio-politiques, dans un contexte global d'où sont éliminés rapports de domination et relations de pouvoir. Parmi ces droits, celui de s'organiser librement devrait être reconnu à toute collectivité, aussi réduite soit-elle, car une société qui ne cherche pas à accroître sa puissance peut se limiter au groupe qui partage les mêmes choix culturels. Cependant, pour éviter que les choix des diffé-

rentes « sociétés alternatives » ne soient ou ne deviennent contradictoires, il faut encore imaginer un schéma d'organisation théorique qui a un contenu économique essentiel.

Dans le domaine économique, comme dans tous ceux où les pulsions des individus et des groupes sociaux doivent être endiguées dans un sens acceptable pour la collectivité plus ou moins large qu'ils forment (collectivité qui est aujourd'hui mondiale au plan économique), il faudrait inventer des « lois », analogues à celles qui ont été ébauchées plus haut à propos des échanges (et qui sont évidemment à améliorer). La recherche de ces lois implique une analyse critique exhaustive des économies industrielles, capitalistes et socialistes. Il faut comparer ce qui est à ce qui devrait être. De cette comparaison se déduira la marge d'erreurs et d'aberrations qui n'a cessé de s'élargir, tout particulièrement depuis la révolution industrielle, seuil qui n'aurait certainement pas dû être franchi sans précautions de tous ordres.

De même que la charte et le schéma d'organisation théorique, une telle étude critique ne peut être que le fruit d'un travail collectif. Elle ne servirait pas seulement à préciser le projet encore éventuel des alternatifs. Elle contribuerait aussi à ouvrir les yeux de ceux qui ne mettent pas en doute l'utilité de ce qu'ils font (ce qui est le cas de la plupart des gens), parce qu'ils ne prennent en compte que le cadre restreint dans lequel leur action semble en effet nécessaire et bénéfique. Or, si l'on ne peut espérer que les travailleurs renonceraient à produire ou que les entreprises se mettront d'elles-mêmes en faillite, on peut imaginer ce qui se passerait si tout le monde prenait conscience des vices rédhibitoires de l'activité économique, telle qu'elle est pratiquée, des impasses auxquelles elle conduit et des catastrophes qu'elle prépare. Perçue autrement, la crise serait aussi vécue autrement. Les majorités repues finiraient peut-être par envisager avec moins d'horreur les sacrifices auxquels elles seront obligatoirement acculées (au demeurant moindres que ceux auxquels on se résigne en cas de guerre), si elles comprenaient qu'il peut en résulter un changement hautement souhaitable dans le cours de l'histoire.

Lorsque les aristocrates français, à la fin du XVIII^e siècle, durent renoncer à leurs privilèges, il ne s'ensuivit aucune régression pour la France qu'ils incarnaient jusque-là. Ils furent simplement ramenés (en principe) au même niveau que les autres citoyens. Lorsque les nations industrialisées, qui incarnent aujourd'hui « la civilisation » (puisqu'elles sont à la fois auteurs et béné-

ficiaires de tous les progrès scientifiques et techniques qui caractérisent désormais celle-ci), devront renoncer à leur train de vie collectif, il n'en résultera pas davantage de régression pour l'humanité. Elles seront, de la même manière que l'aristocratie d'autrefois déclassées dans la hiérarchie internationale qu'elles ont elles-mêmes instaurée. Leur affaissement n'est à considérer que comme la condition d'un nouveau départ, sur d'autres bases socio-politiques et dans une autre direction. Du moins peut-on espérer que celui-ci sera encore possible, et que la nouvelle aventure collective qui débutera sera plus satisfaisante pour l'ensemble des peuples que celle qui s'achève. C'est le seul espoir qui reste à ces nations, comme aux autres. Et c'est bien pourquoi il faut le préciser, quitte à en modifier constamment les contours.

L'idéal social n'existe pas. Il n'est qu'une ligne d'horizon qui change peu à peu à mesure qu'on avance vers elle. Et la société ne sera jamais parfaitement harmonieuse, sans contradiction ni tension. La seule qui le soit se trouve au cimetière. Il ne s'agit donc pas de décréter comment tous les alternatifs doivent vivre, *a fortiori* comment devront vivre les générations futures si ne sont pas définitivement compromises les chances qu'elles ont de naître. Il s'agit seulement de dire ce qu'est aujourd'hui la ligne d'horizon et de proposer des voies pour avancer vers elle.

Ici, une seule voie a été envisagée comme possible : celle de l'autonomie, en tant que moyen d'une reconstruction socio-politique et technico-économique. S'il en existe d'autres, on les découvrira en cherchant comment tirer parti des transformations qui se produisent partout dans le monde. Il faut alors solliciter une réflexion à l'échelle mondiale. Mobilisés autour d'une charte, qui constitue en quelque sorte la ligne d'horizon, tous ceux qui veulent avancer vers ce même but provisoire doivent contribuer à élaborer, à amender et à actualiser un schéma d'organisation théorique, ainsi que les méthodes pour le mettre en œuvre, en tenant compte des perspectives qu'ouvre la crise dans les pays où ils se trouvent. L'engagement politique change donc à la fois de terrain et d'objet pour prendre une ampleur toute nouvelle. Il vise à permettre à chaque société, à mesure que toutes s'enfonceront dans une crise générale, de se recomposer progressivement sur des bases nouvelles, en fonction d'un projet socio-économique acceptable pour toutes. Il n'a plus d'autres limites que celles de la terre. Son but idéal

est de rendre une finalité politique et sociale à l'évolution humaine. Car le progrès véritable n'est pas dans la connaissance et dans la maîtrise des techniques. Il est politique. Il est dans l'aptitude des hommes à se gouverner, individuellement et collectivement, en mettant leurs connaissances et les techniques au service de cet art de vivre ensemble.

ANNEXE I

Ce que serait,
d'après Jean-Jacques Servan-Schreiber
Le défi mondial

Les ouvrages à la gloire d'une certaine Amérique, audacieuse et porteuse de progrès, ne font plus recette. Depuis peu, ils ont cédé la place à ceux qui tentent de percer les secrets du « miracle japonais ». Parmi tous les hymnes au progrès qu'inspire le Japon, c'est *Le Défi mondial* de J.-J. S.-S.¹ qui a reçu, au moins en France, l'écho le plus large et le plus favorable. La critique l'a couvert de louanges : « pose les vrais problèmes », « ouvre des voies nouvelles », etc. Comment expliquer cette approbation unanime (seule voix discordante à ma connaissance, celle des *Nouvelles Littéraires*), pour un ouvrage qui a une portée politique ?

Répondre à cette question reviendrait à faire le procès d'une certaine intelligentsia parisienne, ce qui serait bien inutile. En revanche, ne pas apporter la contradiction à J.-J. S.-S., en considérant que ses thèses manquent à la fois d'originalité et de cohérence, servirait indirectement le courant de pensée dans lequel il se situe et qui devient tout à fait dominant, puisqu'il submerge la gauche aussi bien que la droite. *Le Défi mondial* véhicule toutes les idées, souvent contradictoires, qui sont de

1. Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le défi mondial*, Fayard, Paris, 1980.

nature à entretenir l'optimisme. D'où son succès. Car, devant la crise multiforme dans laquelle le monde se débat, la réaction des intellectuels est curieusement semblable à celle des politiques : surtout ne pas manifester d'inquiétude quant à l'avenir ! Le public a besoin d'être rassuré. Le pessimisme ne paye pas, ni au plan électoral ni au plan intellectuel ou littéraire. A mesure que s'aggravent les difficultés économiques et sociales, à mesure que l'impossibilité de les surmonter devient plus évidente, la pire des critiques qui puisse être adressée à un auteur est de verser dans « le catastrophisme ». La mode intellectuelle se conforme à ce qu'exige la gestion sereine d'un système en déconfiture. Comme il l'a toujours été, J.-J. S.-S. est à la mode.

Le Défi mondial, a-t-on dit, se lit comme un roman. Certes ! Mais un roman a généralement une unité de style, une cohérence interne, un sujet que chaque page contribue à préciser ou à approfondir, une fin qui n'est pas indépendante du début... Ici, rien de semblable. Le style ? Il est bien difficile à apprécier puisqu'une part importante de ce livre est constituée de citations et de compilations (le style des ouvrages utilisés étant parfois excellent), tandis que le reste a été, soit dicté, soit écrit au fil de la plume, dans un style journalistique sans ambition littéraire apparente. Il est vrai que quelques pages sont empreintes d'un certain lyrisme. Par exemple, lorsque l'auteur veut nous faire partager son enthousiasme pour le microprocesseur. Ou son émerveillement devant le faible prix de vente de cette réalisation technique, qui n'exigerait qu'un peu de silicium et d'intelligence (au bord de la mer, les enfants pourraient en quelque sorte en fabriquer au lieu de faire des pâtés de sable). Ou l'admiration qu'il éprouve pour les hommes d'affaires qui sont, comme lui, conscients que du bon usage du microprocesseur dépend la félicité universelle. Son lyrisme n'a cependant jamais plus d'ampleur que celui du flash publicitaire à la gloire des produits détergents. Mais oublions le style. Il a peu d'importance dans un ouvrage de ce genre.

Reportages, fiches biographiques, anecdotes, rappels historiques dont l'utilité n'est pas toujours évidente (Nehru et Nasser reçus par Tito, rencontre en pleine mer de Roosevelt et Churchill,...) ou qu'il faut une certaine audace pour inclure dans un hymne aux vertus du progrès technique (la bombe atomique déclencha une « explosion créatrice » au Japon), extraits de discours, de notes officielles et de conversations, *Le Défi mondial* se présente comme un patchwork. L'auteur

semble s'être laissé aller à consigner tous les éléments d'information qui lui paraissaient intéressants ou simplement pittoresques, sans se demander en quoi ils pouvaient contribuer à éclairer le propos. Puis il les a regroupés en une multitude de chapitres très courts, propres à faciliter la lecture hachée qu'impose la vie contemporaine (ou les trajets en métro), chaque chapitre, sous un titre accrocheur, ayant sa cohérence propre, sans qu'apparaisse toujours une cohérence entre eux. Si bien qu'à la 350^e page de cet ouvrage qui en comporte plus de 450, le lecteur ne sait pas encore très précisément où l'auteur veut en venir. Mais entre temps, il s'est trouvé à la fois noyé et subjugué. Ainsi, ce qui semble être négligence et facilité pourrait fort bien être habileté et méthode.

L'émiettement du texte en chapitres très courts est une excellente idée empruntée au journalisme (si bonne, que j'ai moi-même découpé mon texte en le lardant d'inter-titres). Et il faut bien convenir que le contenu de chaque chapitre peut, dans la plupart des cas, être accepté sans grandes réserves. Le lecteur suit ainsi l'auteur sans fatigue ni inquiétude.

Au cours de la première partie, consacrée au pétrole et à son histoire, un grand reporter nous entraîne jusque dans l'intimité des princes d'Arabie saoudite. Nous sommes très honorés d'être reçus là où bien peu de gens peuvent entrer. Nous n'avons, bien sûr, aucune raison de mettre en doute l'exactitude des conversations qui se déroulent en tête à tête entre deux grands de l'O.P.E.P., dans une villa près de Ryad ou dans la chambre d'un palace. Et nous sommes ravis d'apprendre que ces personnalités ruissellent de bons sentiments autant que leur pays d'or noir. Nous comprenons aussi leur souci d'utiliser au profit de l'humanité les fantastiques ressources financières dont ils disposent. Tout au plus pourrions-nous nous interroger sur la nature des investissements qu'ils ont réalisés chez eux. Car le Chah d'Iran n'est pas le seul à qui le pétrole soit monté à la tête. L'Arabie saoudite et les Emirats du Golfe se sont vus affublés d'un fastueux décor économique, qui a déstructuré leurs populations et qui s'effondrera quand seront épuisés les gisements pétroliers. Mais le béton étant quant à lui indestructible, l'avenir des villes construites dans le désert semble assuré. N'y pensons plus.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, qui aborde le problème du sous-développement, nous ne pouvons qu'approuver l'auteur, qui dénonce la misère dans le tiers monde, l'endettement des pays sous-développés non producteurs de pétrole, les politiques

d'armement, ou l'appui apporté par les démocraties occidentales à des régimes atroces. Malheureusement, il faudra attendre la quatrième partie pour constater que l'auteur n'a rien de sérieux à proposer pour remédier aux maux qu'il dénonce. Entre temps, nous aurons oublié les données du problème. Car la troisième partie nous ramène dans le monde industrialisé, où débute, sur une fresque historique qui englobe la dernière guerre, l'irrésistible ascension du Japon grâce à sa maîtrise des techniques d'information et de communication. Nous entrons dans le vif du sujet.

Si nous ne disposions que des informations que donne J.-J. S.-S. sur le Japon, nous aurions presque envie d'être japonais. Quel pays merveilleusement « développé » ! Quel peuple admirable, tout entier mobilisé pour produire mieux et davantage ! Un peuple intelligent, qui le devient toujours plus grâce aux moyens techniques d'information qu'il se donne. Un peuple laborieux, qui met son génie inventif au service de la production, sous la houlette de capitalistes éclairés (Honda et autres Toyota), capables de susciter l'enthousiasme de la main-d'œuvre pour assurer la prospérité de l'entreprise qui est leur affaire commune. Un peuple fier, qui s'enorgueillit du succès des produits japonais dans le monde, autant que les Français de leurs champions cyclistes.

C'est dans cette troisième partie que nous commençons à y voir plus clair. Comme nous avons approuvé l'essentiel de ce qui a été dit jusque-là et qui constitue — du moins sommes-nous enclins à le croire — l'ensemble des données sur lesquelles l'auteur se fonde pour élaborer sa thèse, nous sommes dans l'état d'esprit le plus favorable pour accepter celle-ci. Enfin et surtout, comme la thèse en question s'élabore lentement dans une perspective historique, elle ne paraît plus être l'expression d'un point de vue propre à J.-J. S.-S. Elle est elle-même une donnée historique, au même titre que l'attaque de Pearl Harbour par les Japonais ou que la nationalisation du canal de Suez par Nasser (deux événements qui nous sont contés parmi beaucoup d'autres). Nous sommes devant une réalité que nous percevions mal et que nous devons prendre en compte : le microprocesseur est en train de changer la face du monde. Il va conduire l'humanité entière vers une ère nouvelle, une ère de développement harmonieux et de paix internationale, à la condition que nous comprenions qu'il peut le faire et que nous l'utilisions en conséquence. Qui ne s'en réjouirait ?

En plaçant l'informatique et la robotique dans le cadre de

l'évolution historique, telle qu'il la voit et la comprend, J.-J. S.-S. peut les faire apparaître comme l'aboutissement d'un long processus qui a débuté avec le silex taillé. Il est bien vrai que l'homme a toujours cherché à améliorer, par l'usage de techniques plus ou moins élaborées, ses facultés naturelles : facultés de se nourrir, de se mouvoir, de se protéger contre des agressions extérieures, de communiquer, etc. L'effort intelligent dont il a fait preuve dès son apparition sur la terre se poursuit donc, sans solution de continuité. Il se poursuit aujourd'hui dans le cadre de firmes multinationales, au Japon ou aux États-Unis. C'est là que désormais se trouve « l'homme ». Si les progrès que celui-ci réalise à coup de milliards de dollars sont de même nature que ceux qui le furent par son ancêtre des cavernes, il est aussi vain de les condamner que de s'opposer à l'évolution humaine. Aussi vain que de vouloir qu'un enfant demeure dans l'enfance. Après le cheval domestiqué et le cheval-vapeur, la fusée spatiale marque une étape de l'histoire de l'homme. Et cette histoire suit son cours normal, chaque fois qu'est lancée une fusée plus performante ou une nouvelle lessive. Reste à savoir ce qu'on peut en attendre ?

L'avenir radieux selon J.-J. S.-S.

« Les dernières prouesses de la science sont intervenues au juste moment pour permettre de répondre aux circonstances » (page 445). Les nouvelles technologiques peuvent résoudre tous les problèmes. Une condition toutefois : que la société soit informatisée à l'échelle mondiale.

L'objectif étant connu, une stratégie est proposée pour l'atteindre. Alors que l'Europe hésite et que les États-Unis manifestent une inquiétante baisse de vitalité et de créativité, le Japon a réalisé en temps voulu les progrès qui sont à faire. Ses choix technologiques font de lui le pays le plus prospère et un redoutable concurrent au plan mondial. Mais il a compris sa mission historique (il ne s'agit pas d'un « défi japonais », prend soin de préciser J.-J. S.-S., qui devait évidemment, après *Le Défi américain*, relever la barre) : il va aider tous les autres pays, du Nord comme du Sud, à franchir l'étape qui entraînera l'humanité dans un nouveau « cycle de développement ». Il sera épaulé dans cette mission par les pays arabes producteurs de pétrole, qui n'ont pas chez eux l'emploi de leurs fabuleuses

ressources financières et qui, se sentant néanmoins solidaires des pauvres du tiers monde, sont prêts à les affecter à leur développement.

Cette vision idyllique d'un avenir possible n'est pas celle du seul J.-J. S.-S., est-il précisé *in fine*, mais celle du Groupe de Paris, un groupe constitué de personnalités japonaises, arabes et européennes, dont certaines ont été présentées tout au long de l'ouvrage sous le jour le plus flatteur, leur réussite démontrant leur intelligence et leur générosité étant à la mesure de leur fortune. Cependant, pour comprendre la pensée de ce groupe ou les arrières-pensées de ceux qui le composent, il n'est pas inutile de se reporter à un article de l'auteur du *Défi mondial*, paru dans le *Times of India* en date du 8 janvier 1980.

Dans cet article, il est dit notamment que « les pays pétroliers [...] n'ont pas l'intention de continuer à échanger une ressource aussi précieuse (le pétrole) contre de l'argent [...] qui n'offre aucune garantie contre l'érosion monétaire ». Ils vont donc l'échanger « contre des investissements de haute qualité dans les industries en voie de croissance [...]. Des affaires communes à plusieurs sociétés (joint-ventures) pourraient s'étendre aux régions misérables et démunies du monde sous-développé ». Suit un exposé sur tout ce qu'est censé permettre le microprocesseur. Puis : « Un triangle formé par l'Europe, le Japon et les pays arabes est le plus indiqué pour relever l'actuel défi [...]. Il pourra réunir la capacité d'investissements sans précédent des pays arabes, la technologie et les systèmes d'organisation du Japon, l'habileté organisationnelle et politique de l'Europe. »

Cet extrait d'article est à rapprocher du chapitre du *Défi mondial* où l'auteur, sous un titre qui dit assez où vont ses préférences (*David contre Goliath*), décrit la réussite de la société nippone d'informatique Fujitsu, face à l'énorme société américaine I.B.M. dont elle a cassé le quasi-monopole. La stratégie de pénétration de David sur les marchés étrangers est plus habile, plus souple. Tandis que le colosse américain s'implante partout, mais demeure jalousement sous le contrôle du capital américain, la petite société nippone cherche à l'étranger à s'associer à des capitaux étrangers. Elle pratique des « joint-ventures ». Par conséquent, si les capitalistes arabes veulent tirer profit du développement prévisible de l'informatique et autres industries « de pointe », c'est avec les Japonais qu'ils doivent s'associer. Mais pour que cette association se réalise, au profit conjoint des Arabes et des Japonais, il faut que les marchés s'ouvrent. Ils ne s'ouvriront que si tous les acheteurs

potentiels prennent conscience de l'importance que présente le microprocesseur pour leur avenir (et s'ils peuvent payer !). J.-J. S.-S., dont « l'habileté organisationnelle et politique » ne fait aucun doute, a été chargé d'éclairer à ce sujet les esprits.

Le « triangle » recouvrant manifestement le Groupe de Paris, faut-il en conclure que *Le Défi mondial* n'est en fin de compte qu'une volumineuse plaquette publicitaire, traduite en quinze langues dès sa parution, et destinée à faciliter les entreprises extérieures de quelques firmes japonaises, de quelques financiers arabes et de quelques intermédiaires européens ? Ce serait trop simple. Si ces hommes d'affaires semblent bien avoir en effet des intérêts à poursuivre en commun, ils ont aussi, très probablement, un souci commun à tous les hommes d'affaires : celui d'inscrire leur activité dans le cadre général d'une politique cohérente et satisfaisante pour l'esprit. Car ces hommes ressemblent très rarement au portrait que tracent d'eux les formations politiques de gauche. Ni étroitement égoïstes ni insensibles à la misère, ils sont presque toujours d'un humanisme exquis. Voulant très sincèrement que soient redressées certaines injustices, ils s'affirment volontiers réformateurs. Mais que peut-on faire de plus utile pour cette humanité souffrante, que d'accroître la richesse pour qu'elle puisse un jour répondre à tous les besoins ? C'est précisément ce que font les hommes d'affaires : ils s'emploient à augmenter la richesse collective. Une richesse appropriée, privatisée, mais qui n'en est pas moins, dans les statistiques qui donnent la mesure des progrès accomplis, une richesse nationale, voire mondiale.

Leur vision du monde, l'idée qu'ils se font du bonheur de l'humanité (un bonheur économique, quantifiable, puisque même les progrès sociaux coûtent cher) les encourage à penser que leur activité professionnelle est saine, socialement utile. Et lorsque survient l'événement ou le phénomène qui pourrait ébranler leurs certitudes, ils font ce que tout le monde fait en pareil cas : ils l'ignorent. De ce point de vue, ils ne sont donc pas plus malhonnêtes que la plupart des intellectuels et des hommes politiques. Pas plus malhonnêtes que les hommes en général, car il n'est pas facile de voir les faits ou d'accepter des idées qui obligent à reconsidérer la conception que chacun a de la réalité dans laquelle il vit. J.-J. S.-S. a fait preuve d'une absence de rigueur intellectuelle qui est en définitive très commune.

Le développement du tiers monde selon J.-J. S.-S.

Comme beaucoup d'autres auteurs, J.-J. S.-S. pense que le tiers monde est « en retard » sur une voie de développement ouverte à tous les pays. Il a conscience du problème que posent les matières premières, qui sont limitées en quantité. Comment le résoud-t-il ? En une seule phrase (page 455) : « Nous passons de la *société industrielle*, consommatrice exponentielle de ressources naturelles, à la *société informatisée*, créatrice exponentielle de biens matériels et du développement des facultés humaines ». Si l'on peut négliger l'étrange facture de cette phrase (créatrice du développement des facultés humaines ?), on doit relever la contradiction qu'elle contient. Une société créatrice exponentielle de biens matériels est nécessairement consommatrice exponentielle de ressources naturelles.

Le problème de l'endettement du tiers monde est lui aussi posé dans *Le Défi mondial*, fort mal il est vrai. On a vu comment il est résolu : le robot va rendre les productions des pays sous-développés aussi compétitives sur le marché mondial que le sont celles du Japon aujourd'hui. J.-J. S.-S. ne semble pas comprendre : non seulement les pays du tiers monde sont incapables de rembourser leurs dettes, mais les pays industrialisés créanciers ne peuvent accepter qu'ils les remboursent, puisqu'ils devraient procéder à des importations considérables (plus de 500 milliards de dollars !) qui entraîneraient l'effondrement de leur propre production. Nous sommes là en présence d'un cercle vicieux dont il est impossible de sortir.

S'agissant du développement, J.-J. S.-S. nous explique que le tiers monde n'a pas besoin de ces « lourdes infrastructures » que les pays industrialisés ont mis des décennies à construire, mais de « l'infrastructure plus souple et plus efficace » que permet l'informatique. Il croit en effet avoir trouvé des arguments favorables à l'informatisation des sociétés du tiers monde, dans les points de vue exprimés par Maurice Guernier (« il faut décentraliser toute décision vers les villages ruraux [...] C'est donc le village qu'il faut transformer en véritable entreprise de développement, en centre de décision et de gestion ») et dans celui d'Ismail-Sabri Abdalla, qui fut président du « Forum du tiers monde » (« les paysans eux-mêmes doivent être mis en mesure de prendre en main leur destin. L'apport techno-

logique externe est indispensable [...], le pouvoir de décision demeurant entre les mains des paysans. »)

Ces points de vue sont parfaitement fondés. Ils rejoignent ceux de René Dumont, de François de Ravignan, de la plupart des experts indépendants des gouvernements, en particulier de ceux qui ont formé le Groupe de la déclaration de Rome, en opposition à la F.A.O. Le développement doit reposer sur l'agriculture et s'enraciner dans le paysannat. Il ne peut être que le résultat d'une volonté d'évolution de ce dernier, auquel une assistance technique doit être proposée, mais non imposée. Mais il ne s'agit là que de points de vue. Jamais les gouvernements n'en ont tenu compte. Nulle part, sous aucun régime — et peut-être moins encore dans les pays qui se disent socialistes — les paysans ne sont libres de leurs choix au plan économique et technique. Et cela se comprend. Car se trouverait inévitablement condamné le type de développement que les élites dirigeantes mettent en œuvre, à leur profit, avec la bonne conscience que distille l'idéologie dominante (et la science économique), avec l'aide enfin des pays industrialisés, qui en ont, eux aussi, tiré jusqu'ici profit.

J.-J. S.-S. voit « la racine » du sous-développement dans l'analphabétisme et l'ignorance. Il prend l'effet pour la cause, ce qui n'a rien de très original. Mais il reconnaît que le cerveau d'un analphabète est semblable à celui de l'agréé de philosophie, que les capacités intellectuelles du paysan africain sont les mêmes que celles du producteur de blé de la Beauce. Il en conclut qu'il suffirait de donner au premier les informations dont dispose le second pour que leurs comportements soient identiques. Relié à un terminal d'ordinateur qui « parle » et qui peut être compris même par un analphabète, le paysan bambara apprendra tout ce que sait le producteur beauceron. Il s'empressera d'accroître ses rendements à l'hectare, puisqu'aussi bien c'est ce que fait son collègue européen. Il est manifeste que J.-J. S.-S. n'a pas rencontré beaucoup de paysans africains !

Si les sociétés du tiers monde étaient libres de décider ce que doit être leur construction technico-économique, il est évident que fort peu d'entre elles choisiraient la voie de développement que proposent leurs élites dirigeantes à la remorque des pays industrialisés. Car cette voie implique une conception de la richesse (et de la relation entre richesse et « bonheur ») qui leur est le plus souvent étrangère. Elle implique, au détriment de l'harmonie sociale, une volonté individuelle de se

distinguer d'autrui par l'accroissement de sa consommation et de son patrimoine. Bref, elle implique une idéologie qui n'est pas universelle, tant s'en faut !

Au demeurant, J.-J. S.-S., qui fait pourtant état de l'échec social de la « révolution verte » en Inde, oublie curieusement les causes structurelles de la misère dans le tiers monde. Comme il transcrit plusieurs pages du témoignage de Robert Linhart *Le Sucre et la Faim*, on aurait pu penser qu'il l'a lu et compris. Or on voit mal en quoi l'arrivée de la télématique dans ces villages du Nordeste brésilien que décrit Linhart pourrait améliorer la situation des paysans sans terre qui y meurent de faim. Suffit-il de les brancher sur des banques de données internationales, qui leur permettront d'avoir les mêmes informations que les Japonais, pour que le droit de s'installer sur les grands domaines leur soit reconnu ?

L'ordre socio-politique, celui de leur pays et celui du monde, interdit aux peuples dits sous-développés de se déterminer librement. J.-J. S.-S. ne semble guère s'en rendre compte. Il ne voit pas la dimension politique du sous-développement. Mais il ne voit pas non plus que les idées qu'il affecte de faire siennes, pour étayer son programme de vente de microprocesseurs, vont bien au-delà de leur contenu économique discutabile. Elles présupposent une révolution : rendre le pouvoir de décision économique aux paysans, c'est opter pour une démocratie économique qui n'existe nulle part. C'est faire dépendre l'évolution économique d'une volonté sociale, alors que désormais, partout dans le monde, l'économie évolue indépendamment des choix politiques et sociaux. C'est reconstruire le monde sur de nouvelles bases, à partir des sociétés qui sont les victimes les plus manifestes de l'actuelle organisation économique du monde. C'est donc démolir la construction technico-économique mondiale que J.-J. S.-S. voudrait au contraire sauver.

Triangle, trialogue et autre « Plan Marshall »

C'est M. Giscard d'Estaing qui le premier évoqua, lors d'un voyage privé qu'il fit au Zaïre, un « Plan Marshall pour l'Afrique ». Le projet demeura sans suite, au grand regret de M. Mobutu, qui vint plus tard à Paris demander un Plan Marshall pour le Zaïre. Puis l'idée fut reprise — et chaque fois présentée comme très originale — par tous les partis politiques

français, à l'exception du P.C.F. qui a quelque raison de refuser cette référence au Plan Marshall (qui est à l'origine de la division de l'Allemagne et de l'Europe, l'U.R.S.S. l'ayant rejeté). A en croire J.-J. S.-S., qui ne mentionne d'ailleurs pas ces initiatives intellectuelles et convergentes de notre classe politique, le chancelier d'Autriche Bruno Kreisky souhaiterait lui aussi un tel plan, mais pour l'ensemble du tiers monde (à tant faire !...).

Après l'échec de la conférence internationale baptisée « Dialogue Nord-Sud », le président de la République française inventa le mot de « trialogue » pour désigner un nouveau projet : les pays arabes producteurs de pétrole financeraient le développement de l'Afrique, celui-ci étant assuré par des entreprises européennes, il favoriserait la relance des activités en Europe.

On retrouve l'idée centrale du *Défi mondial*, où « le triangle » fait intervenir les entreprises japonaises et non européennes. Il s'agit toujours du même Plan Marshall, mais dont le financement serait assuré par des pétrodollars. Ce projet n'est d'ailleurs pas éloigné de celui que forment certains socialistes. Par exemple, l'économiste Pierre Uri a proposé que les investissements réalisés par les entreprises européennes dans le tiers monde, le soient par recours à des crédits consentis par les pays arabes producteurs de pétrole sous la garantie des états européens : nous réduirions nos créances irrécouvrables sur le tiers monde, pour accroître nos dettes impossibles à rembourser à l'égard des pays pétroliers.

Le parallèle entre la reconstruction de l'Europe, grâce à une aide américaine, et la construction économique de l'Afrique ou du tiers monde, grâce à des capitaux arabes et avec l'aide technique des pays capitalistes industrialisés (l'Europe ou le Japon, peu importe !), repose sur une très grave erreur de jugement, qui se double d'ailleurs d'une erreur historique. Ce n'était pas tant par générosité que les Etats-Unis sont venus en aide à l'Europe dévastée par la guerre, que pour des raisons politiques et, surtout, pour éviter une crise : leur appareil de production, hypertrophié par l'effort de guerre, devait à la fois se reconvertir et trouver des débouchés extérieurs. La reconstruction de l'Europe et du Japon lui assura une fort utile période de transition, tout en offrant au capital américain une possibilité de s'introduire en force sur le vieux continent, où il se développa d'autant plus aisément que ce fut par recours à des crédits européens.

La reconstruction de ces pôles d'accumulation qu'étaient l'Europe et le Japon ne pouvait avoir, pour les Etats-Unis, les conséquences qu'aurait aujourd'hui pour l'ensemble des pays

capitalistes industrialisés un véritable développement du tiers monde, voire de la seule Afrique. Car les économies sous-développées, qui sont complémentaires des économies industrialisées, condamneraient ces dernières en se développant et en devenant concurrentes.

En effet, une Afrique développée, au sens qu'on donne aujourd'hui à ce mot, disposerait de toutes les activités productives qui sont encore concentrées dans les pays industrialisés. Qu'il s'agisse de biens d'investissement ou de biens de consommation, l'ensemble des processus de production se déroulerait sur son territoire. Par conséquent, elle serait en mesure de valoriser ses ressources naturelles. Les économies occidentales qui les utilisent et pour lesquelles elles sont une indispensable « base de travail » seraient obligées, après une période d'euphorie à crédit, à une reconversion dont l'ampleur est difficile à imaginer. Il est vrai qu'elles auraient beaucoup moins besoin de matières premières, puisque la production n'aurait plus à répondre qu'à des besoins internes : elles seraient en voie de sous-développement accéléré.

Ceux qui évoquent ce genre de plan pour promouvoir le développement du tiers monde (ou de l'Afrique) « oublient » la fonction qu'il joue dans le cadre de l'économie mondiale, telle qu'elle est organisée à l'initiative et au profit des pays industrialisés. Cette incohérence — du point de vue des défenseurs du système — prouve combien ceux qui se veulent en charge des destinées du monde sont en définitive peu sérieux, peu conscients de la nature des problèmes à résoudre, peu capables d'évaluer les conséquences des solutions qu'ils proposent...

Le Japon vole au secours du monde en crise

Après nous avoir expliqué comment la télématique va permettre aux paysans sans terre du Nordeste brésilien d'échapper à la famine, comment le tiers monde va pouvoir, grâce au robot, rembourser ses dettes, J.-J. S.-S. nous apprend comment le Japon va aider les autres pays capitalistes industrialisés à sortir de la crise. C'est l'objet d'un chapitre intitulé « Le Courage d'un Viking ».

Il fait intervenir un professeur d'économie de Kiel, qui est invité au Japon au moment où Européens et Américains tentent d'obtenir des Japonais une autolimitation de leurs exportations. Ce sont là « des sornettes », déclare le professeur. « Ces mesures

de freinage seraient contraire à toute saine logique économique [...] Plus les Japonais exportent, grâce à une supériorité technologique à laquelle ils travaillent sans relâche, à qualité croissante et à prix décroissants, plus les autres agents économiques mondiaux sont incités à un effort semblable. Là est le progrès, là est l'avenir. »

Que la concurrence soit une saine émulation, source de tout progrès, c'est là une idée qui n'est pas neuve et qu'illustre aussi bien la croissante sophistication des armes que la croissante efficacité des produits d'entretien. Mais ce professeur ne se contente pas de la défendre, comme le ferait par exemple un Raymond Barre. Il en tire toutes les conséquences.

« Je suggère que les Japonais investissent une grande part des moyens financiers qu'ils accumulent ainsi dans un très vaste programme de projets nouveaux à l'extérieur, dans ceux des pays où l'investissement, précisément, faiblit. [...] Et si l'on me dit, ce qui est vrai, que cette formule va encore accentuer l'année prochaine, et plus encore l'année suivante, les bénéfices retirés par les producteurs japonais ainsi mondialisés, je répondrais que c'est exactement ce que je souhaite, à la condition, qui s'impose d'elle-même, que les Japonais continuent de réinvestir toujours davantage. »

Il est très rare que l'option libérale soit défendue avec tant de clarté, avec tant de « courage ». Solliciter ainsi l'impérialisme du capital japonais, dénote une très remarquable cohérence intellectuelle de la part d'un économiste libéral. La fameuse formule « ce qui est bon pour General Motors est bon pour l'Amérique » est aujourd'hui devenue « ce qui est bon pour Toyota est bon pour l'humanité ». C'est d'ailleurs l'essentiel du message de J.-J. S.-S., qui approuve sans réserve la proposition du professeur de Kiel, en parlant de « mécanique indispensable d'interpénétration et de solidarité mondiale des économies ».

Comment expliquer que personne n'ait relevé cette prise de position ? Il est proprement stupéfiant qu'aucun critique n'en ait fait mention, alors qu'elle aurait provoqué un tollé s'il s'était agi d'un encouragement à l'impérialisme américain. Et il est pour le moins étonnant que François Mitterrand, après avoir exprimé son intérêt admiratif pour *Le Défi mondial*, ait confié à son auteur un organisme de recherche à partir duquel il pourra peut-être s'essayer à réaliser les ambitions du Groupe de Paris... Ces ambitions seraient-elles devenues celles de la France ?

Le développement et la paix mondiale

Dans le chapitre qu'il a intitulé *Indira s'interroge* (il s'agit d'Indira Gandhi, qui trouvera heureusement toutes les réponses dans *Le défi mondial*), J.-J. S.-S. cite Kurt Waldheim : « Attention au désespoir du tiers monde, il peut en sortir le chaos mondial ». Ou Robert Mc Namara : « Il y a entre les deux populations de la planète, celle de la partie développée et celle de la partie non développée, une faille de nature sismique, si profonde que des craquements terribles peuvent se produire qui feront tout exploser. »

Ces phrases et ces images conviennent bien à la littérature facile qu'inspire le sous-développement. Ainsi évoque-t-on parfois, pour inciter à la réflexion et à la générosité, la multitude misérable qui entoure cet îlot de prospérité que constituent les pays industrialisés. Ou, pour provoquer l'effroi et justifier l'aide au tiers monde, des hordes d'affamés assiégeant la citadelle des gros-ventres. Qui donc est désespéré dans le tiers monde ? Ni M. Marcos ni les autres chefs d'état, dont J.-J. S.-S. recueille les propos comme s'ils étaient l'expression de ce que pensent les peuples. Et ces personnalités, qui sont très directement responsables de la faim qui sévit chez eux — et qui ne souffrent pas eux-mêmes de malnutrition — ne nous menacent pas, bien au contraire. Ils ne sont terrifiants que pour les peuples qu'ils dirigent. Ils ne ruinent que les pays qu'ils ont en charge. Ils ne nous assiègent que de sollicitations. Nous n'avons vraiment rien à craindre d'eux. Et, compte tenu de l'aide que nous leur apportons, notamment dans le domaine de la répression, ils n'ont rien à craindre de leur peuple. Pour eux, le seul danger réside dans les forces armées sur lesquelles ils s'appuient.

La faim n'a jamais été, à elle seule, un motif de révolte. Elle peut au contraire assurer la totale soumission d'un peuple, surtout si celui-ci voit en elle une fatalité indépendante de l'organisation politique et sociale. C'est pourquoi elle fut parfois utilisée par le régime impérial d'Iran, ainsi que l'a reconnu un chef de la S.A.V.A.K. (police politique du Chah), dont la compétence en la matière ne peut être mise en doute. Les gens qui ont faim n'ont plus qu'une préoccupation : trouver de la nourriture. Ils peuvent se livrer à des actes de pillage, s'ils trouvent quelque chose à piller, mais non se révolter. La faim focalise l'énergie sur un sujet limité, sur la recherche de la chose à manger.

L'instabilité socio-politique du tiers monde ne peut être attribuée à la misère et à la faim. Mais, elle est, comme la faim elle-même, l'inévitable conséquence du développement. Cette évidence étant de nature à compromettre d'innombrables intérêts, c'est l'idée contraire qui prévaut : le tiers monde est politiquement instable, parce qu'il est sous-développé. Chaque fois qu'une secousse s'y produit, l'idée inspire presque tous les commentateurs de presse. De leur côté, les experts (gouvernementaux) ne manquent pas une occasion de la réaffirmer. Ils ajoutent d'ailleurs que la stabilité politique favorise le développement, puisqu'elle rassure le Capital, de sorte que se trouvent justifiés les régimes musclés qui sévissent dans l'ensemble du tiers monde.

Le point de vue de J.-J. S.-S. sur ce problème ne semble pas original. Exprimé implicitement dans *Le Défi mondial*, il l'est d'une façon beaucoup plus claire dans l'article déjà cité du *Times of India*. On se rappelle que les Etats-Unis, superpuissance impérialiste, n'interviennent pas dans « le triangle » en charge d'apporter la prospérité à l'humanité, car ils se trouvent disqualifiés face au Japon. Mais ils ne sont pas pour autant oubliés. En effet, « un tel triangle pourra aider à porter le fardeau qui a si longtemps et si injustement pesé sur (leurs) épaules [...]. Ils seront relevés du coût, effrayant en hommes et en matériels, de leur ingérence permanente dans les coins les plus reculés et les plus explosifs du monde ». Ils pourront alors « reprendre leur rôle naturel de guide du progrès scientifique, industriel et humain, d'ultime garant de la sécurité mondiale. »

Ces quelques phrases mériteraient quelques pages de commentaires. On peut difficilement, en si peu de mots, énoncer autant d'incongruités (et le mot d'incongruité est lui-même bien faible !). Mais si la philosophie politique qui est ici résumée est assez consternante, la relation que J.-J. S.-S. établit entre l'informatisation de l'humanité et la paix mondiale l'est au moins autant. En plaçant des microprocesseurs au Sud comme au Nord, à l'Est comme à l'Ouest « le triangle » va assurer un développement harmonieux et, par conséquent, la paix mondiale de sorte que les Etats-Unis ne seront plus que « l'ultime garant de la sécurité mondiale », probablement en cas d'attaque des martiens.

Cette vision de l'avenir du monde est, au fond, celle de tout Occidental attaché à son système de valeurs. Il est néanmoins étrange que l'on puisse, aujourd'hui encore, croire que le développement favorise la stabilité socio-politique. Les pays dits développés sont-ils donc stables de ce point de vue ? Peut-être

en donnent-ils l'illusion, puisqu'ils n'ont plus de « classe révolutionnaire » au sens classique et très discutable du terme. Grâce à des changements périodiques d'équipes dirigeantes, l'instabilité semble pouvoir être endiguée par les institutions politiques. De plus, les anciens schémas révolutionnaires ont perdu à la fois leur attrait et leur vraisemblance. Mais n'est-ce pas précisément la cause de cette instabilité beaucoup plus profonde que représente la décomposition idéologique et sociale qui les affecte ?

ANNEXE II

A propos de la « société dualiste » d'André Gorz

Parmi les auteurs qui attendent beaucoup trop des nouvelles technologies, il faut citer André Gorz (Michel Bosquet), dont les articles dans *Le Nouvel Observateur* sont à cet égard exagérément optimistes. Son livre, *Adieux au prolétariat*¹ n'est évidemment pas à comparer à celui de J.-J. S.-S. même si tous deux voient dans la mise en œuvre de ces nouvelles technologies la possibilité d'instaurer leur idéal social. Il présente un grand intérêt, en particulier parce qu'il développe des analyses qui sont de nature à faire évoluer quelque peu la pensée politique. Mais la thèse qu'il défend n'en est pas moins contestable.

André Gorz plaide pour une « société dualiste » au sein de laquelle les travailleurs consacraient très peu de temps à la production intégrée et socialement nécessaire (le nécessaire restant à définir), de sorte qu'ils en disposeraient pour produire librement, d'une manière autonome, le superflu (lui aussi à définir). En effet, comme Ivan Illich, il critique les résultats de l'évolution technico-économique passée. Comme lui, il déplore

1. André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Galilée, Paris, 1980 (réédité aux Editions du Seuil, collection Points).

que la sphère de l'hétéronomie se soit étendue au point de priver l'individu de toute autonomie. Il souhaiterait que se réalise un nouvel équilibre entre hétéronomie et autonomie, afin que l'individu puisse s'épanouir dans un travail autonome, sans que disparaisse la production intégrée qui permet de fournir, à un moindre coût et avec très peu de travail, ce qui ne peut être produit à une petite échelle, en particulier les outils nécessaires à la production autonome. Il pense donc que l'évolution technico-économique, qui a fini par provoquer la complète socialisation de l'individu, pourrait à l'avenir aboutir à un résultat inverse.

L'autonomie individuelle

Pour illustrer son propos, André Gorz prend l'exemple de la femme ou de l'homme accomplissant dans son foyer des tâches pour sa famille. Pourtant, avec ses appareils ménagers fonctionnant au gaz ou à l'électricité, son huile d'arachide, ses boîtes de thé et de café, ses produits détergents, cet individu n'est pas beaucoup plus autonome que ne l'est l'ouvrier de la sidérurgie. Il ne l'est que dans la mesure où il peut organiser son travail comme il l'entend et utiliser ces produits divers à sa guise. Une telle autonomie, beaucoup de travailleurs en bénéficient : les agriculteurs, les artisans, les membres de la plupart des professions libérales... André Gorz s'est manifestement préoccupé de la masse des salariés qui accomplissent trop souvent (mais pas toujours), un travail abêtissant. Son idéal social peut alors paraître un peu dérisoire : le bricolage du samedi ou le jardinage dominical doit pouvoir devenir quotidien pour tous les travailleurs.

Après les analyses d'Illich, les propositions de Gorz ont eu un impact sur la recherche des alternatifs. Ceux-ci sont de plus en plus nombreux à essayer de préciser les contours de la sphère de l'autonomie individuelle. Chacun de nous ne pourrait-il produire une partie de ce qu'il consomme ? Par exemple un peu de sa nourriture ? Ou construire sa maison avec des amis ? Ou faire ses vêtements ? Ou, comme le propose encore Gorz, faire des chaussures originales, pour ne pas porter exclusivement ces chaussures standardisées et solides qui seront produites massivement, lorsque nous serons dans une société dualiste, postindustrielle, postcapitaliste et même postsocialiste ?..

Ainsi en arrive-t-on, à partir d'une excellente critique du mode de production, à imaginer un monde dans lequel le travail productif dévorerait complètement l'existence individuelle, ce que Gorz lui-même ne semblait pourtant pas souhaiter au départ.

Ce dernier ne mettant pas en question la construction technico-économique élaborée par le Capital, il est tenu d'accepter la société, avec les pouvoirs « fonctionnels » qui s'exercent en son sein, et constate qu'elle ne sera jamais « bonne » par son organisation, mais seulement « par les espaces d'autonomie qu'elle laisse aux individus ». Mais quel intérêt présentent ces espaces d'autonomie, dès lors que le cadre national et international n'est pas organisé d'une manière satisfaisante ? Il est sans importance que je puisse m'épanouir (en admettant que ce soit le moyen d'y parvenir) en produisant mes chaussures grâce à des outils « conviviaux », si mon pays construit des prisons et fabrique des bombes atomiques. La qualité des rapports sociaux et internationaux a infiniment plus d'importance pour ma propre existence, que la « niche » que j'ai réussi à me constituer au sein de la société et de l'économie. Aujourd'hui, tous ceux qui disposent d'une telle niche, à commencer par la plupart des intellectuels, en savent quelque chose.

Constatant que dans le cadre du système, tel qu'il se présente aujourd'hui, le pouvoir n'est plus que « fonctionnel » et que chacun est modelé par la fonction qu'il exerce, Gorz se résigne à cette organisation des pouvoirs. La complexité des interactions technico-économiques et les contraintes qui en résultent interdit de songer à une autogestion généralisée. Les employés d'une gare ne peuvent être libres de décider des horaires des trains. Il faut alors conserver le pouvoir d'État, en charge de la planification, ainsi que les innombrables spécialistes qui détiennent un pouvoir fonctionnel. D'autant, ajoute Gorz dans une interview à la revue *Autogestion*², que « je n'ai pas envie de m'emmerder constamment avec tous les problèmes du fonctionnement global de la société ». La démocratie demeure donc fondée sur la délégation de pouvoirs en faveur de spécialistes, présumés plus compétents que les autres et qui décident pour tout le monde, sur la base de critères évidemment techniques. La plupart des individus se trouvent donc bien effectivement cantonnés dans leur niche.

Pour ma part, je récusé tout à fait le pouvoir du spécialiste.

2. Nos 8-9, Privat, Toulouse, 1982.

Je veux bien qu'il me fasse part de ce qu'il sait ou croit savoir, mais refuse qu'il décide à ma place. Et si je n'ai pas tellement envie de m'emmerder à faire mes chaussures, je tiens absolument à avoir ma part de responsabilités dans les décisions concernant les échanges internationaux et les horaires de chemin de fer. En contrepartie, j'accepte volontiers de travailler deux heures par jour dans une usine de chaussures (à la condition que le travail qui m'est demandé soit compatible avec ce que je peux faire), afin d'avoir le temps nécessaire pour participer à ces décisions qui me paraissent beaucoup plus intéressantes que ce que j'ai aux pieds. Mais, bien sûr, mes préférences n'influent en rien sur la réalité. Pas plus que celles d'André Gorz.

Le libre arbitre

« La logique du Capital nous a conduit au seuil de la libération. Mais ce seuil ne sera franchi que par une rupture remplaçant la rationalité productiviste par une rationalité différente. Cette rupture ne peut venir que des individus eux-mêmes. Le règne de la liberté ne résultera jamais des processus matériels : il ne peut être instauré que par l'acte fondateur de la liberté se prenant elle-même pour fin suprême en chaque individu. »

Ces phrases, extraites du « Prière d'insérer » à la deuxième édition de l'ouvrage d'André Gorz, résument bien le point de vue d'un philosophe qui s'efforce de repenser les dogmes marxistes. Sans se livrer à une exégèse, on remarquera que l'auteur, bien qu'il n'attribue pas à la « non-classe des non-travailleurs » une mission historique semblable à celle que Marx assigna à la classe ouvrière, attend des individus une rupture dans la logique du système, rupture que les marxistes n'attendent même pas d'une révolution prolétarienne, puisque celle-ci ne mettrait pas en cause le productivisme. Mais qui sont ces individus ? Quelles possibilités concrètes ont-ils d'instaurer ce « règne de la liberté » dont la définition est pour le moins étroite ?

Les individus sont parfaitement conditionnés, non pas seulement au plan intellectuel ou idéologique, mais matériellement. L'ouvrier peut être conscient de l'intérêt que présenterait un changement dans ses conditions de travail et de vie, sans pour autant être en mesure d'imposer ce changement. Car celui-ci ne peut évidemment se réaliser au sein de sa seule entreprise.

Il ne peut même plus être envisagé à l'échelle d'une nation isolée. Gorz, bien qu'ayant procédé à une critique qui s'applique à l'ensemble du monde industrialisé (mais en excluant le tiers monde qui n'apparaît qu'à propos des aides qu'il faudrait lui apporter), s'est axé sur un pays qui est sans doute la France. Les réformes économiques et sociales qu'il suggère sont alors tout à fait irréalistes.

Elles le sont d'autant plus qu'elles détruiraient la cohérence de l'appareil productif. D'une part, on ne voit pas très bien par quel miracle les entreprises qui produisent tout ce qui est socialement nécessaire réduiraient massivement la durée du travail, tandis que les autres se mettraient en faillite pour qu'à leur production se substitue celle des travailleurs autonomes. D'autre part, la faillite de celles-ci aurait inévitablement une répercussion sur l'activité des autres.

C'est d'ailleurs sur la cohérence de l'appareil productif que bute très généralement la réflexion de ceux qui veulent le transformer. Par exemple, les adversaires de la politique d'armement minimisent les conséquences — notamment sur l'emploi — qu'aurait l'abandon de cette politique (en avançant que les capitaux considérables auparavant consacrés à la production d'armements pourraient être utilisés à des activités socialement utiles, pour aider le tiers monde, etc.). Dès lors qu'une production est entreprise, elle entraîne d'autres activités. Se produit alors un phénomène de clapet : elle ne peut plus diminuer sans que diminue celle d'autres entreprises, c'est-à-dire sans provoquer une crise. De plus, à quels investissements productifs seraient affectés les capitaux employés aujourd'hui dans l'armement ? Est-ce faute de capitaux qu'on ne peut créer des emplois productifs ? Et ne parlons pas de l'aide au tiers monde, qui toutes choses égales, est essentiellement nocive.

Pour la France, la production d'armes est une nécessité, en particulier parce qu'elles sont un de ses principaux postes à l'exportation. Au lieu de vainement réclamer un changement de politique, en ce domaine comme en beaucoup d'autres, mieux vaudrait insister sur cet aspect particulièrement inquiétant du fonctionnement du système : pour éviter des difficultés immédiates, nous sommes tenus de prendre des risques de plus en plus graves. C'est cela qu'il faut dénoncer. Mais sans se faire d'illusion : personne n'acceptera pour autant les difficultés immédiates.

Il semble que Jacques Ellul pense, lui aussi, que « la logique du Capital nous a conduit au seuil de la libération ». Dans son

dernier ouvrage, *Changer de révolution*³, il dit en effet que l'informatique devrait permettre une participation de tous à la gestion économique et sociale, de sorte qu'une révolution pourrait désormais aboutir à cette démocratie idéale que les révolutions passées n'ont pu instaurer (et à laquelle André Gorz ne croit plus). C'est présupposer qu'une révolution est possible. A l'initiative de quelles forces sociales serait-elle engagée ? Et surtout à quelle échelle ? Comment une démocratie directe pourrait-elle s'instaurer dans une société divisée en classes et par des contradictions d'intérêts, et au sein de laquelle prolifèrent inégalités et rapports de domination ? Comment modifier cette organisation sociale sans compromettre la construction technico-économique ? Comment toucher à cette construction, qui n'est qu'en apparence « nationale », sans mettre en danger les conditions de vie de la nation ? Et tant d'autres questions !

On m'objectera que dans *Le Pédalo ivre*, caché derrière un « pots aux roses », j'apprends moi aussi que la télématique peut faciliter l'exercice de la démocratie directe. Mais je me trouve sur une île du lac Léman, c'est-à-dire au sein d'une société qui n'existe pas. Cette société n'a rien de commun avec celle d'un pays capitaliste industrialisé. Elle ressemble tout au plus à celle que pourraient former les alternatifs, qui n'héritent ni structure sociale ni système technicien conçu en fonction d'une société non démocratique.

Il est certainement très déprimant de constater que le libre arbitre n'existe plus, que l'individu socialisé est complètement ligoté, que les forces sociales organisées ne peuvent agir ou réagir que dans un sens conforme à la logique du système et à sa « rationalité productiviste », qu'aucune nation ne jouit d'assez d'autonomie au plan technico-économique pour pouvoir reconsidérer ses conditions de travail et de vie... Mais n'est-il pas politiquement dangereux de se cacher certaines vérités, sous prétexte qu'elles sont déprimantes ou comme on dit aussi « démobilisatrices » ?

Et la crise ?

« La crise des systèmes industriels n'annonce aucun monde nouveau », dit André Gorz. Elle marque plus que probable-

ment la fin d'un monde, c'est du moins ce que j'ai essayé de démontrer. Par conséquent, sauf apocalypse nucléaire ou écologique, un monde nouveau apparaîtra tôt ou tard. Peut-être ne sera-t-il pas très différent de celui qui est en train de sombrer. Ce serait évidemment bien dommage. Mais nous n'en savons rien. Nous pouvons donc espérer et, surtout, essayer d'imaginer ce qu'il faudrait faire pour qu'il soit, sinon parfait, du moins meilleur.

Après avoir mentionné cette crise, André Gorz n'en tient plus aucun compte. Elle ne cadre pas avec sa conception de l'Histoire. Cette dernière ne se déroulant pas comme Marx le pensait (pas de révolution prolétarienne en vue, sauf aux yeux de groupuscules refermés intellectuellement sur eux-mêmes), elle serait « muette ». Pourtant, le socialisme sera bel et bien un dépassement du capitalisme. Et si « le règne de la liberté ne résultera jamais des processus matériels », l'évolution technico-économique nous conduit à la société « postindustrielle », qui peut devenir une société communiste. Il est dès lors exclu qu'une crise compromette cette évolution.

Ce refus d'envisager les conséquences de la crise est évident, puisque Gorz dit encore que « la société qui se décompose sous nos yeux n'est grosse d'aucune autre ». Jusqu'à quand va-t-elle se décomposer ? A quel stade de décomposition doit-elle parvenir avant de se recomposer ? Car il est certain que si toutes les sociétés, industrialisées ou sous-développées, tendent aujourd'hui vers le chaos social, celui-ci ne durera pas éternellement. Toujours sous la même réserve (catastrophe mettant fin à l'humanité), des groupes sociaux finiront bien par se reconstituer sur les ruines des actuelles nations.

Faute de prendre en compte la crise économique et sociale, André Gorz ne considère en fait qu'une réalité statique. Lorsqu'il envisage une société dualiste, il ne propose pas un idéal social pour demain. Il trace le tableau de ce que pourrait être aujourd'hui la société si elle disposait d'une liberté de choix dont elle est privée, si elle n'était pas affectée par un processus de décomposition, si elle se situait dans le cadre d'un système industriel qui ne soit pas en crise. Il décrit donc un présent utopique.

Il n'est pas seul à faire état de la crise et à ne pas en tenir compte. Les syndicats, en particulier, qu'ils soient en charge des intérêts des ouvriers, des employés, des agriculteurs ou des cadres, continuent de défendre ces intérêts comme s'il n'y avait pas de crise (mot qui ne convient pas, mais que j'utilise par

3. Jacques Ellul, *Changer la révolution*, Le Seuil, Paris, 1982.

commodité), donc sans se demander si cette dernière ne risque pas d'être aggravée par les revendications qu'ils présentent. Et sans doute en sera-t-il ainsi, aussi longtemps que nous serons idéologiquement aliénés au point de croire qu'il existe des solutions à la crise, c'est-à-dire que le développement peut se poursuivre.

C'est le mérite d'Ingmar Granstedt que d'avoir, après la publication de *L'Impasse industrielle*, poursuivi sa réflexion en se situant dans une perspective nouvelle. Plus d'appel incantatoire à la raison, car il a compris que la prise de conscience n'est pas de nature à changer radicalement les comportements, à transformer l'appareil de production et à inverser les évolutions. Il cherche à démontrer que la crise peut faire renaître ces espaces d'autonomies que souhaite André Gorz.

Les résultats provisoires de ses travaux ont été publiés dans le numéro cité de la revue *Autogestion*. Prenant l'exemple d'une entreprise en difficulté, il suggère que tous les travailleurs, pour éviter le licenciement d'une partie d'entre eux, acceptent une réduction du temps de travail et des salaires. A partir des dépenses de consommation d'un ménage type, il établit la liste de ce que chaque travailleur pourrait produire pendant le temps libéré pour satisfaire ses besoins et ceux de sa famille. Sa conclusion, elle aussi provisoire, est que le partage du temps entre production intégrée (où l'on travaille pour un salaire) et production autonome autoconsommée, ne provoque pas nécessairement une baisse du niveau de vie.

Le principal intérêt de cette étude tient à l'hypothèse sur laquelle elle se fonde et qu'André Gorz n'a pas retenue : le travailleur redevient autonome, parce qu'il perd peu à peu son emploi salarié. C'est bien le principe du « partage du travail », mais dans une perspective d'affaiblissement de l'économie. Il ne s'agit plus de savoir si l'individu va pouvoir s'épanouir dans son travail autonome, s'il va grâce à lui établir des relations conviviales avec son entourage (les milieux étroits étant abusivement présentés comme plus conviviaux que les autres), s'il va revendiquer cette forme d'autonomie au nom de la liberté qu'évoque André Gorz. Il s'agit de savoir si les travailleurs pourraient échapper à la misère en se résignant à une société dualiste.

Bien sûr, quantité de questions restent sans réponse. Ainsi conçue la production autonome implique une production intégrée. L'individu disposera-t-il de tout ce qui lui est nécessaire pour produire une partie de ce qu'il consomme ? Cette produc-

tion autoconsommée va réduire les débouchés de certaines entreprises, de sorte que la formule qui permet à des individus de ne pas trop souffrir de la crise aggrave en définitive cette dernière pour l'ensemble du corps social : comment cette contradiction sera-t-elle vécue ? Mais on ne peut prévoir avec certitude les différentes étapes de la désorganisation économique et sociale, pas davantage les réactions individuelles et collectives, qui cependant devraient, logiquement, accélérer le processus de désorganisation. Pour l'heure, on ne peut chercher de solution qu'à des problèmes restreints et précis, ceux qui se posent à des individus et à des groupes sociaux isolés, au sein d'une société qui n'a pas encore pris conscience de vivre la fin d'un monde.

Table

1. FIN DU DEVELOPPEMENT	5
<i>Critique du progrès et de sa genèse</i>	7
<i>Une évolution technico-économique incontrôlable</i> ..	12
<i>Agonie d'une civilisation</i>	16
2. FONDEMENTS IDEOLOGIQUES DU DEVELOPPEMENT	21
<i>Anthropocentrisme et écologie. Ethnocentrisme et hiérarchies</i>	22
<i>Le développement, phénomène spécifiquement occidental</i>	25
3. LA CHÈVRE ET LE CHOU	31
<i>Le développement « matériellement » impossible</i>	35
<i>Le développement socialement inacceptable</i>	37
<i>Le développement, une faillite financière</i>	42
4. L'ÉCHANGE ET LA THÉORIE DES AVANTAGES COMPARATIFS	47
<i>Echanges et spécialisations</i>	50
<i>L'échange et l'Optimum économique</i>	53
<i>Critique de l'échange</i>	55

5. L'INTEGRATION ECONOMIQUE	59
<i>Le pouvoir évacué</i>	61
<i>Eclatement des nations</i>	66
<i>Nationalisme et socialisme</i>	68
<i>Dépendances inégales</i>	70
<i>L'effet boomerang</i>	74
6. LE TRAVAIL ET L'OUTIL	77
<i>Le marché solvable et ses limites</i>	79
<i>Les recettes contre le chômage</i>	86
<i>Le robot et la société</i>	89
7. AUTO-ASPHYXIE DU MODE DE PRODUCTION	93
8. LES FRACTURES	99
<i>Implosion de la construction mondiale</i>	102
<i>Une économie « duale » ?</i>	105
<i>Décomposition sociale</i>	108
<i>Les Dissidences régionales</i>	110
<i>L'idéologie et le mouvement</i>	114
<i>Les relations Est-Ouest et les risques de guerre</i>	119
9. NAISSANCE D'UNE ALTERNATIVE ?	123
<i>Plan d'autonomie régionale</i>	125
<i>Les expériences alternatives</i>	127
<i>La socio-économie duale des libéraux</i>	130
<i>Aspects politiques de l'autonomie économique</i>	134
<i>Les moyens d'agir</i>	138
<i>Une stratégie</i>	141
<i>Une hypothèse de travail</i>	144
10. POUR UNE CHARTE DE LA CONTESTATION MONDIALE	147

I. CE QUE SERAIT, D'APRÈS JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER, <i>LE DEFI MONDIAL</i>	157
<i>L'avenir radieux selon J.-J. S.-S.</i>	161
<i>Le développement du tiers monde selon J.-J. S.-S.</i>	164
<i>Triangle, dialogue et autre « Plan Marshall »</i>	166
<i>Le Japon vole au secours du monde en crise</i>	168
<i>Le développement et la paix mondiale</i>	170
II. A PROPOS DE LA « SOCIÉTÉ DUALISTE » D'ANDRÉ GORZ	173
<i>L'autonomie individuelle</i>	174
<i>Le libre arbitre</i>	176
<i>Et la crise ?</i>	178

DANS LA COLLECTION *CAHIERS LIBRES*

R. Ertel, G. Fabre et E. Marienstras, *En marge*.
 C. Baudelot, R. Establet, *L'école capitaliste en France*.
 Elise Freinet, *L'école Freinet, réserve d'enfants*.
 Claude Alzon, *La mort de Pygmalion*.
 Richard Marienstras, *Etre un peuple en diaspora*.
 A. Panzani, *Une prison clandestine de la police française*.
 Lucie Tanguy, *Le capital, les travailleurs et l'école*.
 John Womack, *Emiliano Zapata*.
 Roger Gentis, *Traité de psychiatrie provisoire*.
 Robert A. Rosenstone, *John Reed*.
 Yves Benot, *L'autre Italie*.
 Roy et Jaurès Medvedev, *Khrouchtchev*.
 Fernando Claudin, *L'eurocommunisme*.
*Textes des prisonniers de la « Fraction Armée Rouge » et
 dernières lettres d'Ulrike Meinhof.*
 Z. Erard, *La Pologne : une société en dissidence*.
 R. Boure, *Les interdictions professionnelles en R.F.A.*
Dossiers confidentiels du patronat.
 G. Molina, Y. Vargas, *Dialogues à l'intérieur du parti*.
 Paulo Freire, *Lettres à la Guinée-Bissau*.
 Günter Wallraff, *Le journaliste indésirable*.
 Dominique Lecourt, *Dissidence ou révolution*.
 Roy Medvedev, *La révolution d'Octobre*.
 Régis Debray, *Modeste contribution aux discours et
 cérémonies officielles du dixième anniversaire.*
 Elsa Assidon, *Sahara occidental*.
La mort d'Ulrike Meinhof.
 M. Wolf, J. Osselin, *Les ascenseurs de la Z.U.P.*
 Klaus Croissant, *Procès en R.F.A.*
 Milan Simecka, *Le rétablissement de l'ordre*

R. Havemann, *Etre communiste en Allemagne de l'Est.*
Peter Brückner, *Essai d'explication de la République fédérale.*
à l'usage des Allemands et des autres.
H. Magdoff, *L'impérialisme de l'époque coloniale à nos jours.*
Petr Uhl, Vaclav Havel et autres, *Procès à Prague.*
René Lefort, *Ethiopie : la révolution hérétique.*
Syndicat de la Magistrature, *Justice sous influence.*
Jésus Ynfante, *Un crime sous Giscard.*
Kamata Satoshi, *Japon : l'envers du miracle.*
Yves Eudes, *La conquête des esprits.*
Tibor Tardos, *Transitville. Etrangers émigrants de l'Est.*
Hélé Béji, *Désenchantement national.*
Janos Kenedi, *Faites-le vous-même. L'économie parallèle en Hongrie.*
Denis Langlois, *Le cachot.*
Haroun Jamous, *Israël et ses Juifs. Essai sur les limites*
du volontarisme.



ACHEVÉ D'IMPRIMER EN OCTOBRE 1982
SUR PRESSE CAMERON
DANS LES ATELIERS DE LA S.E.P.C., SAINT-AMAND (CHER)
COMPOSITION COMPOFAC, PARIS
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 1982
NUMÉRO D'IMPRIMEUR : 1591.
PREMIER TIRAGE : 5 000 EXEMPLAIRES
ISBN 2-7071-1352-2